

BURUNDI : VATICAN / Burundi-Vatican : Une ingérence de trop à un an des élections législatives. | Burundi. Les inondations déplacement 100.000 personnes. **TANZANIE** : Tanzanie : 58 personnes tuées par des pluies torrentielles. Dans la région côtière du pays 128 831 personnes ont été durement touchés par les fortes averses de pluie». **RDC CONGO** : **RWANDA**-M23 / Violences en RDC : Le Rwanda a déployé environ 3000 soldats dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) Cfr Bloomberg. Kigali y entraîne des membres du mouvement rebelle M23 dans un camp isolé près de la frontière. Le gouvernement rwandais a fourni une quantité d'armes sans précédent aux rebelles, qui sèment la mort et la destruction dans l'est du Congo depuis de longs mois. Il s'agit notamment de drones, de lance-grenades de fabrication israélienne, de brouilleurs anti-drones et de lance-grenades antichars de fabrication russe.

SOUDAN DU SUD : RDC / l'armée renforce sa présence à la frontière avec le Soudan du Sud et l'Ouganda. **MALI** : Alliance des États du Sahel (AES) / Terrorisme: le Burkina, le Mali et le Niger mènent des opérations conjointes avec succès. | Les États-Unis annoncent une très mauvaise nouvelle à la CEDEAO : le Niger, le Mali et le Burkina Faso font planer... Les États-Unis par le biais de leur agence de notation Fitch Ratings ont annoncé une mauvaise nouvelle à la CEDEAO.

COTE D'IVOIRE : SANTE / Côte d'Ivoire – AIP/ Une campagne de sensibilisation de masse contre l'onchocercose lancée à Koun-Fao. Le parasite « onchocerca volvulus » et la mouche appelée « similie, vivant aux alentours des cours d'eau sont les causes de contraction de cette maladie.

AFRIQUE DU SUD : RDC / Le Mandat des soldats sud-africains déployés en RDC a été prorogé de 8 mois. Cette décision concerne 1198 membres de la Force de défense nationale sud-africaine (SANDF) opérant au sein de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). | Ghaza : la CIJ fixe la date du dépôt de mémoire de l'Afrique du Sud contre l'entité sioniste. **ALGERIE** : OTAN / Sahara à l'ONU : Le Maroc et l'Algérie courtisent la Russie | Visite du président du Comité militaire en Algérie, pays partenaire de l'OTAN (le partenariat et la coopération militaire OTAN-Algérie). **ANGOLA** : UK - RWANDA / L'Angola et le Cap-Vert, destinataires potentiels de migrants illégaux en provenance du Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, la Chambre des Communes a voté ce lundi 15 le projet de loi controversé du gouvernement qui permet d'envoyer des migrants d'autres pays au Rwanda. | **BENIN** : HAÏTI / Bénin: le président Patrice Talon choisit le patron des renseignements comme envoyé spécial en Haïti. Le chef de l'État béninois Patrice Talon a nommé ce mercredi 17 avril Pamphile Zomahoun au poste d'envoyé spécial du Bénin en Haïti. Le Bénin s'est engagé volontairement à fournir 2000 hommes pour la future force multinationale de soutien à la sécurité en Haïti (MMSS). **BOTSWANA** : **MOZAMBIQUE** - SADC / La Force de défense du Botswana (BDF) s'est officiellement retirée de la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Mozambique (SAMIM), devenant ainsi le premier pays contributeur de troupes (TCC) à se retirer avant la fermeture prévue de la mission en juillet. **BURKINA FASO** : FRANCE / Burkina Faso : trois diplomates français expulsés pour "activités subversives". **CAMEROUN** : JIHADISME/ Trois otages humanitaires camerounais libérés après 100 jours de captivité. L'extrême-nord du Cameroun, comme le nord-est du Nigeria, sont le théâtre de combats et d'exactions menés par les jihadistes de Boko Haram et de sa dissidence du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP pour son acronyme en anglais). **CENTRAFRIQUE** : La France et la Centrafrique ouvrent la voie à la réconciliation. **GHANA** : CULTURE WOKS / LGBT Ghanaïens await court ruling on restrictive new law. **LIBYE** : RUSSIE / Libye... La porte d'entrée de Wagner pour renforcer l'influence russe en Afrique ? **MADAGASCAR** : Madagascar : le secteur privé veut donner un nouveau souffle à sa relation avec l'État. **SÉNÉGAL-MAURITANIE**-VISITE / L'Agence mauritanienne d'information magnifie la visite du président Faye à Nouakchott – Agence de presse sénégalaise – . **NAMIBIE** : Namibie, un nouveau pays africain devrait rejoindre l'OPEP+. Du pétrole a été découvert sur les terres namibiennes. **NIGER** : USA / Niger: manifestation pour demander le départ des soldats américains. **NIGERIA** : CULTURE WOKS / Ouganda Ici le monde : l'Ouganda, terre hostile pour la communauté LGBTQIA + . **SIERRA LEONE** : Présumé coup d'Etat manqué en Sierra Leone : un suspect arrêté à Conakry puis extradé. L'un des suspects du présumé coup d'Etat manqué en

Sierra Leone le 26 novembre 2023 a été arrêté à Conakry puis remis aux autorités sierra léonaises.
SOUDAN : Soudan. Au moins 25 civils tués dans des affrontements dans une ville du Darfour.



Sources : Photo : Ikiriho, AFP, msn.com, Radio Okapi, lanouvelletribune, TV5MONDE, aip.ci , Le Monde, Le7tv.ma, 7sur7senegal.com, Xinhua, France24, Actu Cameroun, The Straits Times, WION, AFRICANEWS, Financial Afrik, RFI, APS, FAAPA, KOACI.

Afrique du sud

Afrique du Sud: l'ancien président Zuma, élément perturbateur des élections

Samedi, 13 avril 2024/journaldemontreal.com

À moins de deux mois d'élections critiques pour le parti au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, l'attention est focalisée sur un possible retour en politique du sulfureux ex-président Jacob Zuma dont la candidature à un siège de député est contestée.

Les Sud-Africains doivent renouveler le 29 mai leur Parlement, qui désignera ensuite le prochain président. M. Zuma, 82 ans, est candidat sur la liste du petit parti radical récemment créé Umkhonto We Sizwe (MK, «Lance de la nation» en zoulou). Pilier du Congrès national africain (ANC) au pouvoir depuis trente ans, il avait créé la surprise en annonçant en décembre soutenir le MK. L'ANC l'avait suspendu en janvier.

«Le retour de M. Zuma illustre sa colère contre l'ANC», explique à l'AFP l'analyste politique Susan Booysen. «Pour ses soutiens, le MK est une forme de revanche loyale».

Président de 2009 à 2018, le politicien habile et charismatique encore poursuivi pour corruption avait été forcé à la démission après une série de scandales. Mais l'ancien «combattant de la liberté» a toujours bénéficié d'un fervent soutien populaire, conservant une influence au cœur de la machine politique.

Sa condamnation à 15 mois de prison pour outrage en 2021 devait toutefois empêcher ses velléités de participer au prochain scrutin. Fin mars, la commission électorale (IEC) a invalidé sa candidature, rappelant qu'une personne condamnée à plus de 12 mois de prison ne peut se présenter.

Le parti de M. Zuma a porté l'affaire devant la justice et ça sera finalement à la Cour constitutionnelle saisie par l'IEC de se prononcer sur l'éligibilité de l'ancien chef d'État et mettre fin à des semaines d'un débat passionné autour d'une des figures les plus clivantes du pays.

Jacob Zuma «s'accroche au pouvoir», observe le professeur en politique Ongama Mtimka, il «redoute de vivre comme un citoyen ordinaire» susceptible, comme il l'a expérimenté lui-même, de se retrouver derrière les barreaux.

Afrique du Sud : comment sauver les vignobles et résister au réchauffement climatique ?

17/04/2024/rtbf.be

C'est une révolution en douceur : pour protéger le vignoble sud-africain des ravages du réchauffement climatique, qui promet des pluies plus rares mais aussi plus violentes, il faut épouser les courbes du paysage et recycler l'eau tombée du ciel.

"Avant les vignes étaient plantées par blocs carrés", raconte Rosa Kruger, 64 ans, regard bleu intense, au domaine Reyneke, situé au cœur du vignoble de Stellenbosch, qui passait pour une douce dingue quand elle s'est lancée dans cette croisade il y a plus d'une dizaine d'années.

Des drains recueillent l'eau de pluie

La conseillère viticole, mondialement saluée pour sa contribution à la qualité des terroirs sud-africains, montre les drains entre chaque parcelle pour récupérer l'eau de pluie. Ils épousent le terrain et rejoignent un réservoir au pied de la pente.

"Je n'accepte pas la fatalité. On peut bien se battre un peu, non ?", plaisante cette juriste dans une autre vie, espiègle et indépendante. "Tous les vignobles m'appartiennent. Je ne possède aucune terre mais c'est ce que je me raconte", dit-elle de sa liberté de se mêler de tout, entre deux échanges en afrikaans avec des ouvriers agricoles.

Entre les parcelles, elle a prévu des zones pour planter des buissons de fynbos, plantes endémiques de la région, peu gourmandes en eau et qui sentent bon le maquis. Pour "gagner en biodiversité", faire revenir insectes et divers animaux, permettant de moins traiter la vigne et d'assainir les sols. En bordure des vignes, des pins, plantés par les colons européens autrefois, consommaient trop d'eau. Ils ont été arrachés.

L'Afrique du Sud risque une récession technique en 2024

Le 19/04/2024/afrique.le360.ma

L'Afrique du Sud risque de faire face à une récession technique en 2024 si la Banque de réserve (SARB) maintenait ses taux d'intérêt élevés durant les prochains mois, averti cette semaine la First National Bank (FNB).

«Les consommateurs sud-africains sont confrontés à des difficultés financières croissantes en raison des taux d'intérêt élevés de la banque centrale, ce qui pèse lourdement sur les activités économiques du pays», a souligné la banque dans son dernier rapport hebdomadaire «Economic Weekly».

Le Comité de politique monétaire (MPC) de la SARB a augmenté les taux d'intérêt de 475 points de base depuis novembre 2021. Le taux directeur actuel a été maintenu à 8,25% depuis près d'un an pour faire face à l'inflation. Selon les économistes de la FNB, la demande, en particulier pour les dépenses sensibles aux taux d'intérêt, s'est affaiblie, ce qui révèle une pression accrue sur le pouvoir d'achat des consommateurs.

«L'économie sud-africaine est aux prises avec un environnement très difficile, avec une faible croissance économique et des conditions financières de plus en plus serrées pour les consommateurs», a-t-on mis en garde.

Le rapport explique ainsi que les dépenses de consommation des ménages ont augmenté lentement à 0,7% l'année dernière, une baisse significative par rapport au taux de croissance de 2,5% observé en 2022, notant que cette situation a conduit à un déclin continu du crédit, à l'affaiblissement de la monnaie locale, le rand, ainsi qu'à la chute de l'indice JSE All Share ajusté à l'inflation.

«Même si l'inflation a atteint un sommet, elle n'est toujours pas totalement maîtrisée. Il existe encore des risques potentiels, ce qui amène la Banque de réserve à faire preuve de prudence lorsqu'elle envisage de réduire les taux d'intérêt», signale le document.

Selon l'Agence gouvernementale des statistiques «Stats SA», l'Afrique du Sud a évité de justesse la récession technique au 4ème trimestre de 2023, son produit intérieur brut (PIB) ayant augmenté seulement de 0,1%.

Au 1er trimestre 2024, la croissance économique a été également de 0,1%, affectée notamment par la crise énergétique et les délestages électriques récurrents, ainsi que les problèmes portuaires et ferroviaires qui plombent les exportations du pays.

Dans son dernier rapport, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB de l'Afrique du Sud pour 2024 à 0,9 %, au lieu de 1,8 % annoncée en octobre dernier.

Prolongation du mandat des soldats sud-africains en RDC

19 avril 2024/beninwebtv.com

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a annoncé la prolongation de huit mois du mandat des soldats sud-africains déployés en République démocratique du Congo (RDC).

Le Mandat des soldats sud-africains déployés en RDC a été prorogé. Cette décision concerne 1198 membres de la Force de défense nationale sud-africaine (SANDF) qui opèrent au sein de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Leur présence vise à neutraliser les forces négatives et les groupes armés illégaux, contribuant ainsi à restaurer la paix et la sécurité dans un pays toujours troublé par des conflits armés.

Cette prolongation, approuvée jusqu'au 20 décembre, est justifiée par la nécessité de continuer les opérations de pacification dans le cadre de l'opération Mistral. Toutefois, elle ne va pas sans coût pour le contribuable sud-africain, puisqu'elle devrait représenter une dépense de plus de 800 millions de rands, soit environ 42 millions de dollars USD.

Malgré les efforts déployés par les soldats sud-africains, la région de l'Est de la RDC reste instable, et plusieurs membres des SANDF ont été tués au cours des derniers mois. Ces pertes ont suscité des débats et des appels au sein du pays pour un éventuel retrait des troupes déployées en RDC.

Ghaza : la CIJ fixe la date du dépôt de mémoire de l'Afrique du Sud contre l'entité sioniste

22/04/2024/al24news.com

La Cour internationale de Justice(CIJ) a annoncé, jeudi, la date du dépôt de mémoire de l'Afrique du Sud auprès de ses services, à la suite de sa plainte contre l'entité sioniste pour génocide à Ghaza.

Dans une déclaration judiciaire datée du 5 avril et publiée jeudi sur son compte sur la plateforme X, la CIJ a indiqué que « considérant que, le 29 février 2024, le président de la Cour a tenu une réunion avec les représentants des Parties, en application de l'article 31 du Règlement, afin de s'informer de leurs vues en ce qui concerne les délais pour le dépôt des premières pièces de la procédure écrite en l'affaire ».

Elle a précisé que « le représentant sud-africain présent à la réunion a déclaré que son gouvernement « souhaiterait disposer, pour la préparation de son mémoire, d'un délai de 12 mois à compter du prononcé de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires en date du 26 janvier 2024 ».

La CIJ a ajouté dans son communiqué que « compte tenu des vues exprimées par les Parties, et considérant que celles-ci doivent disposer chacune d'un délai de neuf mois pour préparer leurs écritures respectives, le premier commençant à courir le 26 janvier 2024 ».

« De ce fait, la date de soumission dépôt des pièces de la procédure écrite est fixé au 28 octobre 2024 pour la République d'Afrique du Sud » », a-t-elle conclu.

Pour rappel, en réponse à la plainte déposée par l'Afrique du Sud le 29 décembre 2023 contre l'entité sioniste, la CIJ a ordonné le 26 janvier 2024 à l'occupant « de prendre « des mesures pour prévenir les actes de génocide contre les Palestiniens et pour améliorer la situation humanitaire à Ghaza ».

Le 28 mars, la Justice internationale, en réponse à une deuxième demande de l'Afrique du Sud, a rendu une décision prévoyant de nouvelles mesures temporaires exigeant que l'entité sioniste « prenne sans délai toutes les mesures nécessaires et efficaces pour assurer la fourniture de l'aide humanitaire nécessaire à Ghaza ».

Dans sa nouvelle décision, le tribunal a appelé l'armée sioniste « à ne pas violer les droits des Palestiniens protégés par la Convention sur le génocide, notamment à ne pas entraver l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence à Ghaza ».

Algérie

Sahara à l'ONU : Le Maroc et l'Algérie courtisent la Russie

13/04/2024/yabiladi.com

Les échanges entre hauts diplomates russes et les ambassadeurs du Maroc et l'Algérie accrédités à Moscou s'intensifient. Comme en mars dernier, la question du Sahara était au centre des entretiens de cette semaine.

A quelques jours de l'examen, le 16 avril à huis-clos, par les membres du Conseil de sécurité de la question du Sahara, l'Algérie et le Maroc s'activent pour gagner l'appui de la Russie.

L'ambassadeur algérien, Guennad Boumédiène, s'est réuni le lundi 8 avril avec le représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et les pays d'Afrique, le vice-ministre des Affaires étrangères de Russie, Mikhail Bogdanov. L'entretien a porté notamment sur «les questions internationales et régionales actuelles». «L'accent a été mis sur la situation en Afrique du Nord et dans la région Sahara-Sahel», indique la diplomatie russe.

Après cet échange, l'ambassadeur algérien n'a pas quitté le siège du ministère des Affaires étrangères. Il avait, sur son agenda, un rendez-vous avec le vice-ministre des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Vershinin. «Le règlement de la question du Sahara occidental», était au menu de la rencontre. Les deux parties ont souligné «l'importance d'une interaction plus étroite entre la Russie et l'Algérie au sein de l'ONU», précise la même source.

Moscou accorde le même traitement au représentant du Maroc

Trois jours après ces deux réunions, l'ambassadeur marocain a eu droit au même traitement. Lotfi Bouchaara a été reçu, le jeudi 11 avril, par Mikhail Bogdanov. «Les questions d'actualité liées au renforcement des relations traditionnellement amicales entre la Russie et le Maroc ont été abordées, notamment l'approfondissement du dialogue politique sur les questions d'intérêt commun du Moyen-Orient et de l'Afrique», affirme la diplomatie russe.

L'ambassadeur du royaume a rencontré, ensuite, Sergueï Vershinin. Les deux parties ont abordé «un certain nombre de questions actuelles du Moyen-Orient et de l'Afrique inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU. Une attention particulière a été accordée au problème du règlement

du Sahara occidental à la lumière de sa prochaine discussion au Conseil de sécurité», annonce le département de Sergueï Lavrov.

Vershinin «a souligné l'importance de parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptée au problème du Sahara occidental sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité dans le cadre de procédures conformes aux principes et objectifs de la Charte des Nations unies».

Sergueï Vershinin est considéré comme étant le «Monsieur Sahara» au sein du ministère russe des Affaires étrangères. Il a d'ailleurs eudes consultations, le 11 mars à Moscou, avec l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura.

Pour rappel, en mars dernier la diplomatie russe avait accordé des audiences séparées aux ambassadeurs du Maroc et de l'Algérie. La succession de ses réunions pourrait baliser le terrain à une médiation de Moscou. La Russie bénéficie de la confiance des parties concernées dans ce conflit.

En outre, Rabat et Moscou doivent lancer des négociations pour le renouvellement de l'accord de pêche, signé le 14 octobre 2020 pour une durée de quatre années, intégrant les eaux du Sahara.

L'Algérie justifie le refoulement d'un journaliste par l'hostilité de Jeune Afrique

le 19 avril 2024/arabnews.fr

ALGER: L'Algérie met en cause les "positions hostiles" de l'hebdomadaire Jeune Afrique afin de justifier le refoulement d'un de ses journalistes à son arrivée à l'aéroport d'Alger, selon les déclarations du ministre algérien de la Communication Mohamed Laagab.

"Farid Alilat est un citoyen algérien, mais en même temps il est journaliste dans un magazine indésirable, et lorsque ce média profite de sa nationalité algérienne et s'immisce de manière sournoise dans l'exercice du travail journalistique, cela est inacceptable", a déclaré jeudi le ministre algérien.

M. Laagab a assuré que "séparer les deux est difficile, mais en tant qu'algérien, il est le bienvenu. Il exerce un travail journalistique pour son média, qui a choisit de prendre des positions hostiles à l'Algérie et ceci est intolérable".

Jeune Afrique est régulièrement critiqué par les médias officiels algériens qui accusent l'hebdomadaire, dont de nombreuses éditions ont été censurées ces dernières années dans le pays, d'être biaisé en faveur du Maroc, le rival régional de l'Algérie.

"La question ne le concerne pas en tant que citoyen algérien, mais plutôt le magazine Jeune Afrique où il exerce, qui a adopté des positions éditoriales hostiles à l'égard de l'Algérie. Ce média publie tantôt des informations incorrectes tantôt des informations exagérées", a affirmé le ministre.

Farid Alilat a expliqué dans une publication postée dimanche soir sur sa page Facebook qu'il avait été retenu pendant onze heures dans les locaux de la police à l'aéroport d'Alger avant d'être expulsé vers la France.

Farid Alilat, établi depuis 2004 en France où il dispose d'une carte de séjour, se rendait pourtant régulièrement en Algérie.

Selon lui, les policiers l'ont interrogé notamment sur ses écrits, sur la ligne éditoriale de son journal, sur l'objet de son voyage, et sur les opposants algériens à l'étranger et ont fouillé ses deux téléphones et son ordinateur.

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) a condamné, dans un message sur X, une "expulsion sans justification" et dénoncé "une entrave inacceptable à la liberté de la presse".

Visite du président du Comité militaire en Algérie, pays partenaire de l'OTAN

19 Apr. 2024/nato.int

Du 17 au 19 avril 2024, l'amiral Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN, s'est rendu en Algérie à l'invitation du général Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. À Alger, l'amiral Bauer s'est entretenu avec de hauts responsables et avec des autorités militaires. Dans un discours, il s'est également adressé au personnel et aux élèves de l'École de guerre d'Alger et s'est rendu au Détachement spécial d'intervention de la Gendarmerie nationale. Dans le prolongement de près de 25 ans de coopération au titre du Dialogue méditerranéen, cette visite a permis d'examiner en profondeur la coopération militaire entre l'OTAN et l'Algérie.

Un débat franc et satisfaisant a eu lieu entre l'amiral Bauer, le général Chanegriha et M. Boumediene Benattou, Conseiller sécurité et défense auprès du Président, sur le partenariat et la coopération militaire OTAN-Algérie, ainsi que sur l'imbrication des menaces sécuritaires mondiales et régionales. « L'Algérie est un partenaire toujours plus actif, ce dont nous nous réjouissons grandement. Notre coopération porte notamment sur la lutte contre le terrorisme, le dialogue et la consultation militaires, la réforme de la défense, la gestion de crise et les défis sécuritaires émergents », a indiqué l'amiral Bauer.

Lorsqu'il s'est entretenu avec M. Lounes Magramane, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, l'amiral Bauer a fait savoir que les Alliés se penchaient actuellement sur des recommandations présentées dans un nouveau rapport, établi par des experts indépendants, sur la manière de renforcer l'approche adoptée par l'OTAN à l'égard de son voisinage méridional, y compris la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). « L'Alliance a pour objectif d'approuver un ensemble de mesures pour le sommet de l'OTAN, qui se tiendra à Washington en juillet prochain », a indiqué l'amiral Bauer. « Nous souhaitons renforcer et approfondir nos partenariats dans cette région du monde, y compris avec l'Algérie. L'OTAN doit mieux prêter l'oreille à ses partenaires en faisant preuve d'une écoute plus attentive et plus active, et, pour ce faire, il lui faut investir dans les compétences et dans les ressources humaines », a-t-il ajouté.

Lorsqu'il s'est adressé au personnel et aux élèves de l'École de guerre, le président du Comité militaire a insisté sur la position stratégique clé qu'occupe l'Algérie en Afrique du Nord. « Votre éclairage est essentiel à l'heure où le monde dans lequel nous vivons, marqué par un nombre record d'actes de violence et de conflits, n'a jamais été aussi dangereux depuis des décennies », a indiqué l'amiral Bauer, rappelant que l'Algérie est actuellement un membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. « La compréhension mutuelle est le fondement même de bonnes relations. Si immenses que puissent sembler les différences, ce qui nous unit sera toujours plus fort que ce qui nous divise », a affirmé le président du Comité militaire à l'auditoire. Il a également répondu à des questions sur le rôle et la mission de l'OTAN, sur son partenariat avec l'Algérie, ainsi que sur plusieurs autres sujets.

Lors de sa visite au Détachement spécial d'intervention (DSI) de la Gendarmerie nationale, l'amiral Bauer a été informé de la manière dont cette unité d'élite combat le terrorisme et le crime organisé parallèlement à ses nombreuses autres missions. Il a également pu observer une démonstration du travail du DSI : « Je suis impressionné par votre programme d'entraînement, par vos installations, ainsi que par vos compétences et vos savoir-faire », a déclaré l'amiral Bauer à son hôte, le général Djebbari Abdallah.

L'amiral Bauer s'est également adressé à des représentants des médias locaux et a répondu à leurs questions lors d'une conférence de presse. À Alger, il a visité le Musée national de l'armée et le Palais « Bastion 23 », connu dans le monde entier, où il a pu découvrir la richesse de l'histoire et du patrimoine culturel de l'Algérie.

Le Dialogue méditerranéen, forum de partenariat dont l'objectif est de contribuer à la sécurité et à la stabilité de la région de la Méditerranée par le dialogue politique et la coopération pratique, compte l'Algérie au nombre de ses membres depuis 2000.

Algérie : Abdelmadjid Tebboune ordonne la révision des pensions de retraite

22 avril 2024 /afrik.com

Le président de la République algérienne, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné la révision des pensions de retraite, toutes catégories confondues.

Lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, hier dimanche, le Président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a validé la révision des pensions de retraite, toutes catégories confondues. Une révision que le dirigeant considère comme une reconnaissance de leurs bons et loyaux services rendus au pays. D'où, selon chef de l'État algérien, la nécessité de préserver leur protection au plan social.

Examen approfondi des statuts des corps médical et paramédical

Au cours de ce même conseil des ministres, le Président Abdelmadjid Tebboune a, en outre, instruit son gouvernement de procéder à un examen approfondi des statuts des corps médical et paramédical. Le Président algérien a, par ailleurs, souligné l'impératif de valoriser la place de ce corps d'élite, pour son rôle de premier plan dans la préservation de la sécurité sanitaire nationale.

Le chef de l'Etat algérien a aussi ordonné un nouvel examen du projet de loi relatif à l'état civil. Abdelmadjid Tebboune y a associé les magistrats et les walis sur toute l'étendue du territoire national. Le Président algérien s'est félicité du progrès enregistré dans le cadre du processus de numérisation des départements ministériels de ce pays d'Afrique du Nord.

Angola

L'Angola et le Cap-Vert, destinataires potentiels de migrants illégaux en provenance du Royaume-Uni

15 avril 2024/7sur7senegal.com

Au Royaume-Uni, la Chambre des Communes a voté ce lundi 15 le projet de loi controversé du gouvernement qui permet d'envoyer des migrants d'autres pays au Rwanda. La Chambre des Lords

pourrait également voter favorablement demain, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre de l'accord entre Londres et Kigali.

Par ailleurs, le journal The Times affirme que l'exécutif de Rishi Sunak est également en pourparlers avec d'autres gouvernements pour conclure des accords similaires, comme ceux de l'Angola et du Cap-Vert.

Des documents internes du gouvernement montrent que le Costa Rica, la Côte d'Ivoire et l'Arménie ont été considérés comme des options pour des projets similaires si les tribunaux continuent d'empêcher l'envoi de migrants vers le Rwanda.

Ce journal affirme que l'Angola et le Cap-Vert font également partie d'une liste de pays que le gouvernement britannique admet avoir approché, parmi lesquels figurent également le Botswana, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo et la Sierra Leone.

Les gouvernements du Maroc, de Tunisie, de Namibie et de Gambie ont explicitement rejeté les négociations sur ce sujet, selon la même source, qui ne précise pas si, par exemple, Luanda et Praia ont été contactées.

Il n'y a pas encore eu de réaction de la part des gouvernements du Royaume-Uni, de l'Angola et du Cap-Vert.

Le Rwanda est une priorité

Un porte-parole de l'exécutif, dont le nom n'a pas été divulgué, a déclaré à la BBC que le Royaume-Uni « continue de travailler avec un certain nombre de partenaires internationaux pour relever les défis mondiaux de la migration illégale », mais que « son objectif actuel est d'approuver la loi du accord avec le Rwanda et mettre en œuvre des plans pour décoller les vols le plus rapidement possible.

Les autorités rwandaises ont accepté d'accueillir des centaines de demandeurs d'asile au cours des cinq prochaines années en échange d'environ 400 millions de livres, soit près de 550 millions de dollars.

Si l'accord est approuvé mardi 16 par la Chambre des Lords, il pourrait encore faire l'objet de poursuites judiciaires, comme ce fut le cas pour le premier, qui a été rejeté par la Cour suprême.

La nouvelle loi comprend des changements tels que des exemptions d'expulsion pour les victimes de l'esclavage moderne et ceux qui ont soutenu les forces armées britanniques à l'étranger.

L'exécutif s'engagera à publier un rapport annuel sur le fonctionnement de la législation et ses liens avec les dispositions du traité avec le Rwanda afin de garantir qu'elle prend toutes les mesures nécessaires pour répondre aux besoins des victimes de l'esclavage moderne.

Des pêcheurs angolais en difficulté accusent la pêche illégale chinoise

16 avril 2024/ voaafrique.com

Au port de Benguela, sur la côte atlantique de l'Angola, les pêcheurs et les marchands de poisson ont du mal à joindre les deux bouts. Ils affirment que leurs prises diminuent et accusent la pêche illégale des chalutiers chinois.

L'Angola et la Côte d'Ivoire élargissent les champs de coopération

19 Avr 2024/observateur.info

Les républiques d'Angola et de Côte d'Ivoire ont signé plusieurs instruments visant à renforcer la coopération dans divers domaines.

Il s'agit de protocoles portant sur les secteurs de l'Intérieur, de l'Administration du Territoire, du Tourisme, des Télécommunications, des Technologies de l'Information et de la Communication Sociale, de la Santé, de la Culture, de l'Environnement, de l'Enseignement Supérieur et de l'Éducation.

Les documents ont été signés par le ministre des Relations extérieures de l'Angola, Tété António, et le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et ivoirienne à l'étranger de la République de Côte d'Ivoire, Léon Kacou Adom.

Cette signature a eu lieu en marge de la première session de la Commission de coopération bilatérale entre l'Angola et la Côte d'Ivoire, qui a évalué les projets en cours entre les deux pays et a passé en revue les accords en vigueur et les contraintes pour concrétiser les engagements contractés entre les parties.

La première session de la Commission de coopération bilatérale entre les deux pays a lieu 39 ans après la signature de l'Accord général de coopération économique, scientifique, technique et culturelle le 19 juin 1985 à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire).

L'Angola réduit sa dette publique à 66 milliards de dollars en 2023

21/04/2024/news.dayfr.com

“La dette de l'Angola est soutenable et sa tendance est à la baisse”, a déclaré Teixeira lors d'une réunion dans le cadre des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), soulignant que l'exécutif angolais a réussi à améliorer sa dette. profil de la dette, ouvrant ainsi la voie à des perspectives économiques positives.

De même, il a souligné la nécessité de poursuivre les efforts visant à créer des conditions favorables à l'optimisation de la dette, sans impacter la performance de l'Etat en matière d'exécution des dépenses publiques.

“La stabilisation de la dette est bénéfique tant pour le gouvernement que pour les entreprises, en contribuant à créer un environnement plus favorable aux investissements et au développement des activités économiques”, a-t-il poursuivi.

Il a également indiqué que l'Angola s'engage à poursuivre les réformes nécessaires pour renforcer la confiance des différents partenaires dans la viabilité des finances publiques du pays.

Le secrétaire d'État aux Finances et au Trésor, Ottoniel do Santos, a récemment rappelé que les finances publiques en 2023 représentaient un défi majeur pour le pays, sachant que le prix du pétrole, la quantité produite et les taux d'intérêt sur les marchés internationaux ont limité la marge de manœuvre du gouvernement. manœuvre.

D'autre part, M. do Santos a souligné que grâce aux différentes initiatives lancées, tant avec la Banque mondiale qu'avec le FMI, le pays dispose désormais des outils nécessaires pour atténuer les déficits budgétaires identifiés.

L'Angola a réussi à réduire considérablement sa dette ces dernières années. Selon les chiffres officiels, le ratio dette publique/produit intérieur brut (PIB) du pays est passé de 134 % en 2020 à moins de 60 % en 2022.

Bénin

Bénin – Sénégal: le ministre Olushegun Bakari a échangé avec son homologue
13/04/2024/lanouvelletribune.info

Dans un élan de coopération et de renforcement des liens diplomatiques entre le Bénin et le Sénégal, le ministre béninois des Affaires étrangères, Olushegun Bakari, a chaleureusement félicité son homologue sénégalaise, Yassine Fall, suite à sa nomination à la tête de la diplomatie sénégalaise. Cette conversation téléphonique, survenue le vendredi 12 avril 2024, a été l'occasion pour les deux ministres de réaffirmer leur engagement commun en faveur du renforcement de l'intégration africaine.

On se rappelle que Yassine Fall, dans ses premières déclarations depuis sa nomination, n'a pas manqué de témoigner sa gratitude envers les plus hautes autorités de son pays. Un hommage appuyé a été rendu au président Bassirou Diomaye Diakhar Faye ainsi qu'à Ousmane Sonko, premier ministre et chef du gouvernement, pour la confiance placée en sa personne. C'est avec cette marque de confiance qu'elle s'engage fermement à relever les défis diplomatiques qui se dressent devant elle.

Bénin: le président Patrice Talon choisit le patron des renseignements comme envoyé spécial en Haïti
18/04/2024/rfi.fr

Le chef de l'État béninois Patrice Talon a nommé ce mercredi 17 avril Pamphile Zomahoun au poste d'envoyé spécial du Bénin en Haïti. Le Bénin s'est engagé volontairement à fournir 2000 hommes pour la future force multinationale de soutien à la sécurité en Haïti (MMSS). La nomination d'un envoyé spécial en Haïti est un pas supplémentaire dans la mise en œuvre du projet de déploiement des forces béninoises à Port-au-Prince.

Le relevé du conseil des ministres qui annonce sa nomination ne dit rien sur sa lettre de mission en Haïti, mais sa première urgence sera de préparer l'arrivée des 2000 militaires béninois.

Ses interlocuteurs dans cette mission seront les partenaires haïtiens et internationaux comme les États-Unis, le Brésil, le Canada et la Jamaïque, tous acteurs de la mise en place de la force multinationale. Les contours de la participation des Béninois sont connus.

Les 2000 hommes viennent essentiellement des forces armées béninoises à savoir les armées de terre, de l'air, la marine et la Garde nationale. Il est possible qu'un effectif très réduit de policiers

complètent le contingent qui avant de partir à Port-au-Prince bénéficiera d'une formation assurée par des instructeurs béninois et étrangers.

On ignore toujours le calendrier du déploiement. Le financement serait en cours et, selon nos informations, les acteurs principaux de l'opération préparent une réunion imminente.

Pamphile Zomahoun prendra rapidement ses fonctions, indique une source. Âgé de 53 ans, il est colonel de la gendarmerie, a été formé à Saint-Cyr et à Melun, en France

Bénin : un nouveau chef du renseignement nommé en remplacement de Pamphile Zomahoun

19/04/2024/banouto.bj

La Direction des services de liaison et de la documentation (DSLSD) du Bénin a un nouveau patron. Le Commandant Orphée Hounkanrin a été nommé directeur intérimaire en remplacement au Colonel Pamphile Zomahoun.

Le président Patrice Talon a déjà nommé le nouveau directeur de la Direction des services de liaison et de la documentation (DSLSD). Le choix du chef de l'Etat a été porté sur le Commandant Orphée Hounkanrin, selon Bip radio. Il remplace ainsi le Contrôleur général de police Pamphile Zomahoun, nommé ambassadeur adjoint, envoyé spécial du Bénin pour Haïti, à l'ambassade du Bénin à Brasilia, le mercredi 17 avril 2024 en Conseil des ministres.

Le média informe que la passation de charges a eu lieu dans la matinée du jeudi 18 avril 2024. Capitaine de corvette, le nouveau directeur intérimaire des services de renseignements du Bénin est né en 19 février 1986 à Cotonou. Après son diplôme de baccalauréat série C obtenu en 2004, il réussit au concours d'admission à l'Ecole Royale Militaire de Bruxelles. Il sort de cette école en 2009 où il a suivi les cours d'ingénieur polytechnicien avec brio. Officier de la marine béninoise, il est spécialiste des systèmes d'information et de communication.

En attendant la nomination d'un titulaire à la tête de la Direction des services de liaison et de la documentation, le Commandant Orphée Hounkanrin est chargé de gérer les affaires courantes.

La majorité des enlèvements ont eu lieu dans les communes de Karimama dans l'Alibori et de Matéri dans l'Atacora. Ces localités, situées dans les zones frontalières avec le Niger et le Burkina Faso respectivement, sont particulièrement vulnérables à l'incursion et à l'implantation des GEV en raison de la porosité des frontières mais également et surtout des vastes parcs nationaux qui s'y trouvent. Parmi les 75 enlèvements perpétrés par les GEV, 18 ont eu lieu dans et autour du parc national de la Pendjari et du parc W. [Les parcs nationaux](#) sont des zones clés, dans lesquelles les activités économiques illicites, y compris les enlèvements, s'entrecroisent avec les dynamiques de conflit à l'œuvre dans le nord du Bénin et en Afrique de l'Ouest plus généralement.

Les enlèvements, une stratégie d'expansion pour les groupes extrémistes violents au Bénin

April 18, 2024/theconversation.com

Le 7 février 2024, des assaillants présumés du Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) – un groupe affilié à Al-Qaida – sont arrivés dans le village de Fendoga dans l'Alibori, situé entre le parc W et la frontière nigérienne, et ont enlevé le fils du chef de village, à défaut d'avoir localisé et trouvé son père. Ce type d'incident est loin d'être isolé.

Le nord du Bénin fait face à une augmentation de la violence depuis mi-2022 suite à l'infiltration des groupes extrémistes violents (GEV), dont les zones d'opération étaient jusqu'à présent limitées au Sahel. S'il n'est pas le premier pays côtier à avoir été frappé par les GEV, le Bénin est sans doute aujourd'hui l'État du littoral le plus touché par l'extrémisme violent au regard du nombre d'attaques enregistré. Selon les données de l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), de cinq incidents impliquant des GEV présumés en 2021, ce nombre a connu une augmentation de 2300 % pour atteindre 120 en 2022, avant de presque doubler à nouveau pour atteindre 222 en 2023.

Dans ce contexte de violence croissante, les enlèvements se sont multipliés depuis 2022 dans la partie septentrionale du pays. Entre janvier 2022 et décembre 2023, 106 enlèvements ou tentatives d'enlèvement ont été signalés dans l'Atacora et l'Alibori. 75 d'entre eux – soit plus de 70 % – ont été perpétrés par des GEV présumés (principalement les membres du JNIM).

La majorité des enlèvements ont eu lieu dans les communes de Karimama dans l'Alibori et de Matéri dans l'Atacora. Ces localités, situées dans les zones frontalières avec le Niger et le Burkina Faso respectivement, sont particulièrement vulnérables à l'incursion et à l'implantation des GEV en raison de la porosité des frontières mais également et surtout des vastes parcs nationaux qui s'y trouvent. Parmi les 75 enlèvements perpétrés par les GEV, 18 ont eu lieu dans et autour du parc national de la Pendjari et du parc W. Les parcs nationaux sont des zones clés, dans lesquelles les activités économiques illicites, y compris les enlèvements, s'entrecroisent avec les dynamiques de conflit à l'œuvre dans le nord du Bénin et en Afrique de l'Ouest plus généralement.

Botswana

La sortie du Botswana marque un tournant dans la mission sécuritaire de Cabo Delgado

13 avril 2024/military.africa

La Force de défense du Botswana (BDF) s'est officiellement retirée de la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Mozambique (SAMIM), devenant ainsi le premier pays contributeur de troupes (TCC) à se retirer avant la fermeture prévue de la mission en juillet. Cette décision intervient trois ans après le déploiement initial dans ce pays d'Afrique de l'Est, signalant un changement important dans le paysage sécuritaire régional.

Le contingent des BDF, opérationnel à Cabo Delgado depuis octobre de l'année précédente, faisait partie d'une offensive plus large visant à neutraliser les menaces terroristes et à mettre en œuvre des projets à impact rapide visant à améliorer la vie des habitants de retour après avoir été déplacés par des activités terroristes. Le retrait a été facilité par l'armée de l'air zambienne, qui a transporté les troupes hors du pays.

Lors d'un défilé d'adieu le 5 avril, le chef de mission par intérim du SAMIM, M. J Shikongo Shikongo, et le commandant de la force, le général de division Patrick Dubé, ont félicité le contingent botswanais pour son « engagement, sa résilience et sa détermination ». Ils ont souligné que les efforts collectifs de la mission laisseraient un « impact positif et durable » sur la région.

Le Botswana retire ses troupes de la mission de la SADC au nord du Mozambique

18/04/2024/al24news.com

Le Botswana a décidé de retirer à partir de ce mois d'avril ses troupes armées déployées dans le cadre de la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) dans le nord du Mozambique (SAMIM), a annoncé la mission de maintien de la paix.

« Le contingent des forces armées du Botswana était opérationnel dans le district de Cabo Delgado et faisait partie des forces chargées de mener des opérations offensives visant à neutraliser les insurgés et à s'engager dans des projets à impact rapide », a expliqué le porte-parole de la SAMIM, Tshepiso Mantjane.

En août 2023, les chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC ont approuvé la dernière prolongation du mandat de la SAMIM qui doit se terminer en juillet 2024.

Selon la ministre mozambicaine des Affaires étrangères, Veronica Macamo, les pays contributeurs de troupes sont confrontés à des problèmes financiers et n'arrivent pas à réunir les fonds nécessaires pour maintenir la mission.

Les troupes botswanaises sont arrivées pour la première fois à Cabo Delgado aux côtés de détachements d'Afrique du Sud, de Tanzanie et du Lesotho en juillet 2021.

Sa mission était composée d'environ 300 soldats et était responsable des opérations de sécurité dans les districts de Mueda et Muidumbe.

Le mandat de la SAMIM consiste notamment à soutenir le Mozambique dans la lutte contre les actes d'extrémisme violent à Cabo Delgado en neutralisant la menace terroriste et en rétablissant la sécurité pour créer un environnement sécurisé.

Botswana churches kick against gay rights proposal

April 18, 2024 /gazettengr.com

A cleric expressed his disappointment at the development in amending the constitution.

A coalition of churches in Botswana has kicked against a fresh decision of the parliament to amend the country's constitution to include gay rights.

This came after Kabo Morwaegn, the country's minister for state president, introduced a constitutional amendment bill for the first reading on Wednesday.

The inclusion of a clause that will "protect and prohibit discrimination of intersex persons and persons with a disability" was among the proposed amendments.

A cleric with Apostolic Faith Mission, Abraham Kedisang, expressed his disappointment at the development in amending the constitution.

"As the AFM Botswana, we express our grave concerns regarding the tabling and ultimate debate by parliament of these proposed amendments without the benefit of the people's engagement and contribution.

“These provisions portend grave threat for our Christian way of life, our democracy and, indeed, our republic as we have known it over the many decades,” Mr Kedisang said.

In 2019, Botswana’s High Court decriminalised same-sex relations after a legal challenge.

Also, in July 2023, the government proposed a bill to incorporate gay rights into the constitution.

However, hundreds of opponents protested the development.

Reacting, Mr Kedisang said the church has the right to challenge the proposed changes, despite the court’s 2019 pronouncement.

“The disturbing provision in the constitution [Amendment] bill 2024, No. 4 of 2024, which threatens to destroy the cardinal structure of family life at the heart of Botswana’s cherished Christian way of life, through the bringing of ‘intersex’ legal provision that seeks to change the binary male and female structure of our society established and enacted by the almighty God,” he said.

A group, Lesbians, Gay and Bisexuals of Botswana (LEGABIBO) supported the court judgement in 2019.

The group’s chief executive, Thato Moruti, revealed that the constitutional amendments were about protecting human rights and not a religious issue.

“The nation must separate religious beliefs from human rights matters,” Mr Moruti said.

He added “This issue of decriminalisation is a human rights matter, it is not a religious matter. It is an issue that is concerned with reducing systematic disadvantages on other people, especially the LGBTQI persons.”

Burkina Faso

Burkina Faso : Les membres du Centre Thomas Sankara dénoncent les nouvelles sanctions des USA contre Cuba

samedi , 13 avril 2024 /burkina24.com

En solidarité au peuple cubain, le Centre Thomas Sankara et la section burkinabè du parti révolutionnaire des peuples africains ont apporté, le vendredi 12 avril 2024, leur soutien à la République de Cuba suite au renforcement du blocus économique par le gouvernement américain qui, dans ses nouvelles sanctions a ajouté le pays de Fidel Castro sur la liste des pays soutenant le terrorisme.

«Le Centre Thomas Sankara et la section burkinabè du Parti révolutionnaire de tous les peuples africains (PRTPA) se réunissent aujourd’hui pour exprimer leur soutien indéfectible à la nation cubaine face à la campagne médiatique menée par les forces impérialistes pour diaboliser le gouvernement cubain et le processus révolutionnaire cubain», a lancé Parfait Donald Dabiré, membre du Centre Thomas Sankara.

Il a expliqué que cette décision des USA a été au lendemain des manifestations organisées dans la ville de Santiago, à Cuba, par des populations frustrées par les «pénuries de carburants, d'électricité et d'autres produits. Le Centre Thomas Sankara et le PRTPA comprennent qu'on ne peut jamais parler de pénuries à Cuba sans d'abord parler du blocus économique, commercial et financier imposé par États-Unis qui représente l'obstacle majeur au développement et au bien-être du peuple cubain».

«Les États-Unis agressent Cuba dans leur propre intérêt économique, car les forces impérialistes ont longtemps enrichi leurs classes dirigeantes en soumettant les nations africaines, asiatiques et détestent Cuba pour la même raison que la classe dirigeante française déteste l'AES: nous refusons d'être leurs néo-colonies. Nous refusons de nous soumettre à leur domination et nous défendons ardemment notre droit à déterminer notre propre voie dans le meilleur intérêt de notre peuple», a-t-il déclaré.

La fraise, "or rouge" inattendu des producteurs au Burkina Faso

18/04/2024/rtbf.be

Dans la banlieue de Ouagadougou, les feuilles rondes des fraisiers supplantent choux et salades. "Bizarrerie" au cœur du Sahel, les fraises du Burkina envahissent les étals des marchés locaux. Un "or rouge" qui s'exporte désormais dans les pays voisins.

De janvier à avril, dans les bas-fonds de Boulmiougou, un quartier populaire de la banlieue de la capitale, les fraises "prennent la place des autres cultures", affirme Yiwendenda Tiemtoré.

Depuis l'aube, quand les températures n'ont pas encore atteint 40°C, il est occupé à récolter les petits fruits rouges, qu'il étale minutieusement sur des pagnes.

En moyenne, 25 à 30 kilogrammes de fraises des variétés "selva" et "camarose", les plus cultivées au Burkina Faso, sont récoltées tous les trois jours sur ses parcelles d'environ 300 m², qu'il arrose à partir de puits maraîchers.

Leader du marché en Afrique de l'Ouest

La culture de ce fruit qui aime autant le soleil que l'eau peut surprendre dans ce pays sahélien. Pourtant, la production de fraises est estimée à 2000 tonnes par an au Burkina, leader incontesté de "l'or rouge" dans la région. Et si elles sont d'abord prisées par les clients locaux, plus de la moitié est exportée vers les pays voisins.

"Nous recevons des commandes de l'étranger, notamment de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Ghana. La demande ne cesse d'augmenter et les prix sont intéressants", rapporte Madi Compaoré, un maraîcher spécialiste des fraises qui assure des formations avec plusieurs cultivateurs locaux.

Durant sa période de production, de janvier à avril, la fraise est vendue au prix moyen de 3000 francs CFA le kilo (4,50 euros), une somme élevée comparée aux autres fruits et légumes.

L'insécurité due aux violences djihadistes et les soubresauts politiques dans ce pays qui a connu deux coups d'Etat militaires en 2022 n'a pas affecté la production, qui se concentre dans les deux principales villes du pays, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, même si "la filière n'est pas très bien organisée", concède Madi Compaoré.

Burkina Faso : trois diplomates français expulsés pour "activités subversives"

19/04/2024/rtbf.be

Trois diplomates français, dont deux conseillers politiques à l'ambassade de France à Ouagadougou, ont été déclarés "persona non grata" pour "activités subversives" et priés de quitter le Burkina Faso, selon le ministère burkinabé des Affaires étrangères.

Ces trois diplomates "sont déclarés persona non grata sur le territoire du Burkina Faso, pour activités subversives", écrit le ministère dans une note adressée à l'ambassade de France à Ouagadougou dont l'AFP a obtenu copie jeudi. Ils "sont priés de quitter le territoire du Burkina Faso dans les prochaines 48 heures", précise la note datée de mardi.

Le 1er décembre dernier, quatre fonctionnaires français – des agents du renseignement selon les autorités burkinabées, des techniciens de maintenance informatique selon une source diplomatique française – avaient été arrêtés à Ouagadougou, mis en examen puis incarcérés, selon la source française. Ils se trouvent aujourd'hui en résidence surveillée, selon des sources sécuritaires du Burkina.

Au Burkina Faso, la junte expulse trois diplomates français accusés d'« activités subversives »

18 avril 2024/lemonde.fr

Cette nouvelle affaire intervient alors que quatre agents de la DGSE sont depuis décembre 2023 retenus à Ouagadougou et que le régime militaire du capitaine Traoré se rapproche de Moscou.

A Ouagadougou, les expulsions de diplomates et de coopérants français ne surprennent pas plus que les arrestations de toute voix dissidente. Mardi 16 avril, trois diplomates français ont été accusés d'« activités subversives » et déclarés « persona non grata » par le ministère des affaires étrangères burkinabé, dans une lettre adressée à l'ambassade de France à Ouagadougou consultée par Le Monde.

Les deux conseillers politiques ainsi que la rédactrice, en poste au Quai d'Orsay à Paris mais qui séjournait quelques jours au Burkina Faso dans le cadre de ses fonctions, selon plusieurs sources basées à Ouagadougou, ont ainsi été priés de quitter le pays au plus tard jeudi 18 avril au soir. La nouvelle passe d'armes du régime envers Paris est une étape supplémentaire dans le détricotage des relations diplomatiques et militaires franco-burkinabées amorcé par le capitaine Ibrahim Traoré depuis son arrivée au pouvoir par un putsch, en septembre 2022.

Le gouvernement n'a pas précisé dans sa lettre la nature des « activités subversives » reprochées aux trois diplomates français, et n'a pas donné suite aux sollicitations du Monde. Selon nos informations, lors de son séjour sur place, la rédactrice du ministère des affaires étrangères a rencontré plusieurs organisations de la société civile et des ONG, en compagnie de ses collègues de l'ambassade, « sur les dérives autoritaires de la junte et les massacres de civils opérés par l'armée », précise une source sécuritaire burkinabée. « Le régime n'a pas digéré cet activisme car il fait tout pour se maintenir au pouvoir et se méfie des activités qui pourraient être soutenues par les chancelleries occidentales, dans le but d'organiser la résistance civile », analyse-t-elle.

Lors d'une interview accordée à France 24 et Radio France internationale (RFI) le 8 avril, le ministre des affaires étrangères, Stéphane Séjourné, avait souligné l'importance pour la France de conserver « des liens avec les organisations humanitaires et la société civile » mais « pas avec les

autorités », au Burkina Faso comme au Mali et au Niger, trois pays dont la France a été évincée par les putschistes après leur arrivée au pouvoir.

« Accusations infondées »

A la suite de l'expulsion de ses quatre diplomates du Burkina Faso, le Quai d'Orsay a rejeté « les accusations infondées portées par les autorités burkinabées » et déploré cette décision qui « ne repose sur aucun fondement légitime ». Début décembre 2023, Paris avait déjà contesté des allégations, d'espionnage cette fois, formulées par les autorités burkinabées à l'encontre de quatre fonctionnaires français. Présentés alors par une source officielle française, citée par l'Agence France-Presse, comme des « techniciens » venus à Ouagadougou pour réaliser une « opération de maintenance informatique au profit de l'ambassade de France », les quatre Français sont en réalité des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), selon plusieurs sources burkinabées et diplomatiques occidentales.

Incarcérés dans un premier temps à la maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou après avoir été mis en examen sans que les motifs de leur inculpation n'aient été divulgués, ils ont ensuite été placés en résidence surveillée dans la capitale et n'ont pour l'heure pas été libérés.

Leur arrestation avait contraint Paris à rapatrier la douzaine d'agents de la DGSE en poste au Burkina Faso. Une opération que plusieurs sources diplomatiques et sécuritaires locales attribuent aux services de renseignement russes, dont certains éléments étaient arrivés à Ouagadougou deux semaines plus tôt, dans le cadre du renforcement de la coopération sécuritaire entre Moscou et Ouagadougou.

Selon nos informations, l'arrestation des quatre agents avait été utilisée par la junte pour pousser Paris à renvoyer des personnalités burkinabées décrites comme subversives. Un chantage auquel la France avait opposé une fin de non-recevoir.

Burundi

Burundi – Vision 2040-2060 : Table ronde à Bruxelles cible investissement et changement climatique.

April 20, 2024 By bdiagnews

L'Ambassadeur du Burundi en Belgique ouvre une table ronde stratégique visant à transformer le Burundi en un hub économique.

Bruxelles (Belgique), 19/04/2024 – Aligné sur la politique étrangère du Burundi, ce rendez-vous intervient dans une ère où le Sud-Global se renforce et se structure. Il vise à encourager le dialogue en cours et à booster les partenariats commerciaux entre le Burundi et l'Union Européenne.

Dans l'élan de cet important événement pour le Burundi, l'ambassade du Burundi en Belgique, menée par une équipe remarquablement mobilisée, a chaleureusement reçu à Bruxelles la délégation burundaise, riche de son expertise dans divers domaines tels que l'économie, les finances, le commerce, l'agriculture, le tourisme, la santé, les TIC, les infrastructures et l'environnement.

En partenariat avec l'Union Européenne au Burundi, la Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU) et bien d'autres, les discussions se sont tenues au Press Club Brussels Europe.

Vendredi, le très apprécié Ambassadeur Ntahiraja Thérance a ouvert une Table Ronde spéciale [1], organisée conjointement avec Rise and Shine House, représentée par Mme Nisabwe Florence.

Cette session matinale se concentrait sur les initiatives innovantes liées à l'environnement et au changement climatique, une thématique opportune après l'annonce par le Ministère burundais de l'Intérieur et le Système des Nations Unies au Burundi des impacts dévastateurs du phénomène El Niño, ayant entraîné le déplacement de 203944 personnes et la destruction de 18250 habitations et de 209 salles de classe entre septembre 2023 et avril 2024.

L'après-midi a été consacrée aux opportunités d'affaires et d'investissements au Burundi destinées aux Européens en Belgique, visant à exploiter le potentiel économique pour concrétiser la vision d'un "Burundi pays émergent 2040 et pays développé en 2060".

La conférence a réuni de nombreux investisseurs européens et des intervenants de marque, dont le Directeur Général de l'Enabel [<https://www.enabel.be/fr>], le chef de coopération de l'UE au Burundi, et les représentants de la Commission Européenne à Bruxelles.

L'ambassadeur Ntahiraja, en ouvrant les débats, a souligné l'ambition 40-60 du Burundi, évoquant la paix et la sécurité qui règnent dans le pays et félicitant les panélistes. Il a exprimé l'espoir de voir des financements émerger pour soutenir les initiatives climatiques abordées le matin.

Mme Nisabwe Florence a ensuite pris la parole pour souligner l'importance de la recherche, de l'innovation, et de la pensée globale. L'Agence de Développement du Burundi [<https://investburundi.bi/>], mettant en lumière un partenariat public-privé équitable autour de l'exploitation minière, et le Global Port Services Burundi GPSB [<https://info.commerce.bi/>] décrivant son rôle dans l'accueil des navires sur le lac Tanganyika. La chambre sectorielle de l'Hôtellerie et du Tourisme du Burundi, comptant 900 entreprises, Hydroneo [<https://www.hydroneo.com/?lang=fr>], Enabel, la BANCOBU [<https://bancobu.com/>], NEO-TECH [<https://www.neo-tech.be/>], l'AFDB [<https://www.afdb.org/fr/>], le SETIC [<https://setic.gov.bi/>], ITRACOM Holding [<https://itracomholding.bi/>], et ABC Contracting dont son groupe OGEPART avec sa filiale burundaise PROCObu [<https://www.abcinafrica.com/procobu/>] ont également partagé leurs perspectives. Pour finir le Tanganyika Hospital [<https://www.tanganyika-care.online/>] représenté remarquablement par le Dr Abayo Jean-Pascal, a souligné l'importance des soins de santé pour le monde des affaires...

En clôturant la journée, le très apprécié ambassadeur Ntahiraja a exprimé sa satisfaction et a encouragé la poursuite de cette dynamique positive. Reconnaisant le rôle crucial des intervenants, il a rappelé aux Burundi leur devoir en matière de politique environnementale, tout en espérant que les investisseurs et participants repartent avec une image renouvelée et positive du Burundi, reflet d'un pays en plein essor, source du Nil, visant haut avec ses projections pour 2040 et 2060.

[1] Conférence sur les opportunités d'affaires au Burundi à l'intention des Européens en Belgique. Thème : "Libérer le Potentiel d'Affaires : Les Opportunités Émergentes du Burundi" 19 avril 2024, Press Club Brussels, Bruxelles, Belgique – https://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2024/04/ConfA©rence_Belgique-19.04.2024-Programme-F2-01.04.2024-.pdf | Discours de S.E Mr Therence Ntahiraja, chef de mission diplomatique du Burundi à Bruxelles, lors de la table ronde sur : « les initiatives novatrices sur l'environnement et le changement climatique au Burundi » – https://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2024/04/bdi_burundi_Belgique_AmbNtahirajaTherence-DISCOURSTABLERONDEV.pdf | Discours de S.E Mr Therence Ntahiraja, Chef de Mission Diplomatique du Burundi à Bruxelles, lors de la Conférence sur les Opportunités d'Affaires au Burundi à l'intention des Européens en Belgique sous le thème : « Libérer le Potentiel d'Affaires : les Opportunités Émergentes du Burundi » – https://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2024/04/bdi_burundi_Belgique_AmbNtahirajaTherence-DISCOURSCONFERENCEV.pdf

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Samedi 20 avril 2024 | Photo : Amb. Ntahiraja Thérance, A. Nishirimbere, Rise and Shine House

Burundi / Vatican : Une ingérence de trop à un an des élections législatives.

April 17, 2024 By bdiagnews

Le Vatican se lance dans la course aux législatives de 2025 au Burundi.

Gitega, 14/04/2024 – Touchant les politiques étrangère, de défense et de sécurité des Burundi. À un an des élections législatives au Burundi, le Vatican, représenté par le Nonce Apostolique Mgr Datonou Dieudonnée et à travers six évêques burundais des diocèses de Gitega-Rutana, Bururi, Bujumbura, Ngozi-Bubanza, Muyinga et Ruyigi, a présenté une instruction de six pages contenant 22 points [1], à travers toutes les églises du pays. Le document, lu au nom de la Conférence des Évêques Catholiques du Burundi (CECAB), vise les millions de chrétiens catholiques du Burundi, critique le régime CNDD-FDD actuel pour son établissement d'un régime de parti unique et pour des violations des droits humains, incluant des assassinats, enlèvements et disparitions pour des raisons politiques ou autres intérêts sinistres.

Dès le 8 janvier 1454, avec la publication de la bulle Romanus Pontifex, l'Église catholique, par l'intermédiaire de Nicolas V, de son vrai nom Tommaso Parentucelli (1398-1455), 208e pape, a officiellement béni l'esclavage et la traite négrière [2], donnant ainsi le feu vert au monde occidental. Ce geste marque le début de ce qui sera considéré comme le plus grand crime contre l'humanité et génocide de l'histoire, avec plus de 800 millions de victimes amérindiennes, africaines et asiatiques du 15e au 20e siècle, période marquée par la colonisation de l'Amérique, l'esclavage et la traite négrière.

Au 19e siècle, le Vatican, agissant via les Pères Blancs, a joué un rôle dans la colonisation du Burundi [3], intégrant ainsi l'Afrique dans les ambitions coloniales de l'Occident.

Entre 1918 et 1940, le Vatican, aidé par la Belgique, a orchestré le génocide des Bagumyabanga [4] dans Ingoma Y'Uburundi, mettant fin à l'Ubugoma et à l'Ubuntu, les fondements cosmologiques et spirituels humanistes des Burundi, et mettant en péril Ingoma, le système politique traditionnel, ainsi que l'Ubumu, le système socioéconomique traditionnel des Burundi. Les terres des victimes Banyamabanga ont été transformées en diocèses.

De 1959 à 1972-73, en collaboration avec les États-Unis, la Belgique et la France, le Vatican a contribué à démanteler Ingoma Y'Uburundi, l'état traditionnel des Burundi, pour établir "la République", un état néocolonial. Ce processus a remplacé l'Ubumu, le système socioéconomique traditionnel des Burundi, par un modèle d'économie de marché occidental, entraînant un génocide contre les Hutus du Burundi.

Entre 1959 et 2005, période de fin du régime néocolonial, le Burundi a enregistré plus de 4,5 millions de victimes, sur une population qui dépasse aujourd'hui les 9 millions : le Génocide Régicide du Burundi.

En 2015, en partenariat avec la GUAN [5], le Vatican a tenté un changement de régime au Burundi.

Dans la nouvelle ère du monde multipolaire des BRICS+, le Burundi, à l'instar du Mali, du Burkina Faso et du Niger, devrait envisager une politique de décolonisation, en mettant à ses pieds et en remplaçant : les pensées des Lumières par son Ubugoma; les religions abrahamiques (Judaïsme, Christianisme, Islam) par son Ubuntu; la République par son Ingoma; et l'économie de marché par son Ubumu. La modernisation de ces éléments permettrait aux Burundi de vivre le présent dans le futur.

[1] Conférence des Évêques Catholiques du Burundi (Secrétariat Général), instruction des évêques catholiques du Burundi pour le 3ème dimanche de Pâques – "Jésus vint, se tint au milieu d'eux et leur dit : 'La paix soit avec vous'" (Lc 24,36), Bujumbura, 21/03/2024 – <https://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2024/04/instruction-de-la-CECAB-pour-le-3e-dimanche-de-Paques-2024.pdf>

[2] Burundi / Afrique : La Bible des Romains responsable de la négrophobie dans le monde – <https://burundi-agnews.org/genocide/burundi-afrique-la-bible-des-romains-responsable-de-la-negrophobie-dans-le-monde/>

[3] Guerre coloniale Vatican – Allemagne contre Ingoma Y’uburundi / Burundi : Les batailles de 1879 à 1903 | <https://burundi-agnews.org/ganwa/guerre-coloniale-vatican-allemande-contre-ingoma-yuburundi-burundi-les-batailles-de-1879-a-1903/>

[4] Burundi : La diaspora, son histoire et sa composante sociologique – <https://burundi-agnews.org/diaspora/burundi-la-diaspora-son-histoire-et-sa-composante-sociologique/>

[5] Le Burundi face à la GUAN – Globalisation Unipolaire Américaine Néolibérale – <https://burundi-agnews.org/diplomatie/le-burundi-face-a-la-guan-globalisation-unipolaire-americaaine-neoliberalere/>

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Mercredi 17 avril 2024 | Photo : Ikiho

Burundi. Les inondations déplacement 100.000 personnes

19/04/2024/observateur.info

L'Afrique de l'Est connaît ces dernières semaines des pluies torrentielles qui ont provoqué la mort et le déplacement de plusieurs personnes.

Un appel à une aide financière a été lancé par le pays et la représentante de l'ONU sur place pour faire face aux pluies saisonnières qui, en raison du phénomène climatique El Niño, ont fait près de 100.000 déplacés.

203.944 personnes ont été affectées dans ce pays d'Afrique de l'Est, entre septembre et le 7 avril, par des inondations, glissements de terrain, vents violents et grêle.

«Le nombre de déplacés internes a augmenté de 25% pour atteindre les 96.000 personnes», ont souligné la ministre de l'Intérieur, Martin Niteretse, et la coordinatrice résidente du Système des Nations Unies au Burundi, Violet Kenya Kakyomya dans un communiqué qui fait également état de « pertes en vies humaines », de « destructions des champs de culture, des moyens de subsistances, d'habitations et d'infrastructures socio-économiques ».

Les prévisions météorologiques annoncent des prélèvements « considérablement au-dessus de la normale » jusqu'en mai.

El Niño, qui a débuté mi-2023 et pourrait durer jusqu'au mois de mai, avec des conséquences dévastatrices en Afrique de l'Est.

Cameroun

La BAD inaugure son bureau régional pour l'Afrique centrale au Cameroun

13 avril 2024/ecomatin.net

Ce 12 avril 2024 marque la date d'ouverture officielle du bureau régional de la Banque africaine de Développement (BAD) au Cameroun. La cérémonie y relative a été présidée par le Premier ministre et chef du gouvernement camerounais Joseph Dion Ngute, accompagné de la vice-présidente du Groupe de la Banque chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services, Marie-Laure Akin-Olugbade, à Yaoundé. L'immeuble situé au quartier Bastos lieudit Golfe est bâti sur une superficie de 3 600 m² avec un édifice moderne de 6 niveaux. Selon la vice-présidente du Groupe bancaire, ce bureau est appelé à jouer un rôle crucial dans la coordination et la mise en œuvre de ses activités. « Il permettra de renforcer le dialogue stratégique avec les gouvernements, d'assurer un meilleur suivi des opérations sur le terrain, d'apporter des réponses plus efficaces aux besoins spécifiques des Etats et donnera l'opportunité de renforcer le partenariat avec les institutions régionales, les organisations de la société civile et le secteur privé », a-t-elle déclaré.

Cette inauguration intervient près de 5 ans après la signature de l'accord d'établissement du siège signé en juillet 2019 entre le Cameroun et la BAD. Ce nouveau bureau fait ainsi partie des cinq bureaux régionaux de l'institution financière en Afrique, et va couvrir 7 pays : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine (RCA), la République démocratique du Congo (RDC) et le Tchad. Ainsi, la BAD invite les autorités des pays sus cités à saisir les opportunités qu'offre ce bureau, afin de donner plus d'impacts à la coopération BAD – Afrique centrale dont le volume du portefeuille à ce jour est d'environ 11 000 milliards de Fcfa, pour 600 opérations.

Le titre foncier de la parcelle (4 000 m² du domaine privé de l'Etat) appelée à accueillir le site pour l'érection du siège définitif, a été remis aux responsables de la Banque. Il s'agit là de la matérialisation de l'un des engagements pris par le Cameroun. Aussi, un accord de financement d'un montant de 130 milliards de Fcfa a été signé entre le ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine Ousmane Mey, gouverneur de la BAD pour le Cameroun, et le Directeur Général du Bureau régional de la BAD pour l'Afrique centrale. Cet accord est destiné à la mise en œuvre du Projet d'accompagnement territorial et de promotion du secteur privé de la région de l'Extrême-Nord. A cela s'ajoute un don de 30 milliards de Fcfa.

Il faut dire qu'à date, le portefeuille de la BAD au Cameroun s'élève à environ 1 500 milliards de Fcfa avec 26 projets de développement et 120 opérations principalement dans le secteur des infrastructures. Parmi ceux-ci, l'on retrouve aussi bien des projets intégrateurs (comme la construction du pont sur le Logone qui reliera la ville camerounaise de Yagoua à la ville tchadienne de Bongor, et dont la fin des travaux est annoncée pour le premier trimestre 2024), que des projets propres au Cameroun. Ceux-ci en lien avec les cinq priorités du groupe tels : intégrer l'Afrique, l'éclairer, la doter en énergie, améliorer sa qualité de vie et l'industrialiser.

Cameroun : accusé de détournement de fonds, un membre radié de la Fécafoot

le 18 avril 2024/afriquesports.net

Le drame judiciaire qui secoue la Fédération Camerounaise de Football (Fécafoot) continue de défrayer la chronique avec des développements surprenants.

Récemment, après des allégations de détournement de fonds visant certains membres du comité exécutif, c'est Soleil Nyassa, ex-président de la ligue départementale du Mbam et Kim et membre du COMEX, qui fait l'objet d'une enquête par la commission de discipline.

D'après le média Camer, Nyassa est accusé d'avoir créé huit clubs fictifs, permettant ainsi de percevoir indûment des subventions. Cette affaire a conduit à sa suspension de toute activité footballistique pour cinq ans et à une amende de 500 000 FCFA.

Cette décision intervient dans un contexte de vive tension entre Nyassa et Samuel Eto'o Fils, actuel président de la Fécafoot. En 2021, Nyassa avait ouvertement accusé Samuel Eto'o de conspirer contre l'ancien président de la Fécafoot, Seidou Mbombo Njoya.

Les réactions sont partagées : certains y voient une vengeance orchestrée par Samuel Eto'o, tandis que d'autres y perçoivent une application rigoureuse des normes de gestion financière de la Fécafoot.

Cette affaire met en lumière les problèmes persistants au sein de la gouvernance du football camerounais. Confrontée à des accusations de corruption et de gestion défailante, la Fécafoot doit impérativement œuvrer à restaurer sa crédibilité et à regagner la confiance du public pour assurer l'essor et le rayonnement international du football camerounais.

Coopération renforcée entre l'IRD et le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun

18 avril 2024/ird.fr

Le 17 avril 2024, le Ministre des Forêts et de la Faune (MINFOF), Jules Doret Ndongo a reçu dans son cabinet une haute délégation de l'IRD conduite par sa PDG. Cette dernière était accompagnée de Télesphore Sime Ngando, Représentant de l'Institut au Cameroun, Sonia Litaïem, Conseillère en charge des partenariats avec l'ESR au Cabinet de la PDG, Pierre Ploton, chercheur à l'IRD, Bonaventure Sonké, enseignant à l'Ecole normale supérieure de Yaoundé et partenaire de l'IRD.

Au centre des échanges, le mémorandum d'accord signé en 2023 entre l'IRD et le ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun relatif à l'accès des chercheurs de l'IRD et leurs collaborateurs dans les aires protégées du Cameroun.

En rapport avec le domaine de compétences du MINFOF, l'IRD au Cameroun travaille sur des thématiques touchant à la diversité végétale, à la dynamique, au fonctionnement et au cycle du carbone forestier en lien avec le climat, la pédologie, l'hydrologie et les flux géochimiques. Une partie des recherches de l'IRD et de ses partenaires au Cameroun autour de ces questions sont notamment structurées au sein du Laboratoire Mixte International DYCOFAC (Dynamique des écosystèmes continentaux d'Afrique Centrale), avec la construction prochaine d'un Centre des Biogéosciences de l'Environnement en partenariat avec le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI).

Les deux parties ont salué l'excellence de ce partenariat qui permet de mieux connaître les écosystèmes forestiers du Cameroun.

Trois otages humanitaires camerounais libérés après 100 jours de captivité

19-04-2024/dhnet.be

Trois humanitaires camerounais de l'ONG française Première urgence internationale (PUI) enlevés dans le nord du Cameroun, où des groupes jihadistes sont actifs, ont été libérés vendredi sains et saufs au Nigeria après 100 jours de captivité, a annoncé leur organisation à l'AFP.

Deux hommes -- un chef de projet et un chauffeur -- ainsi qu'une femme -- agent communautaire -- "ont été libérés ce soir dans les environs de Maiduguri, dans l'Etat de Borno", dans le nord-est du Nigeria, à une centaine de km de la frontière camerounaise, a annoncé par téléphone à l'AFP Olivier

Routeau, le Directeur des opérations de PUI, sans pouvoir encore préciser les circonstances de leur libération ni aux mains de quel groupe ils étaient.

"On vient de nous annoncer leur libération, il est un peu tôt pour dire qu'ils sont en bonne santé mais ils sont sains et saufs, éprouvés, mais nous sommes rassurés sur leur intégrité physique, ils souriaient sur des photos qu'on nous a transmises", a ajouté M. Routeau.

Les trois employés de l'ONG française avaient été kidnappés le 10 janvier dans le village de Yémé, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, alors qu'ils travaillaient "dans le cadre d'activités de sécurité alimentaire et de lutte contre la malnutrition", avait alors annoncé PUI.

"Nous n'avons pour l'heure aucune information sur les circonstances de leur libération", ils ont été récupérés notamment par l'armée nigériane, a simplement indiqué M. Routeau.

L'extrême-nord du Cameroun, comme le nord-est du Nigeria, sont le théâtre de combats et d'exactions menés par les jihadistes de Boko Haram et de sa dissidence du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP pour son acronyme en anglais), qui se livrent régulièrement, en plus de tueries, à des enlèvements de civils qu'ils échangent le plus souvent contre des rançons.

Cap-vert

au Cap-Vert, Cabeolica investira 50 millions de dollars pour son extension et son stockage
13/04/2024/news.dayfr.com

La capacité de production d'énergie renouvelable au Cap-Vert devrait augmenter dans un avenir proche. La promesse est faite par la société spécialisée Cabeolica qui a obtenu l'approbation du Ministère capverdien de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie pour la réalisation de son nouveau projet qui nécessitera un investissement de 50 millions de dollars.

Il s'agit de l'extension de sa capacité de production d'énergie éolienne sur l'île de Santiago de 9 à 22 MW. L'investissement permettra également de construire deux systèmes de stockage d'électricité de 9 MW/5 MWh à Santiago et de 6 MW/6 MWh sur l'île de Sal. Selon Alexandre Monteiro, ministre capverdien de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie, « Les systèmes de stockage d'énergie par batterie (BESS) sont essentiels pour stabiliser le réseau et stocker les excédents d'énergie renouvelable ».

Le plus grand producteur d'énergie renouvelable au Cap-Vert

Il a ajouté que le projet Cabeolica portera la part des énergies renouvelables dans le mix électrique du Cap-Vert à 30% en 2025, contre 20% actuellement. Cela permettra à l'archipel situé au large de l'Afrique de l'Ouest d'économiser chaque année 1 million d'euros sur les importations du combustible qui alimente les centrales thermiques.

Avec une capacité installée de 400 MW, le Cap-Vert fournit jusqu'à 80 % de son électricité à partir de centrales thermiques selon l'Association lusophone pour les énergies renouvelables (Aler). Pour mémoire, Cabeolica, qui fournit 17% de l'électricité du Cap-Vert, a été créée dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) entre l'État et la société d'investissement Africa Finance Corporation (AFC).

L'entreprise a installé 30 éoliennes sur quatre des neuf îles du Cap-Vert, à Boa Vista, São Vicente, Sal et Santiago. Ces turbines ont une capacité totale de 25,5 MW et fournissent 25 % de la demande électrique de l'archipel. Depuis 2021, la société est détenue à 40 % par le gestionnaire de fonds APMoller Capital, à 50 % par l'AFC et à 6 % par l'État du Cap-Vert.

Le Gouvernement du Cap-Vert et le MCC signent un document qui préparera le Pacte Régional

18 avril 2024/7sur7senegal.com

L'agence américaine Millennium Challenge Corporation (MCC) et le gouvernement du Cap-Vert ont signé ce mercredi 17, l'accord de concession de financement Compact, dans une traduction littérale de « l'accord CDF », en anglais.

Le document a été signé par le vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement des affaires, Olavo Correia, et le vice-président du département des opérations du MCC, Cameron Alford, à Washington.

L'« Accord CDF », qui précède l'accord du Compact régional Millennium Challenge Account (MCC), le troisième que le Cap-Vert a reçu du gouvernement américain, accorde une subvention qui soutiendra et facilitera le développement et le démarrage de la mise en œuvre du programme.

A travers cet accord, des fonds seront mis à disposition pour financer, entre autres, les différentes études qui conduiront à la définition des activités du Compact, ainsi que le personnel nécessaire désigné par la contrepartie nationale.

Le 14 décembre 2023, dans un communiqué, le Conseil d'administration du MCC a rapporté que lors de sa réunion trimestrielle du 13 décembre « il a sélectionné le Cap-Vert, un ancien partenaire du Compact, comme éligible pour développer un Compact régional en reconnaissance de l'engagement clair du pays envers la gouvernance démocratique et ses défis importants en matière de développement et de réduction de la pauvreté ».

À l'époque, la présidente du MCC CA, Alice Albright, avait ajouté que « la sélection par le Conseil du Cap-Vert, des Philippines et de la Tanzanie fait progresser la mission du MCC consistant à forger des partenariats solides avec des pays qui ont démontré leur engagement en faveur de la gouvernance démocratique, de l'investissement dans leur population et de la liberté économique ». ,

Avec ce nouveau partenariat, le MCC aidera le Cap-Vert à générer une croissance économique grâce à une intégration plus profonde avec la région de l'Afrique de l'Ouest.

Après la sélection du Cap-Vert, le Premier ministre Ulisses Correia e Silva a écrit sur sa page Facebook : « Je suis heureux d'annoncer que le Cap-Vert a été sélectionné par le conseil d'administration de la Millennium Challenge Corporation pour un nouveau contrat dans le cadre de la concession de cinq ans ».

.Histoire

Le Cap-Vert a bénéficié de son premier accord MCC en juillet 2005, lorsque le gouvernement et l'agence américaine ont signé un accord sur cinq ans, d'une valeur de 110 millions de dollars américains, pour contribuer à accroître la croissance économique du pays et à réduire la pauvreté grâce à des investissements dans les infrastructures, la gestion des bassins versants et l'agriculture. le soutien et le développement du secteur privé.

Le deuxième paquet a été approuvé en 2012 et l'archipel a alors bénéficié de 66,2 millions de dollars américains pour réduire la pauvreté grâce à la croissance économique.

Le MCC est une agence gouvernementale américaine indépendante créée en 2004 qui œuvre à réduire la pauvreté mondiale grâce à la croissance économique.

Ses pactes, nom donné à ses programmes, accordent des subventions et une assistance pour une durée limitée aux pays qui répondent à des normes rigoureuses de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption et de respect des droits démocratiques.

Agriculture : Le Cap-Vert déterminé à concrétiser sa coopération avec le Maroc (ministre capverdien)

vendredi, 19 avril, 2024/mapexpress.ma

Rabat – Le ministre de l'Agriculture et de l'Environnement du Cap-Vert, Gilberto Correia Carvalho Silva, a exprimé, vendredi à Rabat, sa détermination à coopérer de manière concrète et pragmatique avec le Royaume du Maroc dans le domaine de l'Agriculture.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de ses entretiens avec le ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, Mohamed Sadiki, le ministre capverdien a indiqué que cette rencontre a mis l'accent sur les moyens de développer une coopération "très concrète et pragmatique" entre les deux pays, notamment dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture, de l'irrigation et de l'adaptation des systèmes agricoles.

M. Silva, qui participe aux travaux de la 33ème session de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), a également souligné qu'une visite d'experts marocains est programmée prochainement au Cap-Vert, suivie de la signature d'un protocole visant à renforcer davantage le partenariat entre les deux pays, dans le but de consolider les liens et de favoriser un échange de connaissances et de bonnes pratiques.

Organisée sous l'égide du Royaume du Maroc, cette conférence de trois jours offre une opportunité majeure pour les pays africains de discuter des solutions pratiques et concrètes pour la sécurité alimentaire et l'amélioration de la production agricole, et de définir les priorités avec la FAO pour les deux prochaines années, dans le but de réaliser un changement transformateur et durable dans les systèmes agroalimentaires à travers le continent.

La conférence, qui se tient sous le thème "Systèmes agroalimentaires résilients et transformation rurale inclusive", est une occasion pour l'ensemble des parties prenantes de partager les meilleures pratiques, explorer de nouveaux partenariats, discuter des opportunités, et fournir des orientations régionales sur la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique.

République centrafricaine

Centrafrique : des chiffres et dates pour comprendre l'historique de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU.

13 avril 2024/afrique-sur7.ci

L'arrivée de la Séléka au pouvoir le 24 mars 2013, a déstructuré les Forces Armées Centrafricaines (FACA) par le pillage du matériel militaire. Une situation qui avait entraîné, la dissémination des armes dans un contexte où, leur contrôle reste un enjeu majeur pour la sécurité en Centrafrique.

Le 5 décembre 2013, le Conseil de sécurité des Nations-Unies décide d'intervenir. Il adopte en application du chapitre VII de sa Charte, la résolution 2127 (2013) qui impose un embargo. Il concerne, l'exportation des armes et du matériel militaire en Centrafrique. L'embargo touche aussi, la fourniture d'une aide technique liée à des activités militaires et, un gel des avoirs des acteurs clés de la crise en Centrafrique.

L'ONU apporte néanmoins, quelques exceptions. Elles touchent, les vêtements de protection temporairement exportés pour des fonctionnaires des Nations-Unies, des représentants des médias ainsi que des agents humanitaires ou d'aide au développement en Centrafrique. Mais ces équipements, doivent être réservés exclusivement pour un usage personnel en Centrafrique.

Sont aussi exceptés, les armes légères et autres matériels militaires utilisés, dans le cadre des patrouilles internationales contre le braconnage, le passage de clandestins et autres activités illégales en Centrafrique. L'autre volet touche, les armes et les matériels militaires destinés à la réforme du secteur de la sécurité en Centrafrique.

En 2015, cet embargo de l'ONU, a subi quelques aménagements. Ils concernent, la décision UN 2015/78 relative à l'établissement de la mission de conseil militaire de l'Union européenne (EUMAM/RCA). Elle est lancée le 19 janvier 2015, afin de fournir un conseil stratégique en formation aux FACA.

La France et la Centrafrique ouvrent la voie à la réconciliation

18/04/2024/news.dayfr

La France et la Centrafrique adoptent une « feuille de route » pour relancer leur relation

La France et la Centrafrique ont adopté mercredi “une feuille de route” en vue d'établir un “partenariat constructif” et de relancer leur relation, lors d'une rencontre à l'Elysée entre Emmanuel Macron et son homologue Faustin-Archange Touadéra. deuxième entre les deux chefs d'Etat en un peu plus de six mois, vise à mettre un terme à une querelle entre les deux pays, sur fond d'influence russe croissante en Centrafrique comme dans d'autres pays. d'autres pays d'Afrique francophone. “A la suite de leur dernière rencontre, le 13 septembre, les deux dirigeants ont entériné une feuille de route”, a indiqué la présidence française dans un communiqué. “Il vise à mettre en place le cadre d'un partenariat constructif et respectueux de la souveraineté de l'Etat, afin de contribuer à la stabilité, de renforcer la cohésion nationale la plus large possible et d'accompagner le développement économique et social” de la République Centrafricaine. , a ajouté l'Elysée. “Un mécanisme commun de suivi de ces engagements a également été adopté par les deux dirigeants”, a-t-il précisé à l'issue de ce déjeuner de travail qui a permis de passer en revue “les différents aspects de la relation bilatérale ainsi que régionale”. situation.” La France avait dénoncé ces dernières années l'influence croissante du groupe mercenaire russe Wagner en Centrafrique, l'accusant d'abus et de pillage des ressources naturelles. Paris avait également déploré les campagnes de désinformation qui alimentent le sentiment anti-français dans ce pays et au-delà. Le régime de M. Touadéra « réprime la société civile, les médias et les partis politiques d'opposition », écrivait également Human Rights Watch (HRW) en avril 2023, invoquant « de sérieuses inquiétudes quant aux risques en termes de violations des droits humains et de réduction de l'espace démocratique et de la liberté d'expression ». .”M. Touadéra a fait modifier la Constitution en juillet 2023 par un référendum boycotté par l'opposition, pour s'autoriser à briguer un troisième mandat

en 2025. Élu en 2016 en pleine guerre civile, il a été réélu en 2020 dans des conditions contestées par l'opposition et dans un pays où une grande majorité du territoire était contrôlée par des rebelles, que son armée a ensuite repoussés grâce à l'aide de Moscou et à l'intervention massive des mercenaires de Wagner. La Centrafrique est l'un des pays francophones d'Afrique où Paris a vu son influence contestée par la Russie ces dernières années. Après elle, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont également pris leurs distances avec l'ancienne puissance coloniale, tandis que la Russie a poussé ses pions.

Comores

Comores : évasion spectaculaire de 38 détenus d'une prison exigüe et sous-sécurisée

13 avril 2024 /beninwebtv.com

D'après les autorités pénitentiaires des Comores, jeudi 11 avril, 38 détenus se sont échappés d'une prison surpeuplée et mal gardée à Moroni.

Le directeur de l'administration pénitentiaire, Soilihi Ali Saïd, a indiqué à l'AFP que l'évasion s'est produite très tôt, l'empêchant même de pratiquer la prière de l'Aïd-el-Fitr, la fête marquant la fin du ramadan. Les prisonniers ont profité de la négligence des agents de sécurité pour sortir par la porte principale, selon le procureur de la République, Ali Mohamed Djounaid, qui a également précisé à l'AFP qu'aucune personne n'avait été blessée lors de cet incident.

De plus, M. Djounaid a affirmé que l'évasion avait été « initiée » par un soldat détenu, suspecté d'avoir tué un jeune supporter en novembre 2023 lors d'un affrontement avant le match de qualification pour la Coupe du monde de football entre les Comores et le Ghana au stade Malouzini de Moroni. Cette affaire avait suscité une vive émotion dans l'archipel.

Par ailleurs, une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de l'évasion. Notons que les évasions de prison sont malheureusement courantes dans cet archipel comptant environ 870 000 habitants, situé au nord du canal du Mozambique et au nord-est de Madagascar.

Des routes fissurées aux Comores, un an après leur construction

le 18 avril 2024/la1ere.francetvinfo.fr

Aux Comores, plusieurs routes ont été endommagées par les pluies qui se sont abattues en début de semaine. Certaines venaient pourtant d'être construites.

Les fortes pluies qui se sont abattues sur l'archipel en début de semaine ont endommagé plusieurs routes à Mohéli et en Grande Comore : du goudron qui se gondole et se fissure, donnant une chaussée cabossée. Certaines routes venaient pourtant d'être construites, dans le cadre du projet de réhabilitation du réseau routier. Un plan mené depuis 2017 jusqu'en décembre dernier, financé par le fonds saoudien pour le développement et par la banque africaine de développement à hauteur de plus de 21 millions de dollars.

La plupart des travaux ont été réalisés par l'entreprise chinoise China Geo construction. Une société qui s'était déjà chargée, gratuitement, l'an dernier d'enlever des nids-de-poule sur plusieurs routes, notamment entre Moroni et l'aéroport. Malgré ce chantier, le directeur des routes avait annoncé en mars qu'elle serait réhabilitée car elle était trop dégradée, là aussi à cause de fortes pluies. Ce

problème ne touche pas que les routes. En février, des salariés de l'aéroport avaient été arrêtés pour avoir diffusé des vidéos montrant les nids-de-poule sur la piste d'atterrissage.

Épidémie de choléra aux Comores : la Piroi Réunion déploie deux unités de traitements d'eau 19 avril 2024 /imazpress.com

Depuis le 2 février 2024, les Comores sont touchés par une épidémie de choléra qui ne cesse de s'aggraver. Le 17 avril, 1.855 cas ont été recensés par les autorités sanitaires dans le pays. L'île d'Anjouan est particulièrement impactée avec 1.237 cas comptabilisés. Il est par ailleurs à déplorer 45 décès depuis le début de l'épidémie. Nous publions ci-dessous le communiqué

Afin de réduire la propagation de l'épidémie, à la demande du CRCo, la PIROI déploie à partir de son entrepôt régional de La Réunion deux unités de traitement de l'eau (UTE) vers l'île d'Anjouan, gravement touchée par l'épidémie.

En effet, l'eau contaminée prélevée directement à la rivière par la population est utilisée pour les besoins de consommation mais aussi d'hygiène, ce qui favorise la transmission de la maladie. La mise à disposition de ces UTE permettra de fournir de l'eau propre à la consommation, réduisant les risques de contamination.

Le dispositif sera complété par des points de distribution (réservoirs souples de stockage et rampes de robinets) positionnés au sein des communautés. Deux experts en traitement de l'eau seront mobilisés en appui aux volontaires du Croissant-Rouge comorien.

République du Congo

Filière bois : l'exportation des grumes en baisse de 67,7% Mercredi 17 Avril 2024/.adiac-congo.com

L'exportation des grumes congolaises a fortement chuté en volume (-67,7%) et en valeur (66,6%) depuis fin 2023. Cette dégringolade du marché du bois est liée à la mesure communautaire interdisant l'exportation de bois en grumes dans la sous-région Afrique centrale.

La mesure communautaire a également impacté le niveau de production du bois, qui représente le deuxième secteur économique de la République du Congo, soit 5% du Produit intérieur brut. En effet, la production de grumes a reculé de 3,2% au dernier trimestre 2023, par rapport à la période une année plus tôt. Dans les zones forestières de la partie nord du pays, elle a baissé de 16,2% contre les autres zones d'exploitation du sud du Congo.

Dans les sites au sud Congo, la production a augmenté de 13% pour s'établir à 135 310 m³ fin 2023, contre 119 695 m³ un an plus tôt. Les autorités attribuent cette hausse exceptionnelle au fait que certaines entreprises continuent de bénéficier des dérogations à l'exportation des bois en grumes.

Par contre, les industries de transformation de bois ont enregistré une hausse de 2,0% de leur production. D'après les autorités, la courbe actuelle résulte de l'augmentation observée dans la production des sciages de 4,5%, stimulée notamment par une hausse de 6,7% dans les industries de la zone nord, tandis qu'une diminution de 37,0% a été constatée dans celles de la zone sud. « Des

baisses de 16,6% et 26,7% ont été observées, respectivement, dans la production de placages déroulés et de contreplaqués », a précisé la direction générale de l'économie.

La tendance baissière est observée au niveau de l'exportation de placages déroulés, enregistrant un recul de 50,1% des quantités exportées, tandis qu'elle s'est située à -14,5% pour les sciages. Elle est attribuable, ajoute la même source, aux difficultés d'approvisionnement en grumes causées par la hausse de prix de transport et à la diminution des commandes. Les chiffres affichés des divers produits montrent la volatilité de la filière bois, par exemple, le prix moyen de la planche en bois (6,0 m) à Brazzaville a connu une augmentation de 12,1%, ce qui n'est pas le cas pour les produits.

La mise en œuvre de la nouvelle norme 2023 de l'Initiative pour la transparence des industries extractives, au centre des échanges en ce moment à Brazzaville, impactera le secteur forestier. Celle-ci met davantage l'accent sur le rôle que les groupes multipartites nationaux jouent pour traiter et soutenir le débat public sur des questions-clés de gouvernance, y compris les questions environnementales et sociales.

République démocratique du Congo

Réparation de la colonisation: des métis de RDC demandent le droit à la nationalité belge
14/04/2024/rfi.fr

Une délégation de vingt métis congolais, venue de République démocratique du Congo (RDC), a été reçue à Bruxelles ces derniers jours, visite organisée dans le cadre de la politique de réparations morales et administratives engagée par la Belgique envers les métis de la colonisation.

En 2019, les autorités belges se sont excusées pour la politique de « ségrégation ciblée » et les « enlèvements forcés » dont les métis ont été victimes. Le Parlement a aussi adopté une liste de recommandations pour reconnaître et réparer cette page sombre de l'Histoire, mais aujourd'hui, les métis congolais leur demandent d'aller plus loin : ils revendiquent leur droit à la nationalité belge.

À Bruxelles cette fois-ci, l'invitation avait été lancée par la ministre des Affaires étrangères belge, Hadja Lahbib. L'objectif était de faire le point sur ce que la Belgique a déjà mis en place pour les métis de la colonisation, soit l'accès aux archives concernant leurs parents ou grands-parents belges et le lancement d'un projet de recherche sur leur histoire.

Burundi / Guerre du Kivu (RDC) : Avancée de la coalition FARDC sur les fronts Masisi et Rutshuru.

April 16, 2024by bdiagnews

La coalition FARDC monte en puissance à l'Est de la RDC. Par contre la MONUSCO est priée d'accélérer son départ de la RDC.

Goma (RDC), 15/04/2024 – En cette nouvelle ère multipolaire, la lutte géopolitique s'intensifie dans la région des Grands Lacs, opposant les puissances occidentales (USA, UE, UK, ...) à la Chine et aux pays des BRICS+ (le SUD GLOBAL). Avant l'éventuelle ouverture d'un front militaire vers Kigali au Rwanda, le président sud-africain, membre des BRICS+, a récemment effectué des visites au Rwanda et en Ouganda, deux alliés traditionnels de l'Occident, dans le dessein de les convaincre de tempérer leur rôle de proxy dans la guerre qu'ils orchestrent au Nord Kivu en RDC (1).

Sur le terrain, les forces de la coalition loyaliste, composée des FARDC, WAZALENDO, FDNB (Burundi) et SADC (Afrique du Sud, Malawi, Tanzanie), confrontent l'APR (Rwanda) et l'UPDF

(Ouganda). Ces derniers, agissant en RDC en tant que le groupe terroriste M23, sont actifs dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo en province Nord Kivu. Une accalmie est observée depuis deux jours. Le 10 avril 2024 a été marqué par un tragique incident où l'APR/UPDF a massacré sept civils à Nyiragongo, précisément au groupement de Kisigari, en bordure du parc de la Virunga.

Dans le secteur de Rutshuru, l'APR/UPDF impose des taxes à Kiwanja et à Bunagana, point de passage frontalier entre la RDC et l'Ouganda. Les ressources minières et agricoles de ces zones occupées sont transférées vers le Rwanda et l'Ouganda

Dans le Masisi, la coalition FARDC/WAZALENDO maintient son avantage malgré le désengagement de la MONUSCO, qui a cédé ses positions et équipements à l'APR/UPDF. La plupart des collines anciennement sous contrôle de la MONUSCO sont maintenant récupérées par les forces loyalistes après d'intenses combats, bien que certaines demeurent sous occupation ennemie.

L'accueil réservé aux casques bleus de la MONUSCO par la population de Sake, après leur fuite des collines du Masisi, a été glacial, dénonçant leur manque de courage. La RDC, pour sa part, appelle à un retrait rapide de la MONUSCO, refusant de se confronter à l'APR/UPDF sur son propre sol.

Un climat d'insécurité est également rapporté parmi certains jeunes éclaireurs Wazalendo en permission à Goma, où ils se livrent à divers actes de banditisme. Les tensions persistantes au-delà de Sake et sur le front de Kibumba contribuent fortement à l'insécurité dans la région. La prise en charge complète de ces jeunes par la RDC serait une reconnaissance de leur sacrifice national, sécurisant ainsi leurs familles en leur absence et prévenant toute infiltration par l'APR/UPDF. Les services de renseignement, en collaboration étroite avec la police, l'armée, les autorités locales et les chefs de communauté, doivent rester vigilants et procéder à un recensement minutieux pour contrer toute infiltration. Des mesures rigoureuses sont impératives, particulièrement concernant les motards en provenance de Rutshuru. Les autorités sécuritaires doivent également surveiller attentivement les mouvements aux frontières rwando-congolaises, y compris aux petites et grandes barrières, et à la borne 13 sur les routes peu surveillées menant à Nyiragongo.

NOTE :

(1) La Guerre du Kivu (RDC) – Géopolitique : Dans les Grands Lacs Africains, les USA face à la Chine (BRICS PLUS) – <https://burundi-agnews.org/la-guerre-du-kivu-rdc/>

SOURCES :

[1] GOMA BONNE NOUVELLE LE Pdt FELIX TSHISEKEDI A MIT FIN AU PLAN DE KAGAME [<https://www.youtube.com/watch?v=0wRGbhElDEo>]

[2] GOMA LES FARDC AVANCENT, VOICI LA SITUATION GÉNÉRALE SUR LES LIGNES DE FRONT À MASISI ET RUTSHURU [<https://www.youtube.com/watch?v=qM8atqQ1AEI>]

[3] GOMA : L'INFILTRATION RWANDAISE DANS LES WAZALENDO MISE EN ECHEC, GEN TSHIWEWE MENACE JOSEPH KABILA [<https://www.youtube.com/watch?v=U54glFpKNAC>]

[4] GOMA BONNE NOUVELLE CE MATIN , LES FARDC RÉCUPÈRENT CERTAINS VILLAGES À MASISI [https://www.youtube.com/watch?v=9KPciM_ESPs]

[5] GOMA LA BONNE NOUVELLE VIENT DE TOMBER PLUS DE 270 SE RENDENT AUX FARDC, FIN TRAGIQUE DE NAANGA [<https://www.youtube.com/watch?v=-wPQVxu2zA>]

[6] GOMA AUTOUR DE SAKE LES RDF M23 SOUS LE FEU DES FARDC [<https://www.youtube.com/watch?v=PGI7XDVT4GI>]

[7] GOMA URGENT URGENT LES M23 TUENT 4 SOLDATS DE LA SADEC A MUBAMBIRO [<https://www.youtube.com/watch?v=gjKKGKJSOA-0>]

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Mardi 16 avril 2024 | Photo : Congo Live TV

Violences en RDC : environ 3000 soldats rwandais ont été déployés dans l'est du pays
20/04/2024/rtbf.be

Le Rwanda a déployé environ 3000 soldats dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont indiqué trois sources officielles occidentales à l'agence de presse Bloomberg. Kigali y entraîne des membres du mouvement rebelle M23 dans un camp isolé près de la frontière, selon cinq anciens combattants qui ont été entraînés dans ce camp.

Mort et destruction

Le gouvernement rwandais a fourni une quantité d'armes sans précédent aux rebelles, qui sèment la mort et la destruction dans l'est du Congo depuis de longs mois. Il s'agit notamment de drones, de lance-grenades de fabrication israélienne, de brouilleurs anti-drones et de lance-grenades antichars de fabrication russe, a appris Bloomberg auprès d'enquêteurs de l'Onu et via des données partagées par un fournisseur de services militaires engagé par l'armée congolaise. "Nous n'avons jamais été aussi proches d'une véritable guerre entre le Rwanda et le Congo", craint l'analyste Stephanie Wolters, de l'Institut sud-africain des affaires internationales. "Tous les voyants sont au rouge, c'est très inquiétant pour l'est du Congo et le reste de la région."

Goma

Dans ce conflit, l'armée gouvernementale congolaise s'appuie sur des mercenaires étrangers, des milices et des groupes d'autodéfense armés qui sont eux aussi accusés de commettre des atrocités. Des dizaines de civils réfugiés à Goma, la capitale de la province congolaise du Nord-Kivu, ont témoigné que des soldats arborant des drapeaux rwandais sur leur uniforme abordaient, recrutaient et entraînaient des combattants du M23 (Mouvement du 23 Mars). La présence de troupes et de matériel rwandais dans l'est du Congo est documentée par plusieurs rapports émis par des experts de l'Onu au cours des derniers mois.

Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire – AIP/ Une campagne de sensibilisation de masse contre l'onchocercose lancée à Koun-Fao

15 avril 2024/aip.ci

Koun – Fao, 15 avr 2024 (AIP) – Le préfet de Koun-Fao, Koumbo Marie-Thérèse, a procédé au lancement de la campagne de sensibilisation de masse contre l'onchocercose, lors d'une réunion, vendredi 12 avril 2024 à la salle de conférence de la préfecture.

Mme Koumbo a invité les participants à mobiliser leurs familles respectives pour cette campagne de vaccination contre la maladie qui court du vendredi 12 au lundi 15 avril 2024.

Pour le directeur départemental de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie, Zana Evariste, il y a une urgence de voir les populations adhérer à cette campagne en vue d'éradiquer la maladie de la zone endémique que constitue le département de Koun-Fao.

Selon le chargé du programme de vaccination au district sanitaire, Yobouet Francis, la prise en charge en retard des malades peut déboucher sur l'éléphantiasis et la perte irréversible de la vue.

D'où la présente campagne pour toucher les populations et les enfants d'au moins cinq ans d'âge, a-t-il dit.

Selon lui, ces symptômes se manifestent par des démangeaisons cutanées et des yeux qui rougissent et résistent souvent aux médicaments usuels. Le parasite « onchocerca volvulus » et la mouche appelée « similie, vivant aux alentours des cours d'eau sont les causes de contraction de cette maladie.

Côte d'Ivoire: le gouvernement réagit à l'arrestation d'un militaire et d'un supplétif civil de l'armée burkinabè

le : 18/04/2024/rfi.fr

Le 27 mars 2024, un militaire burkinabè et un supplétif civil de l'armée de ce pays avaient été interpellés pour avoir franchi la frontière avec la Côte d'Ivoire. Trois semaines plus tard, le porte-parole du gouvernement ivoirien souligne que « les états-majors (des deux pays) se parlent pour pouvoir régler ces petites questions de franchissement de frontières ».

Près de trois semaines après l'arrestation d'un militaire du Burkina Faso et d'un Volontaire pour la défense de la patrie (VDP) – supplétifs civils de l'armée burkinabè – dans un village proche de la frontière, les autorités de la Côte d'Ivoire affirment que des contacts ont été noués avec l'état-major du pays voisin.

« Nous vous confirmons qu'un militaire et un VDP ont été pris parce qu'ils sont rentrés de façon illégale sur le territoire ivoirien, réagit Amadou Coulibaly, ministre porte-parole du gouvernement ivoirien, au micro de notre correspondante Bineta Diagne. Le contact n'est pas rompu, comme je ne cesse de le dire, avec nos frères du Burkina. Les états-majors se parlent et je pense que, très bientôt, il y aura une rencontre qui va permettre de régler toutes ces questions et permettre à nos pays de retrouver donc leur fraternité d'antan. Donc, il n'y a pas de problème particulier, les contacts ne sont pas rompus, les échanges ont lieu. Il est prévu que les états-majors se parlent pour pouvoir régler ces petites questions de franchissement de frontières qui existent entre nos deux pays ».

Il conclut : « Lorsque ce genre d'événement arrive, on trouve entre nous les ressources nécessaires pour pouvoir les régler. Et c'est ce qui va se passer avec le Burkina. Très vite, les choses vont rentrer dans l'ordre. »

Le militaire burkinabè et le VDP avaient été interpellés le 27 mars 2024, dans le nord de la Côte d'Ivoire, dans la région du Bounkani, proche de la frontière avec le Burkina Faso.

Procès d'un trafic de cocaïne en Côte d'Ivoire : « C'est à cause des manquements de l'Etat que nous sommes là »

2024/04/19/lemonde.fr

Dix-neuf accusés sont jugés à Abidjan suite au démantèlement d'un vaste réseau de narcotrafiquants en 2022. Mardi et jeudi, c'était au tour des avocats de la défense de plaider.

Cette fois, c'était à la défense de s'exprimer. Après le parquet du pôle pénal économique et financier d'Abidjan, lundi 15 avril, qui a requis des peines allant jusqu'à dix ans de prison ferme pour l'accusé principal, l'Espagnol Miguel Angel Devesa Mera, et douze de ses co-prévenus, les avocats étaient à leur tour invités à tenir leurs plaidoiries mardi et jeudi.

Deux jours auront failli ne pas suffire, tant était longue la liste des accusés dans ce procès pour trafic international de cocaïne (dix-neuf personnes physiques et quatre sociétés) et tant étaient copieuses les récriminations de la défense. La quasi-totalité des avocats ont dénoncé une instruction bâclée, incohérente par moments, où les éléments matériels et les témoins manquent. « En réalité, résume l'un d'eux, vous n'avez rien d'autre que les aveux de Miguel Devesa et l'effectivité de la drogue saisie. »

C'est justement l'avocat de ce dernier, Zakaria Touré, qui ouvre le bal des plaidoiries. La « tête pensante » du trafic, comme le présente son conseil, est le seul prévenu – avec son bras droit, Gustavo Alberto Valencia Sepulveda – à plaider coupable suite à la saisie de plus de deux tonnes de poudre blanche à San Pedro et Abidjan en avril 2022. Les dix ans de prison ferme requis par le parquet contre M. Devesa Mera constituent la peine maximale que prévoit la loi du 13 juin 2022 pour les trafiquants de drogue, rappelle Me Touré.

Les ministres de la Défense burkinabè et ivoirien discutent sécurité et coopération

20/04/2024/rfi.fr

Le ministre burkinabè en charge de la Défense, le général Kassoum Coulibaly et son homologue ivoirien, Téné Birahima Ouattara, se sont rencontrés hier (vendredi). Ils ont notamment parlé coopération militaire. Au sortir de cette rencontre, les deux délégations sont sorties optimistes, espérant que les relations entre leurs deux pays, allaient s'améliorer.

La rencontre a été organisée dans la plus grande discrétion, assure une source ivoirienne. Elle a eu lieu à Niangoloko, une localité burkinabè proche de la frontière.

Au sortir de leur réunion, ces deux responsables semblaient optimistes, évoquant la « fraternité » qui unit leurs deux pays. « Nous espérons prendre un nouveau départ, pour lutter efficacement contre le terrorisme et différents trafics à nos frontières », affirme le général Kassoum Coulibaly, le ministre burkinabè de la Défense nationale. « Nous avons passé en revue tous les points des relations entre les deux pays », a déclaré Téné Birahima Ouattara, le ministre ivoirien de la Défense, sans entrer dans les détails.

La question des patrouilles mixtes le long de la frontière, suspendues depuis plusieurs mois, pourrait bien avoir été abordée. Tout comme celle du franchissement de la frontière, qui a causé l'arrestation en septembre dernier, de deux gendarmes ivoiriens appartenant à l'escadron de Bouna (après s'être égarés sur un site d'orpillage clandestin côté burkinabè), puis, fin mars, d'un militaire et d'un supplétif civil burkinabès par la Côte d'Ivoire.

« Lorsque ce genre d'événement arrive, on trouve entre nous les ressources nécessaires pour pouvoir les régler », avait indiqué mercredi, Amadou Coulibaly, le ministre porte-parole du gouvernement ivoirien, laissant entrevoir une issue favorable, à ces dossiers.

Djibouti

Chemin de fer Ethiopie-Djibouti : Performances en croissance malgré les défis

19 avril 2024/sahel-intelligence.com

L'Ethiopia-Djibouti Standard Gauge Railway Share Company (EDR) a annoncé mercredi que la ligne de chemin de fer Ethiopie-Djibouti, construite sur 752 km par la Chine, avait généré environ 50 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2023/2024, débutée le 8 juillet dernier. Aminu Juhar, responsable de la stratégie d'entreprise à l'Ethiopia-Djibouti Standard Gauge Railway Share Company (EDR), a précisé à l'agence officielle EPA que ces revenus marquaient une hausse de 1,12 million de dollars par rapport à la même période de l'année précédente.

Il a également révélé que la ligne ferroviaire avait transporté 148 664 passagers au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 15 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Malgré les défis tels que la crise sécuritaire dans la région de la mer Rouge et les inondations récentes affectant le port de Djibouti, M. Juhar a noté une augmentation des revenus et du nombre de passagers de l'EDR.

Le chemin de fer Ethiopie-Djibouti à écartement standard, également connu sous le nom de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, a été construit par les entreprises chinoises CREC et CCECC. Il a commencé ses opérations commerciales pour les services passagers et fret en janvier 2018, reliant ainsi l'Ethiopie enclavée au port de Djibouti sur la mer Rouge.

Egypte

Chemin de fer Ethiopie-Djibouti : Performances en croissance malgré les défis

Conflit israélo-palestinien - Les défenses aériennes égyptiennes en état d'alerte maximal
le 13-04-2024/dhnet.be

"Les défenses aériennes égyptiennes sont en état d'alerte maximal", a affirmé samedi le média égyptien proche des renseignements Al-Qahera News, citant une source sécuritaire de haut niveau au moment où l'Iran a lancé une attaque de drones et de missiles contre Israël.

"Une cellule de crise (...) suit de près l'évolution de la situation et soumet ses rapports au président Abdel Fattah al-Sissi heure par heure", selon la chaîne, citant également un haut responsable de l'appareil sécuritaire égyptien. L'Égypte a été le premier pays arabe à normaliser ses relations avec Israël voisin, en 1979.

Comment l'Europe s'enrichit aux dépens des plus démunis en Égypte

Jeudi 18 avril 2024/middleeasteye.net

Les entreprises européennes jouent un rôle clé dans la politique de mégaprojets financés par l'endettement du régime égyptien

L'Union européenne (UE) a annoncé en mars un programme de financement massif d'une valeur de 7,4 milliards d'euros (8 milliards de dollars) destiné à soutenir l'économie égyptienne en difficulté. Il comprend cinq milliards d'euros de prêts, 1,8 milliard d'investissements et 600 millions de subventions, dont un tiers est destiné à la gestion des « flux migratoires ».

Un milliard d'euros de prêts sera mis à disposition cette année en tant que financement d'urgence, le reste devant être approuvé par le Parlement européen. Ce paquet de financement marque une

évolution des relations entre l'UE et l'Égypte vers un « partenariat stratégique », favorisant ainsi une coopération plus étroite.

Cet accord, vivement décrié par les organisations de défense des droits de l'homme, s'inscrit dans le cadre d'une alliance stratégique entre l'Europe et le régime d'Abdel Fattah al-Sissi, qui a permis aux entreprises et aux États européens de bénéficier largement du modèle de capitalisme d'État militarisé du régime Sissi et de ses dépenses excessives en armement.

De fait, contrairement aux idées reçues, la logique à l'œuvre est bien plus sinistre que l'endigement des migrations ou la stabilisation du sud de la Méditerranée. Si la question migratoire en est un élément important, elle est loin d'être décisive.

Il suffit d'observer le rôle joué par les entreprises européennes dans la politique de mégaprojets financés par l'endettement du régime égyptien pour comprendre les dynamiques en jeu.

L'exemple le plus notable est celui de l'entreprise allemande Siemens, qui a été l'un des principaux bénéficiaires de la frénésie de dépenses égyptiennes, amorcée deux ans après le coup d'État par un contrat de six milliards d'euros (6,5 milliards de dollars) pour la construction de centrales électriques en Égypte. Le projet a été largement financé par la dette, le gouvernement ayant obtenu 4,1 milliards d'euros de prêts bancaires.

En 2023, moins d'une décennie après le début des travaux, l'Égypte subissait des coupures d'électricité régulières, dans un contexte de crise de la dette étouffante et de réduction de la production de gaz naturel du pays.

La Belgique expédie cinq tonnes de matériel médical vers l'Égypte 2024/04/18/vrtnws/fr

Cinq tonnes d'aide médicale d'urgence affrétées par la Belgique ont été expédiées vers le Caire ce jeudi, afin de soutenir les hôpitaux égyptiens qui font face à un afflux de blessés en provenance de la bande de Gaza. Et puis la Ville de Bruxelles ouvre ce vendredi un centre de récolte de dons pour la population de Gaza.

Quarante palettes de matériel provenant de la réserve du service public fédéral Santé ont été rassemblées ce jeudi par B-Fast (photo principale) à Machelen, dans la zone cargo située à proximité de Brussels Airport. Le matériel - des seringues, médicaments, anesthésiants, aiguilles, filtres antibactériens... - a fait l'objet d'un contrôle de sécurité. Il a ensuite été réparti dans plusieurs camions qui ont pris la route vers Cologne, d'où il sera expédié en Égypte via un vol commercial.

"Les hôpitaux égyptiens sont sous tension extrême", a souligné au départ du convoi la ministre des Affaires étrangères, Hadja Lahbib (photo). "Le conflit a déjà fait environ 76.000 blessés, des femmes, des enfants qui ont besoin d'interventions médicales d'urgence."

Outre le matériel, la Belgique a envoyé sur place un expert qui a pour mission d'aider l'Égypte à coordonner l'aide. "Nous intervenons de différentes manières", a détaillé la ministre Lahbib. "Nous avons déjà contribué à une dizaine d'opérations de largage au-dessus de Gaza, nous évaluons la possibilité de participer au corridor maritime mis en place par Chypre. Et nous prévoyons encore, dans les prochaines semaines, l'envoi de tentes familiales pour les déplacés et de médicaments pour un budget de 500.000 euros."

Le britannique SDX vend ses actifs gaziers en Égypte et atterrit au Maroc

2024/04/20/leconomistemaghrebin.com

La société énergétique britannique SDX a officiellement finalisé la vente de ses actifs dans le secteur gazier égyptien, en vue de son expansion au Maroc avec une nouvelle stratégie de croissance, rapporte la Specialized Energy Platform (basée à Washington), citant un communiqué officiel.

La société britannique explique dans son communiqué avoir signé un accord pour vendre ses actifs égyptiens dans la concession « Gharb Gharib », tout en continuant à préparer les documents pour la vente de ses actifs dans la concession « South Desouk ».

Les actifs de la société dans le secteur gazier en Égypte comprennent 50 % du capital de Brentford Oil Tools et 50 % de l'accord conjoint d'exploration et de production pour les sous-zones des blocs G et H de la concession West Gharib.

En outre, la vente par SDX de ses actifs dans le secteur gazier égyptien comprenait une participation de 50 % dans un accord d'exploitation conjointe dans les actifs de West Gharib jusqu'à la fin de l'année dernière 2023.

Projets SDX au Maroc

Après avoir cédé ses actifs gaziers en Egypte, l'énergéticien britannique SDX envisage d'étendre son activité au Maroc, en bénéficiant du produit de la cession du Caire.

La société est en passe de devenir le seul producteur de gaz indépendant du Maroc, car elle prévoit d'augmenter les flux de gaz vers la ville de Kénitra, en utilisant l'infrastructure de gazoducs disponible.

Le directeur général de SDX, Daniel Gould, a confirmé que le processus de vente des actifs de la société énergétique britannique dans le secteur gazier en Egypte renforce la stratégie de l'entreprise au Maroc.

Il s'est engagé à continuer d'élargir le champ de l'exploration et de la production à Rabat, soulignant que l'entreprise entend également se concentrer sur les technologies de transport du gaz et de production d'électricité à partir de celui-ci, en plus des projets d'énergies renouvelables.

En juin 2023, des discussions ont commencé sur la vente des actifs d'une société énergétique britannique en Égypte, et SDX a révélé plus tard qu'elle avait commencé à recevoir des offres.

Depuis lors, l'entreprise étudie et évalue les offres soumises, ce qui coïncide avec la reprise des consultations de l'entreprise avec l'Office national des hydrocarbures et des mines du Maroc concernant un accord de vente de gaz, dans le cadre d'un plan d'investissement quinquennal qu'il a adopté.

Gabon

A Abidjan, le président de transition du Gabon plaide pour une "levée des sanctions" de l'UA
15/04/2024/information.tv5monde.com

Le président de transition du Gabon, le général Brice Oligui Nguema, arrivé au pouvoir fin août 2023 par un coup d'Etat, a plaidé jeudi pour "une levée des sanctions" de l'Union africaine "pesant" sur son pays, lors de sa rencontre à Abidjan avec le président ivoirien Alassane Ouattara.

Le général Oligui Nguema, en visite "de travail et d'amitié" en Côte d'Ivoire de jeudi à samedi, a été reçu avec sa délégation en audience à la présidence ivoirienne.

Le général a déclaré avoir fait "un point et un compte-rendu" au président Ouattara sur les "avancées du dialogue actuel à Libreville", a-t-il souligné lors d'une déclaration commune à la presse.

"Je sollicite l'appui de mon aîné ici présent afin de plaider en faveur de la levée des sanctions de l'Union africaine (UA) qui pèsent sur le Gabon, et je sais compter sur vous", a-t-il dit en s'adressant au président ivoirien.

Le général Oligui Nguema a pris le pouvoir le 30 août 2023 lors d'un putsch où il a renversé le président Ali Bongo, dont la famille était au pouvoir depuis 55 ans. Il a promis de rendre le pouvoir aux civils par des élections, dans un délai qu'il a plus tard fixé à deux ans.

Le Gabon a été suspendu le 31 août 2023 de l'UA, qui a condamné le coup d'état.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), - qui avait elle aussi suspendu le Gabon après le coup d'Etat - l'a réintégré en mars dernier, compte tenu "des avancées significatives dans le processus de retour à l'ordre constitutionnel".

Début avril, le général Oligui Nguema a lancé un Dialogue national inclusif (DNI) en promettant à nouveau qu'il est censé préparer des élections "libres et transparentes" en 2025.

Il a souhaité jeudi remercier M. Ouattara pour son "implication" et "sa volonté constante de soutenir et d'accompagner le processus de transition en terre gabonaise".

La rencontre de jeudi a aussi porté, selon le général Oligui Nguema, sur "le renforcement d'une coopération (...) qui passe par l'ouverture du marché gabonais aux entreprises ivoiriennes, dont l'expertise dans divers domaines est avérée".

Pour sa part, Alassane Ouattara a souligné les "échanges fructueux" au cours de cette rencontre ainsi que l'"excellente et fraternelle coopération (entre les deux pays, NDLR) depuis "l'établissement des relations diplomatiques en 1966".

La Côte d'Ivoire salue "les efforts que vous déployez pour retourner à la normalité constitutionnelle", a déclaré M. Ouattara, disant "apprécier le climat apaisé" au Gabon.

M. Ouattara a "félicité" le général Oligui Nguema "pour la convocation du dialogue national inclusif, auquel nous souhaitons un plein succès dans l'intérêt du peuple frère gabonais".

"La Côte d'Ivoire sera à vos côtés pour vous offrir nos conseils", a assuré M. Ouattara, ajoutant que les deux pays s'étaient aussi engagés à "intensifier (leurs) échanges économiques et commerciaux, notamment dans les secteurs agricole, minier et énergétique".

Lors de sa visite, le président de transition du Gabon a également prévu de s'entretenir avec la diaspora gabonaise et de visiter le Centre national de recherche agronomique (CNRA).

Depuis sa prise de pouvoir, il avait déjà rencontré Alassane Ouattara en novembre 2023 lors du sommet Arabie saoudite-Afrique, à Ryad.

La Côte d'Ivoire est entourée par plusieurs voisins où des militaires ont pris le pouvoir: le Mali en 2020, la Guinée en 2021 et le Burkina Faso en 2022. Le Niger, autre pays d'Afrique de l'Ouest, a également des militaires à sa tête depuis l'an dernier.

Célébration de la première Journée Nationale de la Femme gabonaise : Une étape significative après le Coup de Libération

17 avril 2024/msn.com

Ce mercredi 17 avril 2024, le Gabon célèbre sa première Journée Nationale de la Femme Gabonaise après le coup de libération. Il n'est pas anodin que cette célébration coïncide avec l'organisation du Dialogue National, symbolisant un nouveau chapitre dans l'histoire du pays.

Dans le cadre de ce dialogue, les Gabonais ont fait le choix de penser ensemble et équitablement, de construire intelligemment en s'appuyant sur l'innovation pour provoquer le changement. Cette décision vise à améliorer les conditions de vie des populations en renforçant les services sociaux de base et en assurant une protection sociale adéquate.

Les violences faites aux femmes et aux filles demeurent un fléau aux multiples facettes dans notre pays, constituant une violation flagrante des droits humains et une infraction réprimée par la loi. Ces violences engendrent des traumatismes physiques et psychologiques durables, affectant profondément les femmes, les filles et même les garçons.

L'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que la lutte contre les discriminations basées sur le genre, sont des enjeux majeurs soulevés lors du Dialogue National. Réaliser l'égalité des genres et promouvoir des innovations sont essentiels pour conduire des changements positifs au sein de nos sociétés.

Sous la direction du Général de Brigade, Son Excellence Brice Clotaire Oligui Nguema, le CTRI s'engage à améliorer l'environnement juridique national pour garantir le respect des droits humains par toutes les composantes de la société.

Il est temps de reconnaître la femme gabonaise comme un agent de développement à part entière, mais notre environnement socio-culturel demeure souvent hostile à cette idée. Il est crucial d'innover en consolidant les acquis en faveur de l'égalité des genres et en encourageant la participation des femmes dans tous les secteurs, y compris la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.

J'invite nos leaders de tous les secteurs à soutenir et encourager les femmes engagées dans diverses activités, et j'exhorte chacun d'entre nous à contribuer à accélérer le progrès vers l'égalité des sexes.

En cette Journée Nationale de la Femme Gabonaise, célébrons les réalisations des femmes et engageons-nous à construire un avenir plus égalitaire et inclusif pour tous.

Bonne Journée Nationale de la Femme Gabonaise.

L'honorable Judith LEKOGO

Gabon: une grande réforme judiciaire en préparation, un rapport pointe les failles du système

19/04/2024/rfi.fr

Après le coup d'État d'août dernier, les autorités de transition au Gabon avaient demandé des solutions aux problèmes qui minent le secteur de la justice. Le ministère avait lancé le chantier avec, en novembre, un symposium rassemblant tous les acteurs du monde judiciaire, avant de créer un groupe de travail composé d'experts chargés d'élaborer une stratégie. RFI a pu se procurer une synthèse de leur rapport qui a été remis au ministre de la Justice.

« Le système judiciaire gabonais est aujourd'hui à la croisée des chemins », indique le rapport d'experts. Prisons vétustes et surpeuplées, magistrats inféodés au pouvoir politique, lenteur des procédures... Les critiques sont récurrentes. Or, « nous avons maintenant l'occasion de repenser notre système, de regarder ce qui ne va pas », indique Juldas Levassath.

Le magistrat, directeur général adjoint aux affaires civiles du ministère de la Justice, a coordonné le groupe de travail chargé de rédiger ce document remis au ministère de la Justice, et qui doit prochainement arriver sur le bureau du chef de l'État. Ces quelque 25 experts viennent des ordres administratif, judiciaire, financier, sans compter les professions auxiliaires comme les greffiers ou les notaires. « Avec le coup d'État, une fenêtre d'opportunité s'est ouverte pour procéder à des changements en profondeur. Il faut des actions fortes. Le Gabon a des textes, mais souvent, il manque un cadre d'application conduisant ainsi à des dérives ou problèmes majeurs », déclare Juldas Levassath.

Le ministre de la Justice Paul-Marie Gondjout a reçu le rapport et devrait prochainement le remettre au président de la République. « C'est un travail fait de manière sincère, par les acteurs de la justice eux-mêmes, dans une forme de catharsis », dit-il.

Diagnostic sévère

Dans cet examen de conscience, les experts ont donc d'abord posé un diagnostic. Et ce dernier n'est pas tendre. Le rapport liste ainsi les dysfonctionnements liés au non-respect des normes déontologiques et éthiques, aux institutions, au management ou aux structures. Le ministre de la Justice reconnaît que « les maux sont nombreux ».

Paul-Marie Gondjout cite ainsi pêle-mêle « la vétusté des tribunaux et des cours, le manque des moyens de fonctionnement, le manque de formation des professionnels, le nombre croissant de brebis galeuses dans le système, sans compter les manquements éthiques dans le traitement des dossiers, l'ethnicisation et la politisation dans choix des magistrats ». Par exemple, les institutions judiciaires gabonaises sont pour beaucoup héritées de la colonisation. Or si en France, le système a été plusieurs fois revu, ça n'a pas été le cas au Gabon. « Notre dernière grande réforme date de 1994 », pointe Juldas Levassath.

L'un des sujets majeurs sera de revoir le fonctionnement du parquet et notamment le travail du juge d'instruction. « Il est juge et partie. Il enquête, mais il prend aussi la décision de mettre sous mandat dépôt. Donc il n'a pas assez de recul, puisque c'est lui qui instruit. Un texte est déjà en chantier pour créer un juge des libertés et de la détention qui devra prendre la décision de l'incarcération à la demande du juge ou du procureur. Il s'agira en fait d'un collège de trois juges », a détaillé le magistrat.

Par ailleurs, le juge d'instruction gère parfois 500 à 600 dossiers par an. L'une des pistes pour faciliter son travail consisterait à numériser et digitaliser les procédures. Un projet qui s'étendrait à

tout le secteur judiciaire. « La plupart des procédures se font à la main. Dans le passé, le tribunal de première instance de Libreville concernait 150 justiciables. Aujourd'hui, le chiffre a été multiplié par 10 ou 15. Avec l'explosion du nombre de dossiers, les structures ne peuvent pas répondre, elles n'ont pas de mécanisme de gestion fiable, pas de système de traitement numérique », déclare Juldas Levassath.

Gambie

Gambie. Le Parlement ne doit pas lever l'interdiction des mutilations génitales féminines

mardi 16 avril 2024/pressegauche.org

En réaction au vote imminent prévu au Parlement de Gambie le 18 mars sur un projet de loi visant à revenir sur l'interdiction des mutilations génitales féminines (MGF), Michèle Eken, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale à Amnesty International, a déclaré :

« Ce projet de loi établirait un dangereux précédent pour les droits des femmes et ternirait le bilan de la Gambie en matière de droits humains. Nous demandons instamment au Parlement de voter contre.

« Quelle déception de constater qu'après le long combat mené par les militant·e·s gambiens pour faire progresser les droits des femmes, le Parlement s'apprête à envisager un tel retour en arrière.

« Le gouvernement gambien doit s'attaquer aux causes profondes des mutilations génitales féminines et aux facteurs les favorisant, et mettre en œuvre des politiques globales qui donneront aux femmes et aux filles le pouvoir de revendiquer et d'exercer leurs droits fondamentaux
Michèle Eken, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale à Amnesty International

« Les mutilations génitales féminines portent atteinte au droit des filles et des femmes à la santé et à l'intégrité corporelle. Leur légalisation constituerait une violation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE), toutes ratifiées par la Gambie. Elle violerait également le principe d' « égale dignité de la personne » que garantit la Constitution gambienne.

« Enfin, le gouvernement gambien doit s'attaquer aux causes profondes des mutilations génitales féminines et aux facteurs les favorisant, et mettre en œuvre des politiques globales qui donneront aux femmes et aux filles le pouvoir de revendiquer et d'exercer leurs droits fondamentaux. »

Complément d'information

Selon l'UNICEF, en Gambie, environ 46% des filles âgées de 14ans ou moins ont subi des mutilations génitales féminines (MGF). Ce pourcentage atteint 73% des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans. Les mutilations génitales féminines peuvent entraîner toute une série de complications de santé, notamment des douleurs chroniques, des infections, des difficultés lors de l'accouchement, voire la mort pendant ou après la mutilation.

Depuis que les MGF ont été interdites en Gambie en 2015, seuls deux cas ont fait l'objet de poursuites et la première condamnation pour avoir pratiqué des mutilations n'a été prononcée qu'en août 2023. Au lieu d'aller de l'avant et d'appliquer cette loi importante, assortie d'un ensemble de

politiques globales visant à donner aux femmes et aux filles le pouvoir d'exercer leurs droits fondamentaux, le Parlement envisage aujourd'hui de l'annuler.

Visite – Présence militaire en Gambie L'autre force diplomatique du Sénégal

20 avril 2024/lequotidien.sn

Entre le Sénégal et la Gambie, il y a une relation fusionnelle fondée sur la géographie et l'histoire. Le Président Faye est attendu ce matin en Gambie où une «domination politique» et diplomatique est venue renforcer le poids économique sénégalais à Banjul. La présence de l'Armée et de la gendarmerie qui assure la protection du Président Barrow, en est une preuve éloquente.

Par Bocar SAKHO – Après Nouakchott jeudi, le Président Diomaye sera aujourd'hui à Banjul. C'est une visite à décoder de la même manière que son séjour mauritanien : car la Gambie, logée dans le cœur du Sénégal, est une continuité géographique et humaine du Sénégal. Sans oublier le poids économique des Sénégalais dans cette enclave. Même s'il n'y a pas d'enseigne visible comme Auchan ou Total, considérées comme des symboles de néocolonialisme économique ici et qui cristallisent les rancœurs de certains activistes, le commerce, la manutention et le transport font partie des secteurs où la présence sénégalaise est prépondérante.

Indépendamment de ce poids économique, l'influence diplomatique de Dakar à Banjul est devenue trop forte depuis l'accession du Président Adama Barrow au pouvoir en 2016. La chute de Yahya Jammeh, contraint de quitter le pouvoir par une menace militaire après sa défaite électorale, a provoqué une redistribution des cartes. L'ancien dictateur était devenu trop nuisible, jouant à un double jeu qui alimentait la résurgence périodique de la rébellion casamançaise. C'est une question réglée depuis son départ en exil, avec la destruction de toutes les bases rebelles.

Aujourd'hui, l'avènement du Président Adama Barrow, qui a prêté serment à Dakar en 2016, est perçu comme le signe supplémentaire d'une domination politique et diplomatique, après celle économique. Il est fréquent de croiser un véhicule bleu de la Gendarmerie nationale au cœur du quartier ministériel et présidentiel de la capitale. Signe du maintien des Forces de la Cedeao qui ont «implanté» Barrow et assurent sa sécurité.

«Un pays qui sous-traite sa sécurité présidentielle n'est pas souverain. C'est un Président sous tutelle. Cette perception est très forte au sein de la jeunesse», enchaîne un militant du mouvement citoyen Occupy west field. En écho, Yusuf Taylor, porte-parole de Gueup sa boppa et administrateur du site d'informations Gainako online news, renchérit dans Le Quotidien : «La présence des Forces de la Cedeao agace sérieusement les gens ici. Nous ne sommes pas en guerre, leur maintien est inacceptable. Barrow n'a pas encore réussi à être le vrai «Commandant in chief» et cela discrédite son régime. Il n'a pas réussi à établir une confiance totale avec les Forces armées nationales. Il a oublié toutes ses promesses depuis qu'il est là.» En septembre 2021, le cinquième détachement sénégalais de la Mission de la Cedeao en Gambie (Micega), composé de 625 militaires, a été à nouveau déployé à Banjul et ailleurs pour poursuivre leur mission. Il faut savoir qu'en septembre 2020, le Président gambien avait demandé, en marge d'un sommet de l'organisation sous-régionale à Niamey (Niger), le prolongement de la Micega en Gambie, «compte tenu des réformes en cours et de la nécessité de protéger la fragile démocratie dans son pays». La Cedeao avait accédé à sa demande, car cela coïncidait avec une période sensible : l'organisation de l'élection présidentielle gambienne du 4 décembre 2021. Il a été réélu, mais la situation n'a pas changé pour autant. Alors que la Gambie va organiser en décembre prochain le 15e Sommet de l'Organisation de la conférence islamique.

Ambassadeur du Sénégal en Gambie, Bassirou Sène a salué le professionnalisme des soldats sénégalais membres de l'Ecomig, la mission militaire de la Cedeao dans ce pays, estimant que leur présence rassure la population gambienne.

«Le contingent sénégalais déployé en Gambie rassure la population et fait honneur au Sénégal pour le travail qu'il fait dans la discrétion et le sérieux. Ils n'ont pas besoin de sortir leurs armes.

Leur présence est synonyme d'assurance pour la population», a déclaré le diplomate lors d'un entretien accordé à l'Aps, à quelques heures de l'arrivée dans ce pays du Président Bassirou Diomaye Faye.

«Ce que nous avons retenu et les retours que nous avons, montrent que les gens apprécient la présence de cette force, d'autant plus que s'ajoute désormais à leur mission un volet humanitaire à travers la construction de postes de santé et l'appui à la population dans certains domaines», a fait valoir M. Sène. «Le comportement des soldats sénégalais de l'Ecomig est exemplaire. Il est à l'image de l'Armée sénégalaise dans son ensemble. Je connais le professionnalisme et le respect qu'inspirent les militaires sénégalais», a commenté l'ancien Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Union africaine. C'est une nouvelle force diplomatique.

bsakho@lequotdien.sn

Ghana

Ghana: des plantations de cacao menacées par des activités minières dans la région Ashanti

15/04/2024/rfi.fr

Des plantations de cacao menacées de destructions par une compagnie minière en recherche d'or dans la région Ashanti, à une trentaine de kilomètres de Kumasi. Des activités illégales selon l'institution régulatrice du cacao au Ghana, Cocobod, La compagnie minière assure de son côté agir sous licence des autorités ghanéennes. Une affaire qui illustre un double discours de l'État, face à un secteur du cacao en crise.

« Nous sommes autorisés par la commission des minéraux du Ghana à effectuer des prélèvements de sol », affirme Migop, la compagnie minière, dans un document que RFI a pu consulter.

Face à cette licence, délivrée par un organisme gouvernemental, Cocobod, le régulateur officiel du cacao dans le pays, répond ceci : « Nous n'avons pas été consultés en amont de cette décision ».

De quoi provoquer la confusion parmi les fermiers concernés, d'autant que la majorité d'entre eux bénéficient du programme de réhabilitation de la production cacaotière. Un fond piloté par Cocobod, dédié aux fermes ravagées par le virus de l'œdème des pousses du cacaotier. Une épidémie qui a contaminé près d'un tiers des plantations de cacao du pays.

À ce problème s'ajoute la réalité, sur place, des activités de Migop : bien au-delà d'une simple exploration, Cocobod accuse la compagnie minière de détruire en masse les cacaotiers pour tracer des routes, et d'empêcher les fermiers d'accéder à leur propre terre.

Des affirmations niées par la compagnie minière, mais qui rappelle un autre problème plus large : la prolifération au Ghana, des mines d'or illégales. Une activité responsable de la destruction, en 2022, de 19 000 hectares de productions cacaotières, selon un rapport réalisé par Cocobod.

LGBT Ghanaians await court ruling on restrictive new law

Apr 18, 2024 /kfgo.com

ACCRA (Reuters) – Members of Ghana's LGBT community and activists are waiting to see whether the West African country's president will sign into law a bill that would further restrict their rights and likely worsen the persecution many face.

Kwame, a gay man who spoke to Reuters on the condition his real name was not used, already bears the scars of Ghana's widespread intolerance of homosexuality.

"I was born with two eyes, but this is what I have now," said the 30-year-old, removing his oversized spectacles to reveal an eye that he said was damaged when neighbours attacked him over his sexuality in 2021.

"Imagine if the bill becomes law," he said, fearing the crackdown would embolden those who feel they can target LGBT people with impunity, "empowering ... people to be murderous."

Parliament unanimously passed the bill in February, but President Nana Akufo-Addo has delayed signing it with his office citing two pending challenges at the supreme court.

On Thursday, the High Court in Accra is due to rule on a lawmaker's petition to compel Akufo-Addo to act on the law within seven days.

Gay sex is already punishable by up to three years in prison, but the new law would also impose a prison sentence of up to five years for the promotion or support of LGBT rights, making it one of the harshest of its kind in Africa.

Kwame and his partner who live apart for safety reasons believe their best option would be to leave Ghana before the law comes into effect, but they don't have enough money to flee.

"It's a mental struggle but I owe (it to) myself to be strong," said Kwame's partner Suleman, describing the pressure of hiding his sexuality and their love from families and friends.

'IT'S SCARY'

Homophobia is rife in culturally conservative Ghana. Getting a job or accommodation are challenges and those who identify openly as LGBT are ostracised. Hostility and attacks are commonplace, although few such incidents make it to the courts.

The new law could "lead to further gratuitous violence against LGBT people and their allies," Human Rights Watch warned in March, urging Akufo-Addo to veto it.

His seeming reluctance to sign has also triggered a political row.

On March 20, parliamentary Speaker Alban Bagbin told MPs the president's delay was unconstitutional and suggested parliament should stop approving new ministerial appointments in protest.

The uncertainty over what happens next is weighing on those who worry about the law's broader social impact.

"It's scary," said Emmanuel Owusu-Bonsu, an LGBT rights activist who does not identify as part of the community.

"It's like everyone in Ghana is about to be given a gun and they can point it at you and say gay, lesbian or whatever and get away with it."

Guinée

Les biens de la Guinée menacés d'être saisis à l'étranger pour cause de condamnations (1ère partie)
lundi, 15 avril 2024/guineenews.org

Quand des militaires ont accédé au pouvoir le 5 septembre 2021 en déposant l'ancien président Alpha Condé, ils ont hérité d'un pays avec de graves difficultés économiques. Mais moins connue, l'organe qui a pris le pouvoir – le Conseil National de Redressement et du Développement (CNRD) est devenu héritier de plusieurs factures judiciaires et condamnations aux paiements de fortes indemnités devant les tribunaux de commerce internationaux.

Quoique la Guinée ait gagné certains cas – comme le jugement contre BSGR – la majorité des poursuites, pour rupture de contrat, se sont révélés catastrophiques pour les finances publiques guinéennes. Non seulement la Guinée a dépensé des millions de dollars en frais d'avocats qui sont partis en fumée, dans au moins trois cas, la Guinée a été condamnée à payer des amendes, frais d'administration et une indemnisation des sociétés qui ont perdu les marchés unilatéralement au profit de concurrents choisis par le pouvoir en violation des contrats sacro saints dans le monde capitaliste.

Global Voice contre ARPT

En mai 2009, Global Voice Group (GVG) une obscure compagnie remporte un contrat avec l'Agence de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPT) pour supporter le secteur des télécommunications et gérer la facturation des appels internationaux entrants et sortants. Avec un commerce extérieur grandissant, une importante diaspora, le potentiel pour le marché guinéen de appels téléphoniques et digitaux était très prometteur. GVG est à l'époque une société incorporée au paradis fiscal des Seychelles, par deux individus basés à New York.

Malgré les changement successifs de régime – de Moussa Dadis du CNDD à Alpha Condé du RPG – Global Voice investira dans des équipements, la formation, la facturation et se mettra au service des Directeurs successifs, leur achetant des véhicules de services pour l'ARPT invitant les cadres à des séances de formation et des conférences à travers le monde. En contrepartie GVG devrait récupérer 7 centimes par minutes d'appel téléphonique grâce à son système de gestion des appels. Un marché de plusieurs dizaines de millions de dollars par an.

Mais la période d'euphorie ne dure pas car les factures de GVG s'accumulaient puisque l'ARPT ne payait pas. En juin 2012 la dette guinéenne à GVB se montait à 12 millions USD. Puis le 22 mai 2014, soudainement le gouvernement de la Guinée met fin au contrat malgré les rapports « satisfaisants » de l'ARPT.

Après plusieurs tentatives de faire changer d'avis le gouvernement d'Alpha Condé, la compagnie enverra une facture pour les arriérés de 13 mois se montant à 6 millions de dollars que l'ARPT refusera de payer. En juillet 2015, le ministre des télécommunication de l'époque Oyé Guilavogui convoquera une réunion avec GVG qui ne mènera nulle part.

En janvier 2016, Mamy Diaby devient ministre des télécommunications immédiatement après que dans un marché gré à gré, la société ghanéenne Subah Infosolutions se voit accorder le marché sans appel d'offre et s'accapare du contrat jusque là octroyé à GVG.

Secteur privé : Le patronat guinéen maintient son assemblée générale constitutive le 20 avril...
18/04/2024/africaguinee.com

CONAKRY- L'Assemblée Générale constitutive de la Confédération Générale des Entreprises de Guinée CGE-GUI reste maintenue à la date du 20 avril 2024. C'est du moins ce qu'ont annoncé ce mercredi 17 avril 2024, des dirigeants du patronat de Guinée lors d'une conférence de presse.

Selon Lamine Souaré membre de la commission d'organisation, les préparatifs vont bon train. A date, toutes les dispositions envisagées pour la réussite du rendez-vous.

« Cette Assemblée Générale aura lieu le samedi 20 avril à l'hôtel NOOM. Pour sa réussite, il a été mis en place un comité d'organisation composé de 6 commissions que sont : la commission pouvoir, la commission logistique, la commission planification, la commission finance, la commission communication et la commission santé et sécurité. Donc, cela fait plusieurs mois que nous travaillons sérieusement pour la réussite de cette Assemblée Générale du patronat. Alors la sécurité a été mise en place et nous allons nous battre pour le succès de l'événement le 20 avril », a-t-il assuré.

Alors que certains émettaient des doutes sur la tenue de cette Assemblée à cause de certaines « divisions », Maria Diané, Secrétaire Générale de la CGE-GUI a rassuré que cela ne va pas empêcher l'organisation de l'Assemblée Générale du patronat Guinéen.

« Le début de toute chose est difficile et il n'est pas évident de fédérer tout le monde autour d'une même table. Le secteur privé guinéen vient de très loin. Pendant plus de 19 ans, le patronat guinéen a été divisé, cela a beaucoup joué sur le développement du secteur privé guinéen. Aujourd'hui à travers les nouveaux dirigeants du pays, on a réussi à restructurer le secteur privé. Et je puis vous rassurer qu'on ne va pas reculer. Si vous regardez la nomenclature des membres du futur Conseil d'Administration qui va se mettre en place à partir de samedi, vous allez constater que l'on y retrouve non seulement tous les secteurs d'activités représentés mais aussi, la majorité des patrons, ceux qui ont réussi dans leurs activités sont également là.

Donc, on se donne les mains pour pouvoir pérenniser cette unification dans le temps. Et également, nous avons aujourd'hui le soutien des pouvoirs publics qui ont la volonté d'accompagner cette dynamique qui est lancée. On va donc continuer le processus. L'objectif aujourd'hui c'est de restructurer ces fédérations à travers le Conseil d'Administration qui sera mis en place. Cela c'est pour l'intérêt de toutes les entreprises guinéennes et c'est sûr que les autres vont nous rejoindre au fil du temps », a-t-elle indiqué.

Le Secrétaire Général Adjoint de la CGE-GUI, a affirmé que l'organisation de cette Assemblée est l'aboutissement des efforts du patronat. « Cette Assemblée Générale est l'aboutissement des efforts de l'ensemble des Organisations Patronales existantes sur le territoire national, en vue de constituer une seule et unique Organisation Patronale, dénommée « La Confédération Générale des Entreprises de Guinée » en abrégée CGE-GUI. Cet événement sera l'occasion de procéder à un exercice de conformité de l'institution avec les dispositions légales et réglementaires en République de Guinée. Il actera et régira de façon officielle la création de l'organisation patronale. Cette Assemblée offrira donc aux membres fondateurs et aux éventuels premiers adhérents un cadre démocratique pour adopter les statuts de l'organisation et désigner solennellement leurs dirigeants » a-t-il précisé David Touré.

Guinée-Bissau

Kenya

Au Kenya, l'ancien président veut être payé pour occuper sa propre maison

16/04/2024/courrierinternational.com

Uhuru Kenyatta souhaite faire de l'une de ses propriétés à Nairobi sa résidence officielle de président à la retraite. Une mesure qui obligerait l'État à lui louer sa propre maison.

Comme tous les anciens présidents kenyans, Uhuru Kenyatta, désormais retraité de ses fonctions, a droit à une série d'avantages substantiels. Parmi ceux-ci figure le droit d'occuper des bureaux officiels aux frais de l'État. Le gouvernement kenyan souhaite ainsi installer l'ancien chef d'État dans la résidence utilisée par son prédécesseur, Mwai Kibaki, jusqu'à son décès en 2022. Mais Uhuru Kenyatta ne l'entend pas ainsi.

D'après le quotidien Nation, l'ancien dirigeant souhaite faire de l'une de ses résidences privées dans la capitale, Nairobi, sa résidence officielle de président à la retraite. Pratique : "Si le souhait du président était exaucé, cela signifierait que le gouvernement lui paierait un loyer pour occuper sa propre maison", observe le quotidien kenyan.

L'idée ne plaît guère à l'exécutif. "Le gouvernement n'utilisera pas l'argent des contribuables pour lui payer un loyer pour sa propre maison. Cela constituerait un conflit d'intérêts et donc un abus de fonds publics", confie à Nation un officiel de la présidence sous le couvert de l'anonymat, ajoutant que l'ancien président devrait occuper la résidence laissée vacante depuis le décès de Mwai Kibaki "ou trouver d'autres locaux qui ne lui appartiennent pas".

Kenya to Become First African Country to Issue Sustainability-Based Bond Worth Ksh66B

Thursday, 18 April 2024/kenyans.co.ke

President Ruto's efforts to champion global climate change seem to have paid off after Kenya reached an agreement with the World Bank over the disbursement of Ksh66 billion (\$500 million) loan.

The issuance of the sustainability-linked bond will see Kenya become the first African country to float such a bond.

According to a World Bank official who spoke to Bloomberg, the bond is expected to be issued in November this year with Kenya planning to use the proceeds to cover the budget deficit.

"Kenya is the ideal country to lead the way both because of a strong commitment, but also because it's strong government policies toward sustainability," the World Bank official noted.

The World Bank official affirmed the World Bank's commitment to helping Kenya in developing the sustainability-linked framework and key performance indicators for the bond.

The finance specialist further lauded Kenya for its ambitious sustainability agenda which ranges from climate change to health and energy sectors.

A similar bond had initially been issued by Chile which raised \$2 billion last year and also Uruguay. Democratic Republic of Congo could also float a similar bond.

Kenya's Treasury Principal Secretary Chris Kiptoo who is currently attending the International Monetary Fund and World Bank Spring meeting in Washington DC, the United States similarly commented on the country's efforts to champion climate change.

The PS told the meeting that despite Kenya contributing less than 1% of global emissions, the country faces severe impacts like droughts and floods, causing a 3% GDP loss yearly, especially in agriculture, tourism, and energy.

Besides floating the sustainability-linked bond, Kenya also plans to diversify its fund pool through the issuance of new bonds such as the Japanese Samurai bond and the Chinese panda bond.

Kenya also targets Ksh130 billion from the IMF, an amount that will go into buying back part of the 2014 Eurobond that is set to mature in June this year.

The loan agreement was reached following a meeting between the country's Treasury Cabinet Secretary Njuguna Ndung'u and IMF officials.

The meeting was centered around assessing the progress of the Kenya-IMF Program under the Extended Credit Facility and the Resilient Sustainability Facility.

In February, the government announced it had paid part of the Ksh310 billion (\$2 billion) bond through the issuance of a new bond worth Ksh233 billion (\$1.5 billion).

Following the partial repayments of the loan, Kenya was left with a deficit of \$500 million that should be paid before June this year.

Lesotho

Pope Francis Transfers, Appoints Apostolic Nuncios to South Africa, Lesotho, DR Congo

16 April, 2024 /aciafrica.org

Johannesburg,

The Holy Father has appointed Archbishop Henryk Mieczysław Jagodziński, and Archbishop Mitja Leskovar as Apostolic Nuncios to South Africa and Lesotho, and the Democratic Republic of Congo (DRC) respectively.

The transfers of Archbishop Jagodziński and Archbishop Leskovar from the Apostolic Nunciatures of Ghana and Iraq, respectively, were made public by the Holy See Press Office on Tuesday, April 16.

Born in Poland in January 1969, Archbishop Jagodziński was ordained a Priest of the Catholic Diocese of Kielce in the Central European country in June 1995.

He entered the Holy See diplomatic service in 2001 and has since served in the Pontifical Representations in Belarus, Croatia, and India as well as the Vatican's Section for Relations with States in the Secretariat of State.

Assigned the Titular See Limosano at his Episcopal Consecration in July 2020, the Polish Vatican diplomat, who started his service as Apostolic Nuncio in Ghana following his appointment in May 2020 had also served as First Counsellor in Bosnia and Herzegovina and Montenegro.

In South Africa and Lesotho, Archbishop Jagodziński succeeds Archbishop Peter Bryan Wells who was transferred to the Vatican Diplomatic Mission in Thailand and Cambodia in February 2023.

Archbishop Wells had been serving as the Papal Representative in Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibia, and South Africa since February 2016.

In the latest administrative changes in Africa, the Holy Father has also filled the Apostolic Nunciature in the DRC, following his appointment of Archbishop Ettore Balestrero as Permanent Observer to the United Nations Office and Specialized Agencies in Geneva last June.

Archbishop Leskovar, the newly appointed Apostolic Nuncio in DRC, which is home to Africa's largest Catholic population, was born in January 1970 in Kranj, Slovenia.

He was ordained a Priest of Slovenia's Catholic Archdiocese of Ljubljana in June 1995.

He joined the diplomatic service of the Holy See in July 2001; he has served in various Pontifical Representations including Germany, India, and Bangladesh where he worked in the Section for General Affairs of the Secretariat of State.

The Vatican diplomat was assigned the Titular See of Beneventum at his Episcopal Consecration in August 2020 following his appointment as Apostolic Nuncio to Iraq in May 2020.

Liberia

LRA Customs Turns Over 69 Smuggled Phones To Police

Apr 17, 2024/gnnliberia.com

[Monrovia, Liberia – April 17, 2024] – The Liberia Revenue Authority (LRA), acting through its Customs Department, has turned over sixty-nine (69) pieces of assorted mobile phones that were intercepted during an attempted smuggling operation into the country.

The interception occurred at Roberts International Airport (RIA) on Saturday, April 13, where officers of the Armed Forces of Liberia (AFL) intercepted a suitcase containing the 69 pieces of assorted mobile phones brought aboard the aircraft Air-Peace SIV-107.

Prime suspect Roland Dolo Sr. and accomplices were identified as the perpetrators who attempted to smuggle the phones via a bus from the airport tarmac through an illegal exit (Golf 9) next to the Presidential Lounge.

Notably, Roland Dolo Sr. is employed as a staff and bus operator of the Justice Contractor Services Firm, an aircraft food catering company at RIA, whose bus was involved in the attempted smuggling of the mobile phones.

Customs turned over the mobile phones and suspects were promptly turned over to the Liberia National Police (LNP) on Tuesday, April 16, 2024, to facilitate an inter-agency investigation and subsequent prosecution in accordance with Liberian law.

Speaking on behalf of the Customs Department at the handover ceremony, Abel Sneh, Manager of the Customs Anti-Smuggling & Investigation Unit (ASIU), commended the vigilance displayed by the AFL officers in detecting the phones.

He also emphasized the importance of vigilance among Customs officers and joint security personnel stationed at RIA in protecting the state and facilitating international trade.

Manager Sneh reiterated that smuggling is a severe offense against the state, violating Section 1726 of the Modernized Customs Code of 2018, and punishable under Sections 12.11 and 15.80 of the Penal Law of Liberia as ‘Smuggling and Economic Sabotage.’

Manager Sneh urged members of the joint security to continue their efforts in assisting the LRA to mobilize domestic revenue for Liberia.

Libye

Libye.. La porte d'entrée de Wagner pour renforcer l'influence russe en Afrique ?
2024/04/15/fr.africanews.com

La Russie cherche à étendre son influence en Afrique, à commencer par la Libye, sous la houlette du général Andrei Avriyanov, qui a pris les rênes du groupe Wagner. Quelles en sont les répercussions sur les crises politiques et sécuritaires qui ravagent le pays ?

La Libye est devenue vulnérable à l'influence étrangère en raison des combats incessants, des rivalités politiques, du manque de démocratie et de la stagnation qui frappent le pays depuis le soulèvement de 2011, qui a permis au groupe russe Wagner de s'implanter dans ce pays depuis 2018. Dans ce contexte, un récent rapport du Royal Services Institute, un groupe de réflexion basé à Londres, a déclaré que la Russie poursuivait de plus en plus son objectif ambitieux de créer une soi-disant « entente coloniale russe » qui inclurait les pays sollicitant l'aide de Moscou au Moyen-Orient et en Afrique.

La Russie semble avoir la Libye à l'esprit à la lumière des crises politiques et militaires qui ont frappé le pays depuis le soulèvement de 2011 qui a renversé le régime de Mouammar Kadhafi. Depuis 2014, la Libye est divisée en deux administrations, l'ouest du pays étant soumis au gouvernement intérimaire d'unité nationale internationalement reconnu et dirigé par Abdul Hamid Muhammad al-Dabaiba, tandis qu'un autre gouvernement est actif dans l'est du pays dirigé par Oussama Hamad et est soutenu par la Chambre des représentants de Tobrouk. Les deux gouvernements sont soutenus par des milices locales et des puissances régionales et internationales.

La Libye bénéficie d'une situation stratégique importante sur la mer Méditerranée, possède également des réserves de pétrole parmi les plus importantes du continent africain et d'abondantes

réserves d'or. Militairement, des centaines de mercenaires affiliés au groupe militaire russe « Wagner » sont actifs en Libye depuis 2018.

Dans une interview avec DW, Tim Eaton, chercheur à l'Institut royal britannique des affaires internationales "Chatham House", a déclaré que les objectifs de Wagner en Libye "sont principalement d'obtenir indirectement des revenus pétroliers en soutenant les forces armées arabes libyennes de Haftar, mais... Il a élargi ses objectifs pour inclure la garantie de sa capacité à atteindre d'autres régions du continent africain. Il a ajouté : "On peut dire que la Libye (pour Wagner) n'est que le début du pont (des Russes vers l'Afrique)."

"Sécurité contre ressources"

Le groupe Wagner a été fondé en 2014 et est dirigé depuis des années par le millionnaire russe Eugène Prigojine. Ce dernier entretenait des relations étroites avec le président russe Vladimir Poutine avant de lancer une campagne de rébellion contre le Kremlin au milieu de l'année dernière, pour mourir deux mois après cette tentative dans un accident d'hélicoptère. Depuis lors, le groupe Wagner a été affecté au renseignement militaire russe et sa direction a été assumée par le général Andreï Avrianev, chef de « l'unité 29155 », soupçonnée d'être impliquée dans une série d'assassinats et de tentatives de déstabilisation en Europe.

"Corps africain"

En Libye, une force militaire officielle appelée « Corps africain » a été créée pour remplacer les mercenaires de Wagner. Dans une interview accordée à DW, Hajar Ali, chercheur à l'Institut allemand d'études mondiales et régionales, a déclaré qu'en "remplaçant Prigojine par quelqu'un de plus proche du régime, l'activité du groupe Wagner est devenue plus clairement liée à Moscou".

Elle a ajouté que dans le passé, le Kremlin avait des raisons de nier tout lien avec les activités de Wagner, mais que l'arrivée d'Avrianev à la tête du groupe rend cela difficile, car il est désormais devenu une extension directe des intérêts de la Russie en Afrique et au Moyen-Orient.

Conflit libyen: «Il faut absolument consolider la réconciliation avant d'aller aux élections»

le : 18/04/2024/rfi.fr

L'émissaire des Nations unies pour la Libye, Abdoulaye Bathily, a annoncé le 16 avril 2024 sa démission, estimant que l'ONU ne peut « agir avec succès » pour soutenir le processus politique face à des dirigeants qui placent « leurs intérêts personnels au-dessus des besoins du pays », en crise depuis la guerre civile de 2011. L'Union africaine (UA), à travers le Comité du haut-niveau pour la Libye présidé par le Congo-Brazzaville, insiste par la voix du ministre congolais des Affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso, sur le fait que l'organisation d'une conférence de réconciliation nationale reste « un véritable credo » malgré tout.

Avant de présenter sa démission mardi à New York, l'émissaire des Nations Unies pour la Libye a annoncé le report sine die de la conférence nationale libyenne qui devrait avoir lieu ce 28 avril à Syrte, dans le Nord de ce pays en crise depuis la guerre civile de 2011.

Dénonçant l'égoïsme et l'opportunisme des responsables politiques libyens, Abdoulaye Bathily a estimé que l'ONU ne pouvait « agir avec succès » pour soutenir le processus politique dans ces conditions.

L'Union Africaine (UA), à travers le Comité du haut-niveau pour la Libye, présidé par le Congo-Brazzaville, œuvrait de concert avec Abdoulaye Bathily pour la tenue de cette conférence. Le ministre congolais des Affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso, estime aujourd'hui que le travail continue, car il n'y a pas d'élections possible sans réconciliation préalable.

« Nous sommes obligés de ralentir en attendant que l'ONU désigne un autre représentant »

« Pour nous, à l'Union Africaine, cette conférence est un véritable credo, insiste-t-il au micro d'Houda Ibrahim. Nous considérons qu'il faut absolument consolider le processus de réconciliation, sans quoi, les élections à venir pourraient être une nouvelle source de violence. En Afrique, souvent les élections – hélas – génèrent de la violence, et à fortiori dans un pays fractionné, où les gens se regardent en chien de faïence. Dès le début, nous avons compris cela et nous en avons fait notre cheval de bataille ».

Il poursuit : « Il faut absolument consolider la réconciliation avant d'aller aux élections. Donc, ce dossier de la réconciliation est toujours sur la table. Nous sommes obligés de ralentir notre rythme de travail en attendant que les Nations unies désignent un autre représentant en Libye, puisque je considère que nous ne pouvons pas nous en passer. Mais nous continuons à travailler, à persuader, pas seulement les Libyens, mais aussi les pays et les puissances voisines qui exercent, d'une façon ou d'une autre, de l'influence sur la scène libyenne. »

Madagascar

Madagascar : le secteur privé veut donner un nouveau souffle à sa relation avec l'État

16/04/2024/rfi.fr

Le palais d'État de Iavoloha a accueilli, vendredi 12 avril, une rencontre entre le secteur privé et le président malgache, Andry Rajoelina. Il s'agit de la première rencontre depuis que le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) a élu un nouveau président fin mars.

Cette rencontre est l'occasion, pour les deux parties, dans un contexte de relance de l'économie malgache, de remettre sur la table des dossiers clefs, mais aussi d'afficher une relation de confiance pour les mois à venir. « Nous ne comptons pas en rester là », prévient d'emblée Francis Rabarijaona, tout juste élu à la tête du GEM, le 21 mars dernier.

Cette première rencontre devait d'abord instaurer un climat favorable entre l'État et les représentants du secteur privé. Des requêtes d'urgence ont également été faites au président Andry Rajoelina, comme le prolongement des tarifs préférentiels d'électricité dont bénéficient certaines entreprises dites « sensibles ». Une demande restée, pour l'heure, sans réponse. Mais le président du groupement se réjouit d'avoir obtenu d'autres engagements.

« Le président nous a rassuré sur certains points, à savoir le renforcement de la flotte de la compagnie nationale Madagascar Airlines avant la haute saison ; le lancement incessamment sous peu des grands projets hydroélectriques que nous connaissons ; et que des appels d'offres sont déjà lancés pour la réhabilitation urgente des routes nationales, la RN2 et la RN7 en priorité, car ce sont les axes économiques majeurs », a-t-il souligné.

Ces demandes ne sont pas formulées pour la première fois. Ces dernières années, le GEM n'a jamais pu obtenir des décideurs qu'elles se réalisent. Si son président se montre optimiste, pour

Rado Ratobisaona, économiste, la confiance entre le secteur privé et l'État doit encore être rétabli, vu le climat des affaires pénalisant pour nombre d'entreprises.

« Mettons tout le monde sur le même pied d'égalité dans l'exercice de ses fonctions commerciales et industrielles. Il ne faut plus de traitement de faveur au bénéfice de quelques entreprises dans certains secteurs d'activité. C'est le point de départ pour avancer dans cette quête de la relance économique de notre pays », souligne-t-il.

De son côté, le GEM espère donner, par sa nouvelle configuration, un nouveau souffle à sa relation avec les décideurs. Premier changement sur la forme seulement : à l'issue de leur rencontre, le chef de l'État et le secteur privé ont convenu d'échanger à un rythme plus soutenu, au cours de rencontres en présentiel tous les deux mois.

Des marins malgaches bloqués aux Comores depuis deux mois
le 18 avril 2024/la1ere.francetvinfo.fr

Plusieurs dizaines de marins malgaches sont bloquées aux Comores depuis février, depuis que Madagascar a annoncé la suspension des liaisons maritimes avec l'archipel pour se prémunir contre l'épidémie de choléra.

Avec l'épidémie de choléra qui sévit aux Comores, Madagascar a annoncé en février la suspension des liaisons maritimes avec l'archipel. Certains bateaux malgaches se trouvaient alors à Moroni et Anjouan. Plusieurs dizaines de marins se retrouvent bloquées, confinés à bord de leurs navires amarrés au large.

Ils ont fini par envoyer une lettre au président Andry Rajoelina. Ils expliquent être en bonne santé et lui demandent de les aider à rentrer au pays, à retourner auprès de leurs familles. Si leur navire a jeté l'ancre, les liaisons aériennes n'ont pas été fermées. Les passagers venant de zones touchées par la maladie doivent juste prendre des comprimés à leur arrivée, pour réduire le risque de développer le choléra. Du côté de la Grande île, ces mesures de prévention semblent fonctionner. Pour le moment, aucun cas n'a été officiellement détecté à Madagascar.

Malawi

U.S. Bars Four Ex-Malawi Officials From Entry Over Corruption, To Also Disallow Their Spouses
April 18, 2024/saharareporters.com

It said the decision was based on their involvement in significant corruption.

The United States has barred four former officials of the Malawi government from entry, the State Department said on Wednesday.

The United States has barred four former officials of the Malawi government from entry, the State Department said on Wednesday.

It said the decision was based on their involvement in significant corruption.

The Department of State announced on Wednesday that the public designations of former Solicitor General and Principal Secretary of Justice Reyneck Matemba, former Public Procurement and Disposal of Assets Agency Director John Suzi-Banda, former Malawi Police Service Attorney Mwabi Kaluba, and former Inspector General of the Malawi Police Service George Kainja, as generally ineligible for entry into the US, due to their involvement in significant corruption.

The State Department said Matemba, Suzi-Banda, Kaluba, and Kainja abused their public positions by accepting bribes and other articles of value from a private businessperson in exchange for awarding a government procurement contract for the Malawi Police Service.

Mali

Terrorisme: le Burkina, le Mali et le Niger mènent des opérations conjointes avec succès
15/04/2024/lanouvelletribune.info

Les forces du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont mené une série d'opérations militaires conjointes dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Le 14 avril 2024, une opération a été rapportée pour avoir ciblé et détruit des groupes terroristes ainsi que leur équipement dans la région. À en croire les autorités, cette opération a été facilitée par l'utilisation efficace de l'aviation militaire qui a identifié des véhicules ennemis en mouvement.

Précédemment, le 10 avril, une autre intervention similaire avait eu lieu dans la zone de Amalawlaw, près de Labbezanga. L'opération a résulté en la destruction d'un dépôt logistique clé et la neutralisation de plusieurs combattants. Ces opérations montrent une intensification des activités militaires visant à déstabiliser les réseaux terroristes dans cette région frontalière.

Le 13 avril, des frappes ont également été effectuées à Hourara et à Douna, affectant directement les capacités opérationnelles des groupes armés grâce à la destruction de bases logistiques importantes et de matériel de guerre selon les responsables

Une stratégie de l'Alliance

Selon les autorités, ces actions s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'Alliance des États du Sahel (AES), établie en février lors d'une réunion à Niamey, qui vise à coordonner les efforts de sécurité des trois pays. L'AES, sous la direction du général Moussa Salaou Barmou, a annoncé l'objectif de cette initiative comme étant la stabilisation de la zone des trois frontières grâce à une « sécurité partagée ».

Les opérations du 10 au 14 avril illustrent l'application pratique de cette stratégie de l'AES. Ces réussites si elles sont avérées sur le terrain sont décrites par les forces armées comme étant cruciales pour contrer la menace constante des groupes terroristes dans la région. Toutefois, l'efficacité à long terme de ces opérations conjointes et de la coopération régionale reste un sujet d'observation et d'analyse si une stratégie de réinsertion ou de limitations des recrutements dans les milieux djihadistes.

Ainsi, les activités militaires récentes entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger montrent une collaboration accrue qui pourrait jouer un rôle déterminant dans les efforts de sécurisation de la région du Sahel, une zone qui continue de faire face à de graves défis sécuritaires.

Les États-Unis annoncent une très mauvaise nouvelle à la CEDEAO : le Niger, le Mali et le Burkina Faso font planer...

18/04/2024 /Par Bamada.net

Les États-Unis par le biais de leur agence de notation Fitch Ratings ont annoncé une mauvaise nouvelle à la CEDEAO.

L'agence a annoncé dans un communiqué avoir reconduit la note "B" de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) au terme d'une évaluation publiée ce 12 avril 2024.

Assortie d'une perspective stable, cette note maintient l'institution dans la catégorie "hautement spéculatif" situé 6 crans au-dessus du défaut de paiement.

Le bras financier de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est maintenu dans cette catégorie malgré des efforts d'assainissement de son bilan.

Selon Fitch, le ratio fonds propres/total bilan de la BIDC, qui permet d'évaluer la solidité financière d'une institution, est tombé à 29 % à la fin de 2023, contre 40 % en 2021.

La solidité de l'institution a également été soutenue par la libération par certains actionnaires de leurs parts dans le capital notamment la Côte d'Ivoire et le Ghana qui ont versé un total de 29,6 millions USD (soit environ 60 milliards FCFA) à la Banque apprend-on.

La note de l'agence reflète également une amélioration de la qualité du portefeuille de la banque grâce à une meilleure gestion du risque. "Environ la moitié des prêts sont accordés à des États souverains, qui étaient tous performants à la fin de 2023", indique Fitch qui anticipe tout de même sur une décélération de la croissance du portefeuille de prêts accordé par la BIDC au sein de la CEDEAO dans les années à venir.

Cette lecture optimiste des États-Unis est, cependant, contrebalancée par l'hypothèse d'un retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la CEDEAO. Selon Fitch, ces 3 pays représentent 23% du total des prêts de la banque dont 124 millions USD (7,6 milliards FCFA) dus par les 3 gouvernements.

Bien qu'il ne soit pas certain que les trois pays concrétisent leurs intentions, Fitch estime que ce scénario pourrait affecter la performance de la banque, entraînant une augmentation des prêts improductifs.

Il faut dire que c'est le 28 janvier dernier que ces trois pays ont surpris la communauté internationale en annonçant conjointement leur retrait de la CEDEAO, optant pour l'Alliance des États du Sahel (AES).

Ce choix, motivé principalement par des considérations politiques, découle des sanctions imposées par la CEDEAO à la suite des récents coups d'État dans ces pays. Le 24 février dernier, la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO a décidé de lever ces sanctions et invité ces pays à "reconsidérer leur décision », au regard des avantages que l'appartenance à la Communauté procure à tous les États membres.

En cas de retrait, la BIDC pourrait retenir le capital versé de ces 3 pays (33 millions USD). Mais ce serait insuffisant pour couvrir le montant dû par ces derniers. Fitch n'exclut donc pas de rabaisser la note de crédit de la banque si jamais cette mesure se concrétise.

Source: yop.l-frii.com

Maroc

Alexander De Croo au Maroc à la tête d'une importante délégation belge

2024/04/15/vrt.be

Le Premier ministre Alexander De Croo (Open VLD), ainsi que les ministres Paul Van Tigchelt (Open VLD), Annelies Verlinden (CD&V), Hadja Lahbib (MR) et la secrétaire d'Etat Nicole de Moor (CD&V) effectuent une visite de deux jours au Maroc. Ils y discuteront entre autres d'une meilleure collaboration entre les deux pays sur le plan judiciaire. La délégation belge est arrivée à Rabat, capitale du Royaume du Maroc dimanche soir.

L'invitation provient du gouvernement marocain. Le gouvernement belge est appelé à participer lundi à une "Haute Commission Mixte", avec à l'agenda la collaboration entre les deux pays sur les plans culturel, commercial, politique, judiciaire et migratoire. Un des sujets importants pour la Belgique sera la reprise par le Maroc de ses ressortissants condamnés en Belgique ou qui y séjournent de manière irrégulière.

La visite ne se limite pas au niveau politique. Une trentaine d'entrepreneurs belges s'y embarque également, qui participeront mardi à une conférence à Casablanca pour un renforcement des liens commerciaux entre Bruxelles et Rabat.

Selon les chiffres de l'Agence pour le commerce extérieur, la Belgique a exporté l'an dernier pour 1,3 milliard d'euros vers le Maroc, soit une légère diminution par rapport à l'année précédente. Les exportations principales relèvent du domaine de la chimie, des métaux et des machines. Les ambitions écologiques du gouvernement marocain et le prochain Mondial de football 2030, partiellement organisé dans le royaume, offrent des perspectives nouvelles pour des entreprises de construction comme Willemen et Besix ou encore pour les grands groupes Jan De Nul et DEME.

La Sûreté de l'Etat disposera d'un officier de liaison à Rabat

La Sûreté de l'État belge disposera, d'ici l'été, d'un officier de liaison à Rabat. Le Maroc est le deuxième pays, après les Etats-Unis, où le service de renseignement belge prendra pied.

L'officier de liaison de la Sûreté de l'Etat pourra recevoir directement des informations des services de sécurité marocains sur des dossiers concernant la Belgique. Cette coopération existe déjà en principe, mais avec une personne sur le terrain, elle sera beaucoup plus directe.

Ce n'est pas un hasard si Rabat sera, après Washington, le deuxième endroit où les services de renseignement belges vont s'établir. La communauté marocaine constitue la plus grande diaspora non européenne dans notre pays, d'où l'importance de bonnes relations avec le Maroc. Se pose également la question des personnes en séjour illégal dans un contexte de criminalité liée à la drogue et de surpopulation carcérale. Environ 700 Marocains en situation irrégulière se trouvent actuellement dans des prisons belges.

Pour que ces ressortissants marocains puissent être renvoyés dans leur pays d'origine, le Maroc doit être prêt à coopérer. Ce qui a relativement bien fonctionné jusqu'en 2016, mais après les attentats de

Bruxelles et le raffut autour du pacte de Marrakech, les relations se sont détériorées et la machine s'est enrayée. Depuis novembre, des progrès ont à nouveau été enregistrés, grâce notamment au travail réalisé par le Premier ministre Alexander De Croo et le ministre de la Justice Paul Van Tigchelt. Ainsi, au cours des premiers mois de l'année, 40 condamnés marocains ont été renvoyés au Maroc, alors que sur l'ensemble de l'année 2023, il n'y en a eu que 26.

Le Premier ministre espère que la visite de la délégation belge au Maroc permettra de consolider les relations qui ont été renouées. Et s'il est encore trop tôt pour prendre des engagements fermes, sur un nombre minimum de réadmissions par an par exemple, des bases devraient être jetées pour le prochain gouvernement, estime-t-il.

Droits de l'Homme : le Maroc, un partenaire principal du Conseil de l'Europe (SG du CdE)

18 avril 2024/linformation.ma

"Le Maroc est un partenaire principal du Conseil de l'Europe" (CdE), a affirmé, récemment à Strasbourg, la secrétaire générale du Conseil, Marija Pejčinović Burić, indiquent la Délégation interministérielle aux droits de l'Homme (DIDH) et le CdE dans un communiqué conjoint.

Mme Pejčinović Burić, qui s'exprimait à l'occasion de la visite de travail, les 15 et 16 avril à Strasbourg, d'une importante délégation marocaine conduite par le secrétaire général de la DIDH, Abdelkarim Boujradi, a également fait part de "son appréciation pour le rôle de modèle que le Maroc peut jouer pour d'autres pays de la région".

Maurice

Mauritanie

Le nouveau président du Sénégal en Mauritanie pour sa première visite à l'étranger

18/04/2024/france24.com

Le nouveau chef d'État sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, est en visite officielle jeudi en Mauritanie voisine, son premier déplacement à l'étranger depuis son élection fin mars, selon les présidences sénégalaise et mauritanienne.

Le nouveau président du Sénégal a choisi la Mauritanie pour son premier déplacement à l'étranger depuis son élection fin mars. Bassirou Diomaye Faye s'est rendu jeudi 18 avril en visite officielle dans ce pays voisin.

Il est arrivé en fin de matinée dans la capitale mauritanienne Nouakchott, a constaté un journaliste de l'AFP, pour une visite d'"amitié et de travail" de quelques heures, selon les présidences.

Bassirou Diomaye Faye doit s'entretenir avec son homologue Mohamed Ould Cheikh el-Ghazouani, avant une réunion des délégations des deux pays, selon un programme communiqué par la présidence mauritanienne.

Parmi leurs dossiers communs, le Sénégal et la Mauritanie partagent le gisement de gaz naturel Grand tortue Ahmeyim (GTA), à leur frontière maritime, développé par le Britannique BP avec l'Américain Kosmos Energy, la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) et la société publique sénégalaise Petrosen.

Le début d'exploitation est prévu en fin d'année pour ce gisement sur lequel les deux voisins ouest-africains comptent pour leur développement.

Libération de pirogues sénégalaises arraisonnées en Mauritanie

Le Sénégal, lié par un accord de pêche avec la Mauritanie, dépend aussi en partie de ce pays pour son approvisionnement en poisson.

Des responsables de pêcheurs sénégalais ont demandé au président Faye de discuter avec les autorités mauritaniennes de la libération de pirogues sénégalaises arraisonnées en Mauritanie après avoir été accusées de n'avoir pas respecté la législation dans ce pays, rapporte jeudi la presse sénégalaise.

Les travaux d'un pont reliant Rosso-Mauritanie et Rosso-Sénégal, sur les deux rives du fleuve Sénégal, vital pour les échanges entre les deux pays voisins, ont par ailleurs été lancés en novembre 2021. La date d'inauguration n'a pas été indiquée.

L'opposant antisystème Bassirou Diomaye Faye, cinquième et plus jeune président du Sénégal depuis l'indépendance de ce pays en 1960, a été élu au premier tour le 24 mars, face au candidat du pouvoir, l'ex-Premier ministre Amadou Bâ. Il succède au président Macky Sall, qui n'était pas candidat après deux mandats depuis 2012.

Bassirou Diomaye Faye doit se rendre samedi en Gambie, pays enclavé dans le Sénégal à l'exception de sa façade maritime, selon un communiqué du gouvernement sénégalais publié mercredi.

SÉNÉGAL-MAURITANIE-VISITE / L'Agence mauritanienne d'information magnifie la visite du président Faye à Nouakchott – Agence de presse sénégalaise – .

18/04/2024/news.dayfr.com

Dakar, 18 avril (APS) – L'Agence mauritanienne d'information (AMI) magnifie la visite officielle du président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, à Nouakchott, soulignant que ce voyage « s'inscrit dans le long parcours de fraternité, d'amitié, solidarité et coopération entre la Mauritanie et le Sénégal ».

Des valeurs qui représentent « les expressions consécutives des liens multi-séculaires indissociables tissés par le sang, la spiritualité, la géographie, la culture, l'histoire, la frontière et la communauté de destin entre deux peuples charnellement unis par une relation unique et particulière », écrit-elle dans un communiqué. commentaire.

« La présence de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à la cérémonie d'investiture de son homologue sénégalais et le choix de ce dernier de consacrer sa première sortie hors de son pays à la Mauritanie témoignent du fort attachement de ces derniers. deux dirigeants pour redynamiser ces liens et construire de nouveaux ponts entre les deux rives du fleuve Sénégal [...]», elle dit.

Ces deux faits illustrent également leur « fort attachement » à « modeler continuellement leur coopération bilatérale sur la base d'opportunités et de perspectives pour l'aligner sur les changements et l'ouvrir, à chaque fois, à de nouveaux horizons ».

L'Agence mauritanienne d'information souligne que « les deux hommes sont animés par une volonté commune évidente d'élever la coopération bilatérale à la hauteur de l'ambition qui les habite et des projets qu'ils portent ». [...]

Ces projets, rappelle l'AMI, consistent à « construire un avenir meilleur à travers une trajectoire de développement innovante qui prend en compte l'impératif, aujourd'hui incontournable, de consolider la coopération bilatérale pour faire du couple Mauritanie-Sénégal un moteur de prospérité dans la région ».

« Acteurs majeurs de la sous-région, partageant les mêmes valeurs et animés de la même foi dans les vertus de la paix, de la démocratie et de la solidarité, la Mauritanie et le Sénégal sont plus que jamais conscients de la grande responsabilité qui les attend. C'est la responsabilité », poursuit-elle.

Namibie

La Namibie lance le premier centre de rachat et de recyclage de déchets

16 avril 2024/afrimag.net

Les autorités namibiennes viennent de lancer, dans la capitale Windhoek, le premier centre de rachat et de recyclage de déchets (WBBC), qui vise à stimuler l'économie circulaire tout en permettant aux résidents de gagner un revenu en collectant et en vendant des matériaux recyclables.

Créé dans le cadre du projet «Améliorer la gestion des déchets solides à Windhoek», financé par l'Union européenne (UE), le WBBC a pour objectif de réduire les volumes de déchets, de minimiser les effets nocifs sur l'environnement, de promouvoir le recyclage et de créer des opportunités d'emploi grâce à l'incubation de startups axées sur la réingénierie des déchets.

Faire de la Namibie un leader en gestion des déchets solides

Lors de la cérémonie de lancement qui s'est tenue ce week-end, la Maire de Windhoek, Queen Kamati, a mis l'accent sur le rôle important de ce centre dans la promotion de la gestion de l'environnement, de l'autonomisation économique et du développement communautaire.

«La création de cette installation est également conforme aux objectifs énoncés dans la stratégie nationale de gestion des déchets de 2018, qui vise à positionner la Namibie comme un leader en Afrique en termes de normes de gestion des déchets solides d'ici 2028», a-t-elle ajouté.

Pour sa part, l'ambassadrice de l'UE en Namibie, Ana-Beatriz, a fait savoir que ce projet, qui a nécessité un financement de 2,2 millions d'euros, permettra de renforcer l'économie circulaire en Namibie en atténuant les dommages environnementaux et en favorisant la croissance grâce au recyclage des déchets.

Quant à Stellio Tsaoseb, ingénieur en chef par intérim au sein de la mairie de Windhoek, il a insisté sur l'importance de renforcer la sensibilisation au tri des déchets pour préserver l'environnement,

notant que différents types de matériaux, tels que l'aluminium, le polyéthylène téréphtalate (PET) et le papier, doivent être séparés pour un recyclage efficace.

un nouveau pays africain devrait rejoindre l'OPEP+ – La Nouvelle Tribune

18/04/2024/news.dayfr.com

Un nouveau pays africain pourrait-il être sur le point de rejoindre lealliance des pays producteurs de pétrole (OPEP+) ? En effet, les représentants des pays concernés semblent s'être alignés sur le fait qu'en effet, un pays demandeur devrait être sur le point d'être accepté. Ce pays est le Namibie.

Selon certains rapports, la Namibie pourrait rejoindre le groupement de ces pays riches en pétrole, à partir de 2030. Une information confirmée par la suite par le président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie, NJ Ayuk, qui a expliqué que les pays membres de l'OPEP (qui forment, avec dix autres nations, l'OPEP+) étaient d'accord. Toutefois, rien n'est définitif à ce stade.

La Namibie, bientôt membre de l'OPEP+ ?

Une annonce qui n'est pourtant pas très surprenante. En fait, il y a quelques mois, Haitham Al GhaisSecrétaire Général de l'OPEP, s'est rendu au Nigeria à l'occasion d'une grande conférence, également dans le but de rencontrer le Ministre namibien des Mines et de l'Energie, Tom Alweendo. Mais pourquoi un tel intérêt, si soudainement ? En effet, la Namibie n'a jamais vraiment fait partie du paysage des grands producteurs mondiaux de pétrole.

Un nouveau pays africain pourrait-il être sur le point de rejoindre lealliance des pays producteurs de pétrole (OPEP+) ? En effet, les représentants des pays concernés semblent s'être alignés sur le fait qu'en effet, un pays demandeur devrait être sur le point d'être accepté. Ce pays est le Namibie.

Selon certains rapports, la Namibie pourrait rejoindre le groupement de ces pays riches en pétrole, à partir de 2030. Une information confirmée par la suite par le président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie, NJ Ayuk, qui a expliqué que les pays membres de l'OPEP (qui forment, avec dix autres nations, l'OPEP+) étaient d'accord. Toutefois, rien n'est définitif à ce stade.

La Namibie, bientôt membre de l'OPEP+ ?

Une annonce qui n'est pourtant pas très surprenante. En fait, il y a quelques mois, Haitham Al GhaisSecrétaire Général de l'OPEP, s'est rendu au Nigeria à l'occasion d'une grande conférence, également dans le but de rencontrer le Ministre namibien des Mines et de l'Energie, Tom Alweendo. Mais pourquoi un tel intérêt, si soudainement ? En effet, la Namibie n'a jamais vraiment fait partie du paysage des grands producteurs mondiaux de pétrole.

Tout simplement parce que les géants qui sont TotalEnergies Et Coquille confirmé avoir découvert, il y a quelques années, d'importants gisements d'or noir. Les gisements, actuellement à l'étude, devraient entrer en production à partir de 2030. Certaines sources évoquent jusqu'à 3 milliards de barils de brut récupérables. C'est pourquoi cette date butoir a été annoncée par le groupe des pays producteurs.

Des gisements découverts sur tout le territoire

Et les gisements offshore ne sont pas les seuls concernés. En effet, du pétrole a été découvert sur les terres namibiennes. De ce fait, il y a toutes les chances pour que le pays devienne, d'ici quelques années, l'un des principaux concurrents du Nigeria ou laAlgérie dans cette affaire. L'intégration du pays au sein duOPEP+ pourrait lui permettre d'avoir encore plus de légitimité.

Niger

Niger: manifestation pour demander le départ des soldats américains

14/04/2024/sudinfo.be

La manifestation était initiée par Synergie, un regroupement d'une dizaine d'associations soutenant le régime arrivé au pouvoir par un coup d'Etat le 26 juillet 2023, et des organisations musulmanes locales.

Plusieurs figures du régime militaire ont assisté à ce rassemblement devant le siège de l'Assemblée nationale, dans le centre de Niamey.

De nombreux étudiants étaient présents dans la foule qui scandait «A bas l'impérialisme américain», «vive l'AES (Alliance des États du Sahel — Mali, Burkina, Niger)» ou «la libération du peuple est en marche».

Des drapeaux burkinabé, malien, nigérien et russe étaient visibles dans la manifestation.

Depuis le coup d'Etat du 26 juillet, le régime nigérien s'est rapproché de ses voisins burkinabè et malien, également gouvernés par des militaires. Les trois pays ont par ailleurs tourné le dos à la France et raffermi leurs liens avec la Russie. Mercredi, une centaine d'instructeurs russes sont arrivés à Niamey. Le Niger a réceptionné sa première livraison de matériel militaire russe dans le cadre de sa nouvelle coopération sécuritaire avec la Russie.

Le Président de la Transition du Mali finalise un accord de partenariat avec le Niger pour la vente de 150 millions de litres de gasoil

18/04/2024/bamada.net

Le Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé une audience, ce mardi 16 avril 2024 à Koulouba, à une délégation de la République du Niger, conduite par M. Mahaman Moustapha BARKE, Ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie. L'objet de cette rencontre était la finalisation d'un accord de partenariat visant la vente de 150 millions de litres de gasoil au Mali.

À l'issue de l'audience, le Ministre nigérien du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, M. Mahaman Moustapha BARKE, a exprimé sa gratitude envers les autorités de la Transition pour leur engagement en faveur du développement du Mali et de la sous-région, à travers l'Alliance des États du Sahel (AES). Il a également souligné que lors de cette rencontre, le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA a exprimé sa reconnaissance envers son homologue nigérien, le Général Abdourahamane TIANI, pour l'envoi d'une délégation de haut niveau au Mali en vue de la signature de cet accord de partenariat.

Le Président GOÏTA a par ailleurs encouragé les Ministres de l'Énergie des deux pays à travailler de concert pour renforcer l'intégration et a appelé à une plus grande cohésion communautaire. Le Ministre BARKE a précisé que ces carburants seront destinés à la société Énergie du Mali (EDM-SA) pour alimenter les différentes centrales électriques du pays. « Le Mali est un pays frère et ami. L'année écoulée, il y a eu une première phase portant sur 22 millions de litres. Nous avons d'abord fait le point de la situation de ce contrat notamment sur les difficultés dans son exécution et comment les éviter maintenant », a indiqué le ministre BARKE. « Nous travaillons ensemble pour

faciliter l'acheminement de ces 150 millions de litres de gasoil au Mali dans les meilleures conditions et dans les plus brefs délais », a-t-il promis.

Cette entente marque une étape importante dans le renforcement des relations énergétiques entre le Mali et le Niger, témoignant ainsi de la volonté des deux nations de coopérer étroitement pour le bien-être de leurs populations respectives.

Nigeria

Le Nigeria confronté à une inflation de 33,2%, la plus élevée depuis 1996

2024/04/16/fr.africanews.com

D'après les données les plus récentes du Bureau national des statistiques, l'inflation au Nigeria a grimpé à un niveau inédit en mars. Malgré les hausses de taux de la banque centrale visant à freiner sa progression, l'inflation a grimpé à 33,20% en glissement annuel, marquant le 15e mois consécutif de hausse, contre 31,70% en février.

Cette flambée inflationniste n'a pas été observée depuis le début de l'année 1996, plongeant des millions de personnes dans la difficulté pour répondre à leurs besoins fondamentaux.

Les aliments et les boissons non alcoolisées ont été les principaux contributeurs à cette augmentation, avec une inflation alimentaire atteignant 40,01% d'une année sur l'autre, contre 37,92% le mois précédent.

Ces pressions sur les prix sont en grande partie attribuables aux réformes mises en œuvre par le président Bola Tinubu, notamment la suppression de la subvention coûteuse sur l'essence et la dévaluation à deux reprises de la monnaie nationale, le naira. En réponse à cette crise, le gouvernement a récemment augmenté les tarifs d'électricité pour les gros consommateurs d'énergie, cherchant ainsi à réduire sa dépendance aux subventions qui ont lourdement pesé sur les finances publiques.

Pour atténuer l'impact sur les ménages vulnérables, le gouvernement a entrepris de distribuer 42 000 tonnes de céréales telles que le maïs, le sorgho et le millet.

Malgré ces mesures, la banque centrale a relevé les taux d'intérêt deux fois cette année pour tenter de maîtriser les pressions sur les prix, espérant une modération de l'inflation à partir de mai.

Amnesty International : Shell a détruit des moyens de subsistance au Nigeria

2024/04/18/leconomistemaghrebin.com

Le géant britannique de l'énergie Shell ne devrait pas être autorisé à vendre ses actifs terrestres au Nigeria tant qu'il n'aura pas résolu correctement les dommages environnementaux causés par des décennies de marées noires dans la région du Delta du Niger. C'est ce qu'a déclaré aux médias le défenseur des droits de l'Homme, Isa Sanusi.

M. Sanusi, directeur d'Amnesty International dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, accuse le gouvernement nigérian d'être resté les bras croisés et de n'avoir rien fait pendant que Shell détruisait des milliers de moyens de subsistance à cause de la pollution pétrolière, un problème qui persiste depuis plus d'un demi-siècle.

« Ce dont nous parlons est l'héritage de décennies remontant aux années 1960 et jusqu'à aujourd'hui. Un héritage de dévastation, de destruction des moyens de subsistance, de déversements après déversements de pétrole dans... l'océan. Et de nombreux autres dommages qui ont affecté tout le cycle de vie de ces personnes », a-t-il déclaré.

La multinationale européenne opère depuis plus de 80 ans dans ce qui est aujourd'hui la plus grande économie d'Afrique, faisant face à de multiples controverses et catastrophes environnementales, ayant été pionnière dans l'industrie pétrolière et gazière du pays en 1937.

En janvier 2024, la société, impliquée dans de longues batailles juridiques concernant la pollution de l'environnement, a annoncé avoir conclu un accord avec Renaissance Group, un consortium de cinq sociétés, pour vendre ses actifs au Nigeria dans le cadre d'un accord d'une valeur de 2,4 milliards de dollars.

Des groupes de défense des droits humains, dont Amnesty International, exigent que le gouvernement nigérian, qui doit approuver la vente, veille à ce que Shell s'engage clairement à lutter contre « l'injustice environnementale ».

“Le gouvernement n'a pas fait ce qu'il fallait au fil des ans. Et c'est pourquoi nous craignons que cette transaction n'aboutisse. A moins que nous n'en parlions davantage et que nous n'attirions l'attention de la communauté internationale et de tout le monde sur le fait qu'il existe un passif”, a déclaré M. Sanusi.

Ouganda

Ici le monde : l'Ouganda, terre hostile pour la communauté LGBTQIA +
14 avr. 2024 /rtbf.be

Cette semaine, dans Ici Le Monde, focus sur l'Ouganda d'abord. La Cour constitutionnelle a refusé d'abroger la loi de 2023 portant sur la répression de l'homosexualité. Cette loi continue de criminaliser l'homosexualité et "la promotion" de l'homosexualité. Cette décision a des conséquences désastreuses sur la communauté LGBTQIA + en Ouganda, dont l'augmentation du nombre d'agressions. Sira Inchusta Carrillo, coordinatrice orientations sexuelles et identités de genre pour Amnesty international Belgique, nous parle de ces répercussions, et des autres pays où les droits des LGBTQIA + sont bafoués, notamment en Russie mais aussi en Europe.

Ouganda : une loi contre l'homosexualité

L'Ouganda a fait passer une loi en 2023 qui réprime l'homosexualité, une loi votée au parlement à la majorité, et promulguée par le président, Yoweri Museveni. Ce texte vise à maintenir une forme de criminalisation, déjà fort présente dans ce pays d'Afrique de l'Est, de l'homosexualité. La loi, appelée "loi anti-homosexualité 2023", prévoit aussi la peine de mort en cas "d'homosexualité aggravée", c'est-à-dire des rapports sexuels entre personnes du même sexe (comme écrit dans la loi), si une des deux personnes est handicapée, ou a moins de 18 ou plus de 75 ans. Cette condamnation de peine de mort n'est cependant plus appliquée en Ouganda depuis de nombreuses années.

Ces conditions restent très larges et sont susceptibles d'être surinterprétées par les autorités, avec objectif de réprimer toutes les pratiques liées à l'homosexualité. Cette législation, votée en mai 2023, a indigné l'Onu et des organisations de défense des droits humains, et entraîné des sanctions américaines envers ce pays d'Afrique de l'Est. Il y a quelques semaines, sur impulsion de militants LGBTQIA +, un recours a été introduit à la Cour constitutionnelle pour supprimer toute cette loi, mais celle-ci a refusé d'abroger cette loi, même si certaines dispositions ont été supprimées.

Et depuis, les homosexuels du pays vivent dans la peur, avec une augmentation de la violence à leur égard, comme l'explique Sira Inchusta Carrillo, coordinatrice orientations sexuelles et identités de genre pour Amnesty International en Belgique francophone : "Il y a non seulement une recrudescence de la violence policière à l'égard de la communauté, mais aussi de la violence sociétale. Avec cette loi, les citoyens et citoyennes sont encouragés à dénoncer leurs voisins s'ils les soupçonnent d'être homosexuels".

Par ailleurs, la loi prévoit également la fin de la "promotion" de l'homosexualité : il est donc même interdit d'en parler. "Cela a un impact très fort sur la prévention de certaines maladies sexuellement transmissibles. Le VIH, notamment. Et puis, c'est un frein complet à l'information. Les jeunes homosexuels du pays n'ont plus accès aux ressources nécessaires, aux espaces pour se confier", ajoute Sira Inchusta Carrillo.

L'Ouganda n'est pas le seul pays du continent africain à criminaliser l'homosexualité. En tout, selon les chiffres donnés par Amnesty International, 31 pays ont des lois similaires.

L'Ouganda demande un prêt de 117,6 millions de dollars pour des travaux de voirie

18 avril 2024/fr.apanews.net

Le gouvernement ougandais a formulé une demande de prêt de 117,26 millions de dollars américains (soit 446,7 milliards de shillings ougandais) à la Standard Chartered Bank pour financer la construction de la route Kitgum-Kidepo.

Lors de la séance plénière du jeudi 18 avril 2024, le ministre d'État aux finances, à la planification et au développement économique (planification), Amos Lugoloobi, a présenté cette demande.

La présidente Anita Among a souligné l'importance de l'amélioration des routes touristiques à travers le pays pour stimuler les revenus du secteur touristique. Elle a déclaré que l'approbation de ce prêt serait bénéfique pour la région nord du pays en stimulant le tourisme.

Elle a également exprimé des inquiétudes quant à la durée prolongée du processus d'approbation du prêt, qui a dépassé un an et demi, entraînant des frais supplémentaires tels que les commissions d'engagement.

Le procureur général, Kiryowa Kiwanuka, a admis cette préoccupation, expliquant que les retards étaient parfois nécessaires pour obtenir des informations précises garantissant l'efficacité du projet.

Le ministre d'État aux travaux publics, Musa Ecweru, a souligné le défi posé par les conceptions routières obsolètes résultant des retards.

Lugoloobi a mentionné des préoccupations sérieuses concernant l'évaluation de la chaîne de valeur de l'acquisition des prêts, le processus d'approbation, la mise en œuvre et l'évaluation de la performance.

La présidente Among a renvoyé la proposition à la commission de l'économie nationale pour examen.

Parallèlement, le ministre a également présenté au Parlement une demande supplémentaire de 1 106 milliards de shillings ougandais.

Ce programme de dépenses supplémentaires n° 2 pour l'exercice 2023/24 a été soumis conformément à la loi sur la gestion des finances publiques (amendement) (2015). Il stipule que le total des dépenses supplémentaires ne doit pas dépasser 3 % du budget total sans l'approbation du Parlement.

La liste des dépenses supplémentaires a été renvoyée à la commission du budget pour examen.

Rwanda

Rwanda : les créanciers du génocide

mardi 16 avril 2024 /pressegauche.org

Trente ans après le début du génocide des Tutsis au Rwanda, les débats resurgissent légitimement sur les responsabilités des différents acteurs dans cette tentative de destruction d'un peuple. C'est en particulier le cas concernant la France, dont de nombreuses enquêtes ont démontré le rôle dans le soutien aux génocidaires, avant et après les quelques semaines où furent assassinées entre 800 000 et un million de personnes.

Tiré du site de la revue Contretemps.

Mais dans ces débats, le rôle des bailleurs de fonds internationaux n'est jamais mentionné. Dans cet article, Éric Toussaint, porte-parole et un des fondateurs du réseau international du Comité pour l'Abolition des Dettes illégitimes (CADTM), tente d'éclairer la nature de leurs responsabilités. Pour un autre éclairage sur le génocide des Tutsis au Rwanda, on pourra aussi lire sur notre site cet article de Jean Nanga.

Retour sur le génocide de 1994

A partir du 7 avril 1994, en l'espace de moins de trois mois, près d'un million de Rwandais – le chiffre exact reste à déterminer – sont exterminés parce qu'ils et elles sont Tutsis ou supposés tels. Il faut y ajouter plusieurs dizaines de milliers de Hutus. Ce sont des opposants politiques au régime en place ou des personnes qui refusent ou pourraient refuser de prêter leur concours au génocide. Avant celui-ci, la population était estimée à environ 7,5 millions.

La comparaison avec le génocide des juifs et des tziganes par le régime nazi est pleinement justifiée. Il y a bien certaines différences : le nombre absolu de victimes (6 millions de juifs ont été exterminés par les nazis), les moyens mis en œuvre (les nazis ont conçu et utilisé des moyens industriels pour appliquer la solution finale).

Mais il y a bien eu génocide c'est-à-dire la destruction planifiée d'une collectivité entière par le meurtre de masse ayant pour but d'en empêcher la reproduction biologique et sociale.

Les politiques mises en œuvre par les institutions financières multilatérales

Il est fondamental de s'interroger sur le rôle des bailleurs de fonds internationaux. Ma thèse, c'est que les politiques imposées par les institutions financières internationales, principaux bailleurs de fonds du régime dictatorial du général Juvénal Habyarimana, ont accéléré le processus conduisant au génocide. Généralement, l'incidence négative de ces politiques n'est pas prise en considération pour expliquer le dénouement dramatique de la crise rwandaise. Seuls quelques auteurs mettent en évidence la responsabilité des institutions de Bretton Woods (e. a. Chossudovsky, 1994 ; Chossudovsky et Galand, 2004). Celles-ci refusent toute critique à ce sujet.

Au début des années 1980, quand éclata la crise de la dette du Tiers Monde, le Rwanda (comme son voisin, le Burundi) était très peu endetté. Alors qu'ailleurs dans le monde, la Banque mondiale et le FMI abandonnaient leur politique active de prêts et prêchaient l'abstinence, ils adoptèrent une attitude différente avec le Rwanda : ces institutions se chargèrent de prêter largement au Rwanda. La dette extérieure du Rwanda a été multipliée par vingt entre 1976 et 1994. En 1976, elle s'élevait à 49 millions de dollars ; en 1994, elle représentait près d'un milliard de dollars. La dette a surtout augmenté à partir de 1982. Les principaux créanciers sont la Banque mondiale, le FMI et les institutions qui y sont liées (nous les appellerons les IFI, Institutions Financières Internationales). La Bm et le FMI ont joué le rôle le plus actif dans l'endettement. En 2001, les IFI détenaient 87 % de la dette extérieure rwandaise. En 2019, 25 ans après le génocide, les dettes du Rwanda à l'égard des IFI ont plus que triplé

Royaume-Uni : le projet de loi d'expulsion des migrants clandestins vers le Rwanda de nouveau devant le Parlement

2024/04/16/lemonde.fr

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, espère obtenir un vote final sur ce texte concernant les demandeurs d'asile après des mois d'un débat parlementaire tendu.

Le projet de loi controversé du gouvernement conservateur britannique visant à expulser des demandeurs d'asile au Rwanda est revenu lundi 15 avril devant le Parlement, le premier ministre, Rishi Sunak, espérant désormais obtenir un vote final sur ce texte après des mois d'un débat parlementaire tendu.

L'enjeu est de taille pour Rishi Sunak, qui a fait de cette loi le symbole de sa politique migratoire. Son ambition est d'affréter les premiers avions à destination du Rwanda au printemps, à quelques mois de législatives pour lesquelles les tories sont donnés perdants. Les conservateurs espèrent ainsi décourager les migrants clandestins d'arriver illégalement dans le pays en traversant la Manche sur des embarcations de fortune.

Le projet de loi, d'abord voté par la chambre basse du Parlement, a été ensuite adouci par la Chambre des lords, très critique sur le texte, entraînant une phase dite de « ping-pong » entre les deux chambres, qui doivent désormais se mettre d'accord.

Les débats interrompus pendant la pause pascale ont repris lundi en fin de journée à la Chambre des communes, où les conservateurs sont largement majoritaires et ont rejeté les amendements proposés par les Lords.

Forte augmentation des traversées de la Manche

« Cette semaine, le Parlement a l'opportunité de voter une loi qui sauvera les vies de ceux qui sont exploités par les réseaux de passeurs », avait fait valoir un peu plus tôt le porte-parole du premier ministre, estimant « qu'on ne peut continuer avec le statu quo ».

Le nombre de personnes ayant traversé clandestinement la Manche à bord de petites embarcations a augmenté de 41,7 % au premier trimestre 2024 par rapport au premier trimestre 2023, atteignant un niveau record.

Au total, 6 203 personnes ont effectué la traversée depuis le début de janvier selon un décompte de l'Agence France-Presse à partir des chiffres officiels, dont 534 pour la seule journée de dimanche, un record depuis le début de l'année.

Initialement conclu sous Boris Johnson il y a près de deux ans, le projet d'expulser des migrants vers le Rwanda n'a jamais été mis en œuvre. Le texte en cours d'examen au Parlement vise à répondre aux conclusions de la Cour suprême, qui a jugé le projet illégal. Il définit notamment le Rwanda comme un pays tiers sûr.

Le Rwanda se présente comme l'un des pays les plus stables du continent africain, mais le président, Paul Kagame, est accusé de gouverner dans un climat de peur, étouffant la dissidence et la liberté d'expression.

Acquisition de concession arable à Brazza par le Rwanda : une arme de destruction économique aux portes de Kinshasa (Analyse d'André-Alain Atundu)

18.04.2024/mediacongo.net

Lorsqu'il y a deux ans, le Rwanda acquis une grande concession de terre arable au Congo-Brazza, moyennant contrepartie financière sans doute, l'opinion congolaise s'en est ému, et même, la classe politique, y voyant un leurre de Kagame pour attaquer Kinshasa à l'instar de l'opération aéroportée sur Kitona et à la Tshangu. Aujourd'hui encore, l'opinion congolaise, dans son ensemble, partage largement cette idée au point de s'en prendre sans juste et valable cause au Président Sassou pour complicité avec le Rwanda contre la République Démocratique du Congo.

Une approche plus subtile et plus stratégique permet d'aboutir à une conclusion différente, tant cette hypothèse présente des risques énormes au plan international et même de guerre entre Brazzaville et Kinshasa. En vrai stratège, Kagame ne peut mener une initiative aussi contreproductive pour lui et le Rwanda. La réalité et la finalité de cette opération économique semble autre. Considérant Kinshasa, avec ses plus de 10 millions d'habitants, comme à la fois un marché porteur et le ventre mou du Régime Tshisekedi, Kagame a fait cet investissement gigantesque pour être pourvoyeur, par dérivation, du marché kinois. Une véritable arme biologique à la porte de Kinshasa capable d'asphyxier, à la longue et à volonté, le régime Tshisekedi et ses successeurs.

Après les missiles militaires installés dans l'Est du territoire congolais, Kagame installe ainsi, en toute indifférence, un véritable missile bio économique de destruction massive, capable d'asphyxier Kinshasa et donc d'affaiblir le pouvoir de Tshisekedi. Véritable projet d'assassinat social et politique par fragmentation. Au lieu de nous plaindre et d'incriminer sans juste et valable cause, les Dirigeants du Pays devraient pratiquer d'intelligence économique pour parer à cette éventualité. Il serait donc temps de réveiller la ceinture verte autour de Kinshasa pour rendre la Capitale autonome et indépendante. Voilà un élément concret et pertinent qui donne sens et consistance au projet de développement à la base à partir de 145 Territoires. L'interconnexion entre ces Territoires permettra au Congo d'être un marché unique et intégré à l'abri des caprices ou d'aléa d'importation des produits pour nourrir les populations de la Capitale et de l'intérieur du Pays.

Dans cet ordre d'idées, l'introduction, au sein du Gouvernement, d'un ministère nouveau et innovant, comme le Ministère du Commerce Intérieur, serait un pas vers la bonne direction. Ce qui aura pour effet, de diminuer le chantage du Rwanda et les pressions de la Communauté

Internationale sur Tshisekedi et la République Démocratique du Congo pour un retrait sans conditions des troupes rwandaises, malgré l'avis contraire de la Communauté Internationale et pour l'intégration, c'est-à-dire l'infiltration officialisée de ses complices dans le système de gouvernance, d'administration et de défense du Pays. Ce serait une façon efficace de désamorcer ab ovo la bombe à retardement de Kagame.

São Tomé-et-Principe

Violences faites à la femme : des jeunes africains formés sur les droits des femmes et des jeunes filles

Jeudi 18 avril 2024/actualite.cd

La Synergie des jeunes Africains pour la consolidation de la paix et la sécurité, section São Tomé et Principe, a organisé, à l'intention des jeunes Africains, membres de la Synergie, une conférence débat sur les violences faites à la femme et à la jeune fille le 14 avril 2024. Cette conférence s'est tenue en présentiel dans la salle Reine de São Tomé et en visioconférence, pour permettre à tous les membres de 30 pays dont la RDC d'y participer.

Chris Muakuya Ngal, président de la Synergie, a ouvert ces assises en invitant les jeunes à s'engager activement dans le maintien de la paix et le développement durable, car, dit-il, les jeunes constituent l'espoir et sont des partenaires importants pour le développement d'une communauté.

Après un débat et des échanges sur les sévices que connaissent les femmes en Afrique et dans le monde, les participants ont été appelés à réaliser des campagnes de sensibilisation des communautés sur les droits des femmes et des jeunes filles, à soutenir les victimes des violences en créant un espace où les accueillir et à assurer leur accompagnement pour faciliter leur réinsertion sociale.

La mise en application de ces résolutions sera précédée d'une formation de ces jeunes sur les droits des femmes et des jeunes filles pour les outiller à mieux former à leur tour les communautés, a relevé Chris Ngal, fondateur de cette organisation régionale et internationale.

Ce débat a été animé par Vera Cravid, procureure générale adjointe, spécialiste des droits des femmes et des enfants à São Tomé et Principe.

L'activité a connu la participation de plus de 30 jeunes filles et garçons engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants.

Sénégal

SENEGAL-PRESSE-REVUE / Les quotidiens commentent la première sortie officielle de Bassirou Diomaye Faye

16 avril 2024/aps.sn

Dakar, 16 avr (APS) – La livraison de mardi de la presse quotidienne traite surtout de la visite du président de la République, Bassirou Diomaye Faye, auprès des guides religieux de Touba (centre)

et de Tivaouane (ouest), lundi, pour sa première sortie officielle depuis sa prise de fonction, le 2 avril.

Dans ces deux villes, capitales des principales confréries musulmanes du Sénégal, le chef de l'État "rassure et promet", note Le Soleil. Le journal précise que Bassirou Diomaye Faye a été reçu à Touba par le khalife général des mourides, dans la grande concession de ce dernier.

Dans le cadre de cette "visite de courtoisie", précise WalfQuotidien, le président de la République a ensuite été reçu à Tivaouane par Serigne Babacar Sy Mansour, le khalife général des tidjanes. "C'est une opération de communication doublée d'une symbolique forte", souligne le journal Le Quotidien en parlant de ces visites présidentielles.

M. Faye "est entré en bon 'talibé' (disciple) chez le khalife, les pieds nus, en signe de respect et de considération", détaille le quotidien L'info avant de rapporter des propos de Bassirou Diomaye Faye : "Je suis très honoré de venir en visite à Touba en tant que président de la République, disciple et fils."

"Touba et Tivaouane inaugurent les sorties du cinquième président du Sénégal hors de Dakar", note Sud Quotidien, lequel considère qu'il "clone Abdoulaye Wade et Macky Sall", ses derniers prédécesseurs.

"À la tête d'une délégation restreinte", Bassirou Diomaye Faye a été reçu d'abord à Touba, puis à Tivaouane, écrit Sud Quotidien, Vox Populi notant que le nouveau chef de l'État "perpétue les usages" en allant "marquer son respect envers les khalifes Serigne Mountakha Mbacké et Serigne Babacar Sy Mansour".

"Des concertations, entre nous, ne sauraient manquer. Nous devons toujours vous consulter avant de poser un acte, solliciter vos prières et recueillir vos avis, dans l'intérêt de toutes les populations", a déclaré le président de la République, cité par Vox Populi.

Touba et Tivaouane "prient pour Bassirou Diomaye Faye"

"Réserver les premières sorties publiques du président de la République à Tivaouane et à Touba traduit une volonté de rupture avec l'élite occidentale", écrit EnQuête.

Il interroge à ce sujet Kalidou Sy, enseignant-chercheur à l'université Gaston-Berger de Saint-Louis (nord), dont l'analyse sonne comme un rappel à la réalité : "Le président de la République appartient à une société et ne peut être en déphasage avec les règles éthiques et coutumières de notre pays", soutient l'universitaire.

"Dans un pays où les positions politiques des chefs religieux ont été très décriées ces dernières années, la nouvelle posture du nouveau régime à l'égard des foyers religieux [était] très attendue", fait observer le quotidien L'As.

Bès Bi Le Jour parle d'une visite "sobriété et religieuse", Source A affichant, sur le même sujet : "Cordialité XXL au menu".

Libération retient que "Touba et Tivaouane adoucent Bassirou Diomaye Faye". Un titre qui renvoie dans une certaine mesure à celui du quotidien Les Échos : "Touba et Tivaouane bénissent et prient pour Bassirou Diomaye Faye."

“Les khalifes des deux villes saintes le couvrent de présents. Saint Coran, natte de prière et chapelet remis au chef de l’État”, ajoute Les Échos. De son côté, le président Bassirou Diomaye Faye “s’est engagé à résoudre les problèmes d’eau et d’assainissement de la cité religieuse” de Touba, rapporte L’As.

“Rationalisation”

Dans ses échanges avec Tivaouane, “il a promis de poursuivre la modernisation des cités religieuses”, ajoute le même journal.

“Des promesses faites à Serigne Mountakha Mbacké et recueillement à la zawiya Seydi Hadji Malick Sy”, résume le quotidien Tribune, avant d’évoquer, à son tour, les “engagements” pris par M. Faye au cours de ses visites.

Le quotidien Kritik’, un peu à contre-courant, ramène ses lecteurs à la politique en s’intéressant au choix des collaborateurs des membres du nouveau gouvernement. “Les ministres sous la coupe réglée du PM (le Premier ministre)”, titre-t-il.

“Les 25 ministres du nouveau gouvernement ont du pain sur la planche mais peu de marge de manœuvre, surtout dans le choix des collaborateurs qui devront constituer le cabinet autour du titulaire du poste ministériel”, écrit Kritik’.

Et d’ajouter : “Directeurs de cabinet, DAGE (directeurs de l’administration générale et de l’équipement) et SG (secrétaires généraux) seront soumis au contrôle strict du chef du gouvernement, qui appréciera la tronche et le parcours des profils qui lui seront soumis.”

“Avec un premier gouvernement de 25 ministres, le président Bassirou Diomaye Diakhar Faye fait dans la rationalisation”, note L’Observateur, selon lequel plusieurs portefeuilles “ont été réunis dans un seul ministère”. “De quoi faire douter [de] l’efficacité d’un seul ministre pour coordonner tout cela”, poursuit le même journal.

Seychelles

Sierra Leone

Présumé coup d’Etat manqué en Sierra Leone : un suspect arrêté à Conakry puis extradé
16 avril 2024/guinee28.info

L’un des suspects du présumé coup d’Etat manqué en Sierra Leone le 26 novembre 2023 a été arrêté à Conakry puis remis aux autorités sierra léonaises, a-t-on appris.

Il s’agit du coordinateur régional du principal parti d’opposition, l’All People’s Congress, Abubakarr Boxx Konteh connu sous le nom de DJ Boxx.

Il aurait été arrêté le 23 mars dernier à l’aéroport international de Conakry, alors qu’il s’apprêtait à prendre un vol pour le Sénégal, puis extradé en Sierra Leone le 12 avril comme le montre une vidéo publiée sur les réseaux sociaux.

DJ Boxx est également poursuivi dans son pays pour son implication présumée dans le trafic de substances illicites, notamment la dangereuse drogue Kush.

Cependant, interrogé par VOA, Ahmed Sesay, un membre de sa famille dénonce son arrestation qui selon lui s'apparente à une chasse aux sorcières visant les opposants du régime de Maada Bio.

Somalie

Somalie : libération de l'équipage et du navire bangladais

17/04/2024/msn.com

Un navire saisi par des pirates au large des côtes somaliennes a été libéré avec son équipage après plus d'un mois.

La force de sécurité maritime de l'Union européenne a déclaré lundi que l'opération ATALANTA était parvenue à faire libérer les 23 membres d'équipage du cargo MV Abdullah, battant pavillon du Bangladesh, après 32 jours de captivité.

Les circonstances dans lesquelles le navire a été libéré n'ont pas été précisées dans l'immédiat.

L'opération ATALANTA suit le navire depuis qu'il a été arraisonné le 12 mars dans l'océan Indien, à près de 1 100 kilomètres à l'est de Mogadiscio, la capitale de la Somalie.

Vingt assaillants armés ont pris le contrôle du navire alors qu'il se rendait de Maputo, la capitale du Mozambique, à Hamriya, aux Émirats arabes unis, selon Ambrey, une société britannique de sécurité maritime.

Le navire appartient à la société bangladaise SR Shipping Lines, entreprise sœur du Kabir Steel and Rolling Mill Group, basé à Chattogram, a déclaré Mizanul Islam, conseiller média de la société, à la presse locale au Bangladesh.

La piraterie qui sévissait autrefois au large des côtes somaliennes a diminué après avoir atteint un pic en 2011, mais les inquiétudes concernant de nouvelles attaques se sont accrues au cours des derniers mois.

Le navire saisi par des pirates au large des côtes somaliennes le 12 mars dernier a été libéré avec son équipage après plus d'un mois.

Soudan

Soudan. Au moins 25 civils tués dans des affrontements dans une ville du Darfour

17/04/2024/francelive.fr

Des affrontements entre l'armée soudanaise et les paramilitaires ont tué au moins 25 civils dans la ville d'El Fasher, dans le Darfour. Jusqu'ici épargnée par les combats, la ville accueille de nombreux réfugiés.

Des affrontements entre l'armée soudanaise et les paramilitaires ont tué au moins 25 civils à El Fasher, ville du Darfour-Nord, longtemps épargnée par les combats, et où vivent de nombreux réfugiés, a affirmé mardi 16 avril 2024 un comité d'avocats pro-démocratie.

La ville et les villages environnants ont subi plusieurs jours de « bombardements arbitraires et de frappes aériennes », selon Emergency Lawyers, qui documente les atrocités commises contre les civils depuis le début de la guerre, il y a un an, entre l'armée et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR).

La patronne du FMI s'inquiète de la situation "terrible" au Soudan et au Yémen

Jeudi, 18 avril 2024 /french.ahram.org.eg

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, s'est inquiétée jeudi, lors d'une conférence de presse, de la situation qu'elle juge "terrible" au Yémen et au Soudan, tous deux confrontés à une intense guerre civile.

"Lorsque vous avez des guerres qui attirent toute l'attention, comme celle en Ukraine ou à Gaza, elles éclipsent la souffrance et les difficultés qui se manifestent ailleurs mais soyez certains que pour le Fonds, l'ensemble de nos membres ont le droit à notre soutien et notre attention, quelle que soit la difficulté des conditions", a insisté Mme Georgieva.

Plus largement, la patronne du Fonds a cependant souligné la "résilience" du Proche et Moyen Orient, pour lesquels le FMI doit publier son rapport régional actualisé dans la journée, malgré l'impact de la guerre à Gaza et les attaques des Houthis yéménites sur le trafic maritime en Mer Rouge.

"La Jordanie fait preuve d'une résilience remarquable, de même que l'Egypte" malgré la baisse du trafic via le canal de Suez, importante source de devises pour le pays, même si pour l'ensemble de la région "nous avons revu nos prévisions à la baisse de 0,7 point de pourcentage (pp)", a ajouté Kristalina Georgieva.

La directrice générale du FMI s'est également félicitée de la trajectoire de l'inflation en Argentine, "qui ralentit un peu plus rapidement que nous ne l'avions anticipé" et plus largement de la situation budgétaire de la majorité des pays d'Amérique latine qui "ont mis de l'ordre dans leur politique rapidement, ce qui leur a permis de réduire l'inflation plus rapidement qu'ailleurs".

Elle en a également profité pour répéter son message sur la nécessité de reconstituer les réserves budgétaires, afin que les Etats aient les marges nécessaires pour affronter "la prochaine crise".

"Nous avons longtemps insisté sur le fait d'avoir une politique budgétaire en ligne avec la politique monétaire afin de réduire l'inflation. Mais désormais ramener la politique budgétaire dans certaines limites est encore plus important car de nombreux Etats sortent exsangues de cette période de crise", a-t-elle détaillé.

"Nous acceptons le fait que la même approche ne marche pas pour tout le monde et que la rapidité de la consolidation budgétaire dépend des spécificités de chaque pays", a ajouté Mme Georgieva, qui souligne l'importance de "trouver l'équilibre entre mobiliser les revenus et améliorer l'efficacité de la dépense".

Le FMI incite de plus en plus régulièrement les Etats à améliorer leurs revenus fiscaux et augmenter la mobilisation de leur base fiscale, notamment pour financer les investissements pour lutter contre le réchauffement climatique.

Le FMI a publié mardi l'actualisation de son rapport annuel sur l'état de l'économie mondiale et anticipe une croissance de 3,2% pour cette année, en légère hausse par rapport à sa précédente estimation.

Soudan du sud

RDC : l'armée renforce sa présence à la frontière avec le Soudan du Sud et l'Ouganda

16/04/2024/radiokapi.net

Les FARDC ont renforcé depuis trois jours leur présence à Kengezi basedans le territoire d'Aru (Ituri), à la frontière avec le Soudan du Sud et l'Ouganda. C'est le gouverneur de province qui a donné cette instruction après sa mission clôturée le week-end dernier dans cette entité territoriale.

L'armée a renforcé sa présence dans la région en vue d'empêcher des infiltrations récurrentes des hommes armés en provenance des pays voisins pour commettre des exactions contre la population. La présence de ces militaires est accueillie avec faste par les habitants.

Kengezi-base est un poste frontalier situé au Nord de la République démocratique du Congo qui forme un triangle avec le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Dans cette région frontalière, il y a la fluidité des trafics frontaliers entre les trois pays.

Mais il se pose surtout les problèmes sécuritaires avec le Soudan du Sud. Selon des sources sécuritaires, des bandits armés s'infiltrent régulièrement dans plusieurs villages congolais frontaliers pour commettre des exactions contre la population. Il s'agit notamment des tueries, vols à mains armées, et occupations irrégulières des champs.

Sur décision du gouverneur de province, des militaires des FARDC ont été renforcés le long de la frontière avec le Soudan du Sud pour empêcher toute infiltration.

La société civile, qui avait longtemps décrié les exactions commises par des hommes armés incontrôlés venus de ces pays voisins, salue cette décision. Celle-ci, selon Anguva Wadri, président de la société civile de Zaki, permettra à la population locale d'accéder de nouveau aux champs et de vaquer librement à ses occupations.

Cette structure citoyenne souhaite cependant que cette présence de l'armée soit permanente pour la sauvegarde de l'intégrité du pays.

Soudan du Sud : Guterres appelle à des « mesures urgentes » pour permettre la tenue fin 2024 des élections

18/04/2024/al24news.com

Le secrétaire général de l'ONU a appelé le Soudan du Sud à prendre des « mesures urgentes » pour faire les progrès nécessaires à la tenue fin 2024 des premières élections depuis la guerre civile.

« Je suis d’avis que les parties doivent s’attacher à prendre des mesures urgentes pour atteindre une +masse critique+ de progrès nécessaire à la tenue pacifique d’élections libres, régulières et crédibles », écrit Antonio Guterres dans un rapport publié mercredi.

Ces élections prévues dans le cadre d’un accord de paix qui a mis fin en 2018 à cinq ans de guerre civile entre les rivaux Salva Kiir et Riek Machar, ont été reportées à plusieurs reprises.

Acteurs politiques et sociaux sud-soudanais et partenaires internationaux restent sceptiques sur la possibilité de les organiser à la nouvelle échéance fixée en décembre.

Aucun consensus n’existe entre MM. Kiir et Machar sur la tenue de ces élections, ni sur la nature du ou des scrutins à organiser (présidentielle, législatives, élections des gouverneurs...).

L’évaluation conduite par la mission de maintien de la paix de l’ONU dans le pays (Minuss) « a conclu que les parties prenantes sud-soudanaises avaient un besoin urgent de compétences et d’assistance sur les plans technique, juridique et opérationnel pour que des élections puissent se tenir en décembre 2024, voire plus tard », écrit Antonio Guterres dans son rapport.

Les « conditions préalables indispensables à la tenue des élections » continuent « d’accuser un retard », ajoute-t-il.

Il s’inquiète notamment du fait que les parties ne sont toujours pas d’accord sur le type d’élections à organiser, et note que « la tenue d’élections multiples le même jour aux niveaux local, national et des Etats (10 dans le cas du Soudan du Sud) pourrait être périlleuse».

Il souligne également les retards pris pour le recensement de la population, l’inscription sur les listes électorales, la rédaction d’une Constitution ou les modalités de retour des réfugiés.

« Les dirigeants sud-soudanais sont bien conscients que les violences infranationales généralisées constituent un obstacle à la tenue des élections », insiste-t-il d’autre part.

En mars, le Conseil de sécurité avait prolongé le mandat des Casques bleus de la Minuss de seulement un mois, attendant ce rapport du secrétaire général pour éventuellement adapter le mandat de la mission.

Un vote pour un renouvellement de la mission est prévu fin avril.

Tanzanie

Tanzanie : 58 personnes tuées par des pluies torrentielles

16/04/2024/fr.cameroonmagazine.com

Les inondations en Tanzanie ont tué 58 personnes au cours des deux dernières semaines.

L’infrastructure a été endommagée et le gouvernement a invité les habitants de la ville zones inondables déménager.

Dans la région côtière du pays 128 831 personnes ont été durement touchés par les fortes averses de pluie» a déclaré le gouvernement.

Pour protéger la population, la Tanzanie envisage de construire quatorze barrages pour éviter cela inondations à l'avenir.

D'autres mesures ont également été prises par le gouvernement, a indiqué le porte-parole. Mobhara Matinyi a déclaré dimanche que des produits de première nécessité ont été distribués aux personnes touchées.

L'Afrique de l'Est connaît actuellement des périodes d'inondations qui causent des dégâts considérables. Des inondations ont été signalées au Kenya, où des averses ont jusqu'à présent fait au moins 13 morts.

Selon l'Autorité météorologique de Tanzanie, de fortes pluies peuvent se poursuivre jusqu'à fin avril. Ces pluies se conjuguent au phénomène climatique cette année. Le garçon qui pourrait durer jusqu'en mai.

Inondations record dans plusieurs pays, 58 morts en Tanzanie et 13 au Kenya

18/04/2024/news.dayfr.com

XALIMANEWS-Selon Radio France International, l'Afrique de l'Est a connu ces dernières semaines des pluies torrentielles qui ont causé la mort d'au moins 58 personnes en Tanzanie au cours de la première quinzaine d'avril et 13 autres au Kenya.

D'autres pays sont touchés : Burundi, Zambie, RDC, Congo-Brazzaville. Les causes de ces intempéries ont été identifiées selon RFI : un réchauffement climatique accentué par le phénomène El Niño.

Selon les médias français, au Congo dans les départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Likouala, le déclin se poursuit, mais à mesure que les eaux se retirent, il faut évaluer les dégâts, désinfecter, réhabiliter les écoles, les centres de santé, les sanitaires et les points d'eau. Toutes choses qui demandent du temps et des ressources importantes. « L'objectif est de rendre l'eau potable dans des situations où la malnutrition était déjà présente. Il faut pouvoir intensifier les programmes de lutte contre la malnutrition, dont les cas aigus et graves doivent être pris en charge de manière régulière et permanente. », témoigne Georges Gonzales, représentant adjoint chargé des programmes de l'Unicef au Congo-Brazzaville.

Et quatre mois après des inondations records qui ont touché neuf départements sur douze, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que 100 000 enfants ont besoin d'une aide humanitaire au Congo-Brazzaville. Pour 49 000 d'entre eux, la scolarité a été interrompue.

Tchad

Déby, président de la transition au Tchad : "Je ne ferai pas plus de deux mandats successifs"

15/04/2024 /france24.com

Le président tchadien de transition, Mahamat Idriss Déby, a accordé un entretien à France 24 et RFI depuis N'Djamena, capitale du Tchad. Au pouvoir depuis la mort brutale de son père en 2021, et candidat à l'élection présidentielle du 6 mai prochain, Mahamat Déby veut "rassurer" le peuple

tchadien, promettant qu'il respectera la Constitution, selon laquelle il ne peut effectuer plus de deux mandats successifs à la tête de l'État.

"C'est au peuple tchadien de décider", assure [Mahamat Idriss Déby](#), président de transition du Tchad et candidat à [l'élection présidentielle du 6 mai](#), qui doit mettre un terme à la transition entamée, au lendemain de la mort du président [Idriss Déby Itno](#), en avril 2021. "Vous allez voir que le 6 mai prochain, les Tchadiens vont choisir, ils vont élire le président qui va diriger ce pays pendant les cinq années prochaines et le choix du peuple sera respecté", assure-t-il. Le scrutin est toutefois qualifié de "mascarade" par ses détracteurs, qui redoutent l'installation d'une "dynastie Déby" au pouvoir.

Alors que Yahya Dilo, [le principal opposant au camp Déby a été tué dans un assaut de l'armée le 28 février et que son parti a dénoncé un assassinat](#), Mahamat Idriss Déby affirme : "L'affaire est dans la main de la justice, nous allons attendre la décision de la justice. Et nous avons dit très clairement que nous sommes aussi ouverts à une enquête internationale indépendante. Ce qui veut dire que nous avons rien à cacher sur cette histoire".

Coopération sécuritaire avec Moscou

Fin janvier, le président tchadien de transition a rencontré le président russe [Vladimir Poutine](#) à Moscou. "Nous avons parlé de beaucoup de sujets, parmi lesquels la coopération militaire", affirme Mahamat Idriss Déby. Quant à savoir si cela signifie qu'il compte remplacer le partenariat sécuritaire historique avec la France par un nouveau partenariat avec [Moscou](#), il assure que son pays "n'est pas un esclave qui va changer de maître".

Enfin, interrogé sur la poursuite ou non de la présence militaire française au Tchad, alors qu'un contingent d'un millier d'hommes et trois bases militaires françaises sont installés au [Tchad](#), Mahamat Idriss Déby explique que la "coopération ne doit pas se limiter à la défense (..) C'est la coopération économique qui nous tient plus à cœur aujourd'hui".

Tchad : les réfugiés soudanais face au risque de famine

17 avril 2024/afrique.tv5monde.com

Depuis un an, la lutte de pouvoir entre les deux généraux, Abdel Fattah al-Burhane et Mohammed Hamdane Daglo, a plongé le Soudan dans le chaos. Le pays traverse l'une des pires crises humanitaires au monde selon les Nations unies. Les réfugiés soudanais continuent toujours d'affluer vers le Tchad voisin. Après les combats, ils fuient désormais la faim.

Tunisie

Affaire du complot: Affaire classée pour 12 accusés

17 avril 2024/tunisie-tribune.com

Tunisie-Tribune (Affaire du complot)- Hanen Gaddes, porte-parole du Pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme, a déclaré que 52 accusés ont été déférés dans le dossier d'enquête connu dans les médias sous le nom de « conspiration contre la sécurité de l'Etat ».

Des charges ont été retenues contre 40 d'entre eux, tandis que l'affaire a été classée pour 12 autres.

Gaddes a ajouté que le ministère public a exercé son droit de faire appel de la décision de classer l'affaire, notant que chaque accusé a été inculpé dans la décision de clôture de l'enquête par le juge d'instruction.

Lors d'une conférence de presse tenue mardi, l'avocate Dalila Msaddek, membre de l'équipe de défense des personnes arrêtées dans le cadre de l'affaire dite de « conspiration contre la sécurité de l'État », a exposé les charges retenues contre les accusés.

Zambie

La Zambie demande plus de 900 millions face à la sécheresse

17/04/2024/news.dayfr.com

Le président zambien Hakainde Hichilema a appelé à l'aide mardi, affirmant que son pays avait besoin d'une aide « vitale » de plus de 900 millions de dollars. Il s'agit de faire face à la pire sécheresse de son histoire.

Dans une allocution télévisée, il a expliqué que près de la moitié des vingt millions d'habitants de ce pays très pauvre d'Afrique australe avaient été touchés par cette sécheresse provoquée par le phénomène climatique El Niño.

Plus de six millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence, a-t-il ajouté. « La Zambie a connu extrêmement peu de précipitations cette année, provoquant la pire sécheresse jamais enregistrée », a-t-il expliqué.

Un secteur agricole dévasté

Le secteur agricole est dévasté, les cultures et les pâturages étant touchés. Mais la Zambie, qui a déclaré la sécheresse une catastrophe nationale en février, ne dispose que de 51 millions des 940 millions nécessaires pour y faire face, a-t-il ajouté

« Le cœur lourd, au nom du gouvernement et du peuple zambiens, nous appelons la communauté internationale, nos partenaires dans le pays, le secteur privé, les églises et les organisations de la société civile, à soutenir financièrement et matériellement notre plan visant à limiter les effets dévastateurs de la sécheresse », a déclaré le président.

Le phénomène El Nino, qui a débuté en 2023, entraîne généralement une augmentation des températures mondiales pendant un an. Elle provoque actuellement des sécheresses catastrophiques en Afrique australe, où le Zimbabwe et le Malawi ont également demandé une aide internationale.

Zimbabwe

'No gold reserves were ever stolen during my tenure' – Gideon Gono

April 17, 2024/thezimbabwemail.com

RECENT pronouncements by Chris Mutsvangwa, the Zanu PF spokesman falsely alleging that the Reserve Bank of Zimbabwe (RBZ) lost an unspecified quantity of gold to an unnamed Arab country during the tenure of an “unnamed governor” who served under the late former President Robert Mugabe (MHDSRIEP) put the nation in a state of unnecessary frenzy.

If such lies are left unchecked with authentic facts, they could become that “little spark” that sets alight a whole forest at a time when the Reserve Bank of Zimbabwe and the country at large have more important issues to deal with than waste time attending to veld-fires whose uncontrolled consequences could end up melting whatever confidence the bank is trying to build around itself, the country and this great nation at large. And how dare we dampen people’s spirits at this “celebratory hour” with blatant lies?

Ordinarily, past governors are not supposed to comment publicly on matters “current” which a sitting governor is capable of dealing with regardless of which period those matters occurred. However in this case, I feel the need for leadership in dealing with this matter, so that we do not burden our new governor John Mushayavanhu or immediate past governor John Mangudya with an historical matter that I can easily deal with myself without ambiguities or the need to look for Sekuru Ndunge, the late doyen of traditional healing and forecasting to return from the other world so he can provide spiritual proclamations to something that is so straightforward, simple (if we respect TRUTH) and explainable in plain, non-technical English.

If this explanation still proves difficult to understand, I would advocate that we ask President Emmerson Mnangagwa to set up a Commission of Inquiry in terms of the Commission of Inquiry Act (Chapter 10:07) incorporating all interested parties to look into this serious allegation of perfidious proportions and report to the nation its findings in simpler language than I would have done here.

Ordinarily too, no governor would want to comment publicly on any matters he/she dealt with while in office because the Official Secrets Act which binds and prohibits us from commenting on specific documentation received or matters of the state dealt with during our periods in office. Section 4 is particularly telling – level 14 fine or 20 years in jail or both if violated. But I am risking that by putting the record straight in a manner that cleans the image of the nation’s central bank.

The third reason I have decided to take the bull by the horns is the ambiguous nature of the allegations, casting aspersions on many distinguished personalities who served as governors under former President Robert Mugabe and still carry “scars and pride” of national service equal only to a few living souls around during one of the most difficult economic episodes of our country.

The ex-governors’ integrities ought to be respected and protected in retirement, as well as those ministers of finance under whom they served and reported to. It is my duty to set the record straight for their sake as well as mine, so that our new governor does not take his eyes off the “ZiG ball” to go into the archives of 18 years ago, searching for files and records for a response to this little fire that has deliberately or inadvertently been started with checking facts with all concerned.

For the record, former governors for the period concerned which excludes our inaugural independence governor the late Dr K. Moyana (1983-93) are: Leonard Tumba (1993-2003); acting governor Charles Chikaura (May 2003-November 2003); acting governor Charity Dhlwayo (December 2013-April 2014); John Mangudya (May,2014-November 2017). These periods were under the late former president Robert Mugabe. I am sure all of them have suffered some distress because the statement from the Ambassador Spokesperson was ambiguous as to who among us could have been that dumb or daft! Now they can all sit back and tell their families and friends “no it was not me who was being referred to!”

I proudly served the longest of that sanctions period, 10 years in all, giving my country the best I could, from December 1, 2003, to November 30, 2013, and it is natural to guess then who did what and when.

OMAR, BUJUMBURA, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mercredi 24 avril 2024.